

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE JOURNALISME ET LA DÉSYMBOLISATION DU MONDE
POUR UNE CRITIQUE DIALECTIQUE DE LA CRISE CONTEMPORAINE DU
JOURNALISME

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
ERIC MARTIN

SEPTEMBRE 2007

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

*J'endure même humblement
le ridicule de n'avoir encore
que barbouillé d'encre cette
face de l'injustice dont
l'incessant outrage est le sel
de ma vie.*

-Georges Bernanos

*Lire, chaque matin de bonne
heure, le journal est une sorte
de sanctification matinale
réaliste. On oriente sa
conduite envers le monde
selon Dieu ou selon ce qu'est
le monde. Cette orientation
selon Dieu nous procure la
même sécurité que de savoir
où nous en sommes ici-bas.*

-Hegel

*La presse libre est le monde
idéal qui jaillit
perpétuellement du monde
réel et, esprit toujours plus
riche, y reflue pour la vivifier
à nouveau.*

-Karl Marx

*Renoncer est aisé quand tout
se dérobe.*

-Karl Löwith

AVANT-PROPOS

Ce mémoire est d'abord né de la volonté d'un étudiant en journalisme de porter un regard critique sur la formation des journalistes à la suite d'un constat inquiétant sur le traitement médiatique des enjeux liés à la mondialisation capitaliste.

Cela a ensuite stimulé la recherche d'une critique capable de montrer l'instrumentalisation du journalisme par le système économique, mais de préserver, ce qui, dans l'exercice de ce métier, est fondamental pour l'existence d'une prise en charge collective du devenir des sociétés, chose qui s'avère urgente si l'on considère les inégalités sociales, la guerre et la destruction, aussi bien symbolique que concrète, qui ont cours en ce début de XXI^{ème} siècle.

Cela devenait d'autant plus pressant que la critique « de gauche » restait souvent cantonnée aux lectures superficielles, libérales ou idéalistes, quand elle n'appelait pas tout simplement à l'abolition des institutions médiatiques « propagandistes » au profit d'une autoproduction de l'information. Il nous a paru que la pensée hégéliano-marxiste constituait un recours nécessaire pour dépasser à la fois le kantisme et le rationalisme des critiques contemporains les plus influents : c'est la rencontre des pensées de Jean Pichette et de Michel Freitag qui m'aura donné la possibilité de réaliser ce projet.

L'approche idéale-typique et souvent heuristique jurera souvent avec l'empirisme répandu en science politique, même lorsqu'il doit en principe être question de théorie. Nous n'aborderons les dimensions individuelles qu'à l'occasion, pour illustrer le lien dialectique qui les unit aux questions d'ordre macrosocial. Une approche plus exhaustive de ces questions, notamment au plan psychanalytique, pourra faire l'objet d'un travail ultérieur. Nous n'abordons pas non plus les liens existant entre le journalisme et les transformations de l'art et de la culture, sauf peut-être lorsqu'il est question de Walter Benjamin, pour nous

intéresser plus directement à la pratique du journalisme, bien qu'il faille lier la crise qu'il traverse à celle de l'ensemble des formes de narration.

Nous étudierons plutôt les liens qui unissent le journalisme à la société en termes macrosociaux. Nous privilégions un point de vue global qui nous conduit à laisser de côté le menu détail des différents aspects sous lesquels s'articule la domination capitaliste dans le travail des journalistes. Par contre, c'est ce même niveau d'analyse qui nous permettra de lier la crise du journalisme à la crise plus profonde des sociétés politiques modernes et des médiations symboliques et politiques qui en assuraient l'unité et la reproduction. Cela passera par une étude des critiques les plus répandues du journalisme, qui seront ensuite analysées à la lumière de la théorie de Freitag.

Je me dois de remercier les deux co-directeurs de ce mémoire, Yves Couture, professeur de science politique à L'UQAM, et Jean Pichette, professeur à l'École des Médias de L'UQAM, pour leur aide théorique et méthodologique, leur appui, leur soutien et leur générosité.

Merci à Yves Couture, d'abord, pour la pertinence de ses critiques et pour sa rigueur. C'est à l'épreuve de sa rhétorique désarmante que j'ai dû mesurer plusieurs de mes positions, et c'est en dialoguant avec lui que j'en suis arrivé à structurer ce mémoire. Il a aussi eu la clairvoyance de croire qu'un étudiant aussi éparpillé dans ses engagements pourrait terminer son mémoire bien avant que je ne sois prêt à en dire et à en faire autant.

Ses encouragements nombreux et sincères à poursuivre ont été jusqu'à avoir raison des hésitations qui me faisaient encore redouter le doctorat. Je dois également le remercier pour les longs entretiens dans son bureau sur les idées politiques et pour son amour de la pensée.

Merci à Jean Pichette, qui m'a introduit à travers ses enseignements à la critique dialectique du journalisme qu'il a développée, et à la pensée de Michel

Freitag. Ce mémoire n'est rien d'autre que l'humble résultat de la rencontre entre cet héritage transmis et l'indignation d'un étudiant en journalisme contre la professionnalisation de son métier et de la formation devant y mener sous les auspices d'un mode de production économique hostile à toute réflexivité.

Je dois aussi à Jean Pichette d'avoir redonné au moment théorique sa pleine légitimité à mes yeux, ce qui m'a permis de me soustraire pour un temps à l'urgence de la *praxis* militante et de retrouver une certaine sérénité, sans pour autant y voir une désertion coupable de l'action, sachant désormais que « la théorie est un moment de la pratique ».

Merci, enfin, à mes parents et à mes camarades Karine Habel, Simon Tremblay-Pepin, Jacques Samson et Bernard Lalande, qui ont supporté mes emportements théoriques tout autant que mes incertitudes. C'est aux espoirs tenaces et à l'humanité irréductible dont ils sont les gardiens que je dédie ce mémoire dans l'attente de jours meilleurs.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	iii	
RÉSUMÉ.....	viii	
INTRODUCTION.....	1	
CHAPITRE I		
LE NÉO-KANTISME CONTRE L'ANTIDÉMOCRATISME DES CRITIQUES RADICALES DU JOURNALISME.....	13	
1.1 Karl Kraus comme critique du pouvoir arbitraire de la presse.....	14	
1.1.1 Bouveresse ou la critique de la liberté de communication.....	15	
1.1.2 La sortie de la représentation chez André Hirt.....	22	
1.2 Le néo-kantisme de Géraldine Muhlmann contre l'antidémocratie.....	26	
1.2.1 Noam Chomsky ou les médias au service des puissants.....	27	
1.2.2 Pierre Bourdieu, ou le journalisme au service des Savants.....	31	
1.3 Le développement d'un idéal-critique chez Géraldine Muhlmann.....	36	
1.3.1 L'attachement au « noyau kantien » et la critique foucauldienne...36		
1.3.2 Le journaliste-flâneur.....	40	
1.3.3 Le journaliste-en-lutte.....	42	
1.3.4 Le « rassemblement conflictuel » de la communauté (...).....	47	
CHAPITRE II : DÉPASSEMENT DIALECTIQUE DE LA CRITIQUE NÉO- KANTIANNE DU JOURNALISME : POUR UNE CRITIQUE DIALECTIQUE DE LA SOCIÉTÉ DE COMMUNICATION POSTMODERNE.....		52
2.1 Les a priori ontologiques de la critique muhlmannienne.....	54	
2.2 La sociologie dialectique de Michel Freitag.....	56	
2.2.1 La médiation symbolique.....	57	
2.2.2 La médiation politico-institutionnelle.....	62	
2.2.3 Médiation et représentation.....	64	
2.3 Critique dialectique de la position muhlmannienne.....	68	
2.4 Crise des médiations.....	73	
2.4.1 Le mode de régulation opérationnel-décisionnel.....	74	
2.5 Faiblesse ontologique et perte de sens.....	83	

CHAPITRE III	
LE JOURNALISME : DE LA TECHNOCRATISATION AU SYSTÉMISME	86
3.1 De la controverse à l'information, du journaliste à l'expert.....	89
3.1.1 Professionnalisation du politique et du journalisme.....	90
3.1.2 L'association libre remplace le lien social.....	93
3.1.3 Le citoyen incompetent et la symbolisation mensongère.....	96
3.1.4 La perte de l'expérience.....	108
3.2 Les médias et la société systémique.....	112
3.3 Journalisme et crise de la représentation.....	119
CONCLUSION.....	125
BIBLIOGRAPHIE.....	138

RÉSUMÉ

Ce mémoire cherche à resituer la crise contemporaine du journalisme dans un contexte de mutation des sociétés politico-institutionnelles vers le modèle opérationnel-décisionnel propre à l'horizon idéal-typique des sociétés dites « postmodernes », d'après la sociologie critique du journalisme de Jean Pichette, professeur à l'École des médias de l'UQAM et la sociologie politique dialectique de Michel Freitag, professeur associé au département de sociologie de l'UQAM.

La réflexion théorique présentée dans les pages qui suivent montre d'abord que les critiques contemporaines du journalisme dites « de gauche » les plus répandues se trouvent dans une impasse qui les conduit ou bien à une position idéaliste abstraite, ou encore à un antidémocratisme latent, tenté d'être hostile à toute forme institutionnelle ainsi qu'à toute représentation symbolique du monde, assimilées au Pouvoir et à la domination.

En deuxième et troisième partie, nous tâchons de dépasser dialectiquement l'impasse de la critique actuelle en réintroduisant le concept hégélien de *médiation* et l'idée de l'existence de la société comme *totalité*. Cela permet, d'une part, d'éclairer les problèmes ontologiques sous-jacents (mais rarement explicités) chez les critiques dites « radicales ». Cela permet ensuite d'historiciser la crise du journalisme dans un contexte de désymbolisation du monde, c'est-à-dire de dissolution des médiations symboliques et politico-institutionnelles par un processus d'instrumentalisation du langage, celui-ci étant livré à des puissances économiques et technologiques qui tendent à s'autonomiser et à s'autofinaliser.

Nous concluons en ébauchant une proposition de critique qui prend acte du caractère *fétichiste* (Marx) des rapports sociaux dans le capitalisme et du caractère symbolique indépassable de tout rapport humain au monde, de tout engagement humain dans le monde.

Cela implique que la critique qui cherche à « libérer » le journalisme de la domination du Pouvoir (économique et politique) doit également reconnaître qu'elle ne saurait triompher via le « rapport de force » immédiat, et qu'elle doit au contraire inscrire son propos et son action dans le respect des formes ontologiques, symboliques et politiques constitutives du monde humain, faute de quoi elle risque de participer elle-même à l'avènement d'une société du silence.

Mots-clefs: Journalisme, dialectique, symbolique, Michel Freitag, Jean Pichette

INTRODUCTION

Le journalisme est aujourd'hui l'objet de nombreuses critiques qui visent, notamment, la concentration de la propriété, la dérive vers le divertissement et l'information-spectacle. Les récriminations les plus radicales iront jusqu'à accuser les journalistes d'être des propagandistes « au service des puissants » et de la domination économique.

Or, ces critiques, qu'elles espèrent le retour à une démocratie libérale idéale « kantienne » ou qu'elles en appellent à l'élimination pure et simple des « structures de domination » médiatiques et de leur « corruption », commettent deux impairs majeurs.

D'abord, elles n'arrivent pas à s'interroger sur les raisons qui amènent la pratique journalistique à dériver jusqu'à se faire le relais d'un économicisme généralisé, c'est-à-dire d'un mouvement du tout-à-l'économie qui réduirait les rapports humains à leur dimension marchande médiatisée par le seul acte de la production de valeur¹, ce qui l'empêcherait d'être au service du vivre-ensemble politique. Quant aux « solutions » préconisées, allant de la régulation étatique jusqu'à l'émancipation individuelle vis-à-vis des institutions médiatiques propagandistes, elles sont le plus souvent partielles ou encore susceptibles d'aggraver les « problèmes » qu'elles soulèvent.

Notre thèse principale soutiendra que ces lacunes découlent d'une approche localisée, incapable de saisir la « crise » contemporaine du journalisme comme

¹ Pour une critique catégorielle de la valorisation capitaliste voir l'oeuvre de Robert Kurz, issu du groupe marxiste allemand Krisis, dont KURZ, Robert, *Lire Marx*, La Balustrade, Paris, 2002, 396 p. et KURZ, Robert et JAPPE, Anselm, *Les habits neufs de l'Empire. Remarques sur Negri, Hardt et Rufin*, Léo Scheer, Clamecy, 2003, 124 p.

manifestation d'une autre crise, plus profonde celle-là, soit celle de la dissolution des médiations² symboliques et politico-institutionnelles dans les sociétés postmodernes³.

Dans cet essai critique sur la théorie et la pratique journalistique contemporaines, nous exposerons dans un premier temps les lacunes des principales critiques actuelles du journalisme, qui ne lient pas les problèmes du journalisme à la crise, plus fondamentale, que connaît le politique dans le contexte de la mutation des sociétés industrielles avancées telle que décrite par la théorie critique de la postmodernité⁴ de Michel Freitag.

Nous retenons des figures paradigmatiques associées aux critiques radicales et néo-kantiennes, et ceci dans l'espoir de dénouer l'impasse « abolition de la presse comme domination/repli dans un idéalisme de la presse sans ancrages concrets » dans laquelle est embourbée la critique de gauche contemporaine du journalisme.

² La médiation désigne les rapports et moments de synthèse dialectique à travers lesquels les parties participent de la totalité sociétale, et par lesquels la totalité se manifeste en chacune des parties, si bien qu'il est impossible d'isoler un seul des éléments, puisqu'il n'existe qu'à travers la médiatisation d'un tiers terme (le symbolique, le langage, l'institution) : « Ainsi, dans sa première forme, la médiation est acte d'amour; elle apparaît sous les traits du Christ, médiateur parfait, réunissant en lui le point de vue des hommes et le point de vue de Dieu. Après avoir, dans la *Phénoménologie*, ouvert la voie à la médiation psychologique en montrant que la prise de conscience du moi comme sujet enveloppe la présence de l'autre, Hegel conçoit la médiation comme la relation idéale reliant entre eux les différents moments d'un tout. [...] il reconnaît en elle l'expression de l'identité entre la logique et l'histoire. [...] l'incarnation de l'infini dans le fini se réalise dans l'acte où les différents êtres finis se détachent de leur individualité pour passer les uns dans les autres. » (NIEL, Henri, *La médiation dans la philosophie de Hegel*, Éditions Montaigne, Paris, 1945, 369 p., p. 16-17).

³ À noter que nous utiliserons tour à tour, et ceci tout au long de ce mémoire, les expressions « société postmoderne » et « société de communication » pour désigner des sociétés où le journalisme et le langage n'ont plus le statut de médiations politiques et symboliques, mais plutôt le caractère d'un appareillage technique de circulation d'information à caractère empirique.

⁴ « La postmodernité désigne un horizon possible mais pas encore advenu [...]»; « [...] le concept de postmodernité est systématiquement associé à une idée de transition en cours [...]» vers un mode de reproduction sociétal de type *opérationnel-décisionnel, systémique et organisationnel* » qui ne « [...] réalise plus l'unité de la société à priori [...] Le propre de ce mode de reproduction est en effet de produire de l'information au sens cybernétique du terme, de manipuler les orientations significatives dont sont porteurs les acteurs, mais d'épuiser les réserves de tradition et de court-circuiter les discours de justification et d'orientation collective. » (BONNY, Yves, « Introduction. Michel Freitag, ou la sociologie dans le monde » dans FREITAG, Michel, *L'oubli de la société. Pour une théorie critique de la postmodernité*, Québec, Les presses de l'université Laval, 2002, p. 413, p. 43-44)

Ce choix bien précis restreint forcément notre capacité de traiter de l'ensemble des théories de la narration journalistique, notamment celles liées à l'art et la culture. Il s'agit essentiellement ici de suivre la critique journalistique « contestataire » dans son évolution pour repérer l'endroit où elle a fait fausse route avant d'aboutir dans un repli idéaliste néo-kantien couplé d'une malléabilité de la pratique face à la résilience et à la dureté du monde empirique.

Dans un deuxième temps, nous chercherons à resituer la critique du journalisme dans le contexte plus global d'une crise des médiations symboliques et politiques. Cela nous permettra de lier la professionnalisation du journalisme, dont on peut situer l'amorce au début du 20^{ème} siècle, à l'avènement d'une société de gestion technocratique qui ne reproduirait plus les conditions d'existence du « commun » et du politique.

Cela permettra aussi d'historiciser les dérives actuelles, d'en dégager les principales lignes de force et d'anticiper les virtualités en développement qui sont susceptibles de se déployer si les dynamiques actuelles demeurent inchangées.

Nous montrerons ainsi que le journalisme, considéré selon son idéal moderne comme un lieu de médiatisation et de problématisation de la réalité, serait aujourd'hui devenu, à la suite d'une désagrégation des médiations constitutives de la société, un lieu de consolidation des dynamiques de dissolution du politique, de désymbolisation du monde, de réification du réel et d'autonomisation de l'économie propres au mode de reproduction décisionnel-opérationnel⁵ de la société identifié par Freitag.

⁵ Le mode de reproduction décisionnel-opérationnel désigne une société dont l'unité ne dépend plus de la médiation d'une culture et de normes communes, mais n'existe qu'à *posteriori* dans la prise en charge et le contrôle empirique des différents flux qui s'y déploient (Voir la conclusion du tome 2 de *Dialectique et société* (référence à la note 4)).

Nous jeterons ensuite les bases d'une critique qui permette de reconnaître la relation qui lie le journalisme à la domination de la puissance économique sans pour autant contribuer à délégitimer les médiations constitutives qui assurent l'unité de la société et qui sont les conditions mêmes de possibilité de l'existence du politique comme lieu de régulation réflexive de l'agir collectif et individuel.

Nous nous appuyerons sur la théorie générale du Symbolique et sur la théorie des modes de reproduction formels de la société, toutes deux développées dans la sociologie politique dialectique de Michel Freitag, dont l'oeuvre-phare est contenue dans les deux tomes de *Dialectique et société*⁶. Nous ferons aussi appel à la théorie critique de la postmodernité élaborée dans *L'Oubli de la société* (Freitag, 2002).

C'est spécifiquement à l'idée de médiation symbolique et politique que nous ferons appel, d'une part pour tenter de situer le rôle des médias dans une société régie par le politique, mais aussi pour contextualiser les dérives médiatiques dans un contexte de désymbolisation, de dépolitisation et de formalisation des sociétés propre à la postmodernité.

C'est principalement à titre de penseur de la *médiation* que nous référons à Freitag, et ceci afin de dépasser à la fois la plupart des critiques « radicales » du journalisme pour qui les médias ne sont que manipulation voilant la réalité, de même que les critiques néo-kantiennes, qui opposent la « liberté » ou la « résistance » d'un journaliste-Sujet transcendentalisé à la factualité et à la nécessité d'un ordre positif de la « réalité »-objet.

⁶ (DS1) FREITAG, Michel, *Dialectique et société, Tome 1 : Introduction à une théorie générale du symbolique*, L'Âge d'homme, Montréal, 1986, 296 p. et (DS2) : FREITAG, Michel, *Dialectique et société, Tome 2 : Culture, pouvoir, contrôle: les modes de reproduction formels de la société*, L'Âge d'homme, Montréal, 1986, 443 p.

Ces deux critiques supposent l'existence d'un pur Sujet engagé dans une réalité immanente. Dans le premier des cas, les médias apparaissent comme un filtre au service des intérêts économiques dominants, dont il faudrait se débarrasser pour avoir accès à la réalité du monde tel-qu'il-est. Dans le deuxième cas, l'idéalisme journalistique se bute à l'imperfection d'un monde empirique extérieur, sa seule possibilité d'action se limitant dès lors à la « résistance ».

Les omissions ontologiques et épistémologiques de ces critiques laissent dans l'ombre l'origine du journaliste-Sujet, de même que celle d'un monde qui apparaît se déployer en pure extériorité, à la manière d'un environnement anhistorique qu'il suffirait, pour le journaliste, de décrire, de manière immédiate, objective et positive.

Les critiques non-dialectiques évitent de s'interroger sur le rôle de la représentation et de l'idéologie (réduites à jouer les rôles de voiles masquant la réalité, souvent comprise d'un point de vue economiciste, qu'il soit néolibéral ou néomarxiste⁷, dans la formation des consciences de même que dans la constitution des rapports sociaux). Cela les empêche d'historiciser les dérives journalistiques, mais cela les conduit aussi à nourrir une dynamique d'abolition de toute distance vis-à-vis du réel empirique.

Dans un contexte de dévalorisation du rôle des *médiations* tel que celui qui prévaudrait dans une société postmoderne (ou société *de communication*) correspondant à l'idéal-type du mode de reproduction décisionnel-opérationnel identifié par Michel Freitag⁸, le discours et la pratique journalistiques en sont réduits (en posture « d'objectivité ») à intervenir *à posteriori* comme caisse de résonance des transformations (actions irréfléchies) qui se succèdent de manière impersonnelle.

⁷ PICHETTE, JEAN « Penser le journalisme dans un monde en crise », *À Bâbord*, Février/Mars 2007, p. 16-19.

⁸ FREITAG, DS2, *ibid.*

« L'information » tendrait ainsi de plus en plus à se réduire à une donnée susceptible d'accélérer le fonctionnement de sous-systèmes économiques branchés en boucle, et non plus comme une connaissance permettant une posture réflexive, à distance du réel.

Or, un grand nombre de critiques libéraux ou kantien du journalisme se campent dans une posture anhistorique qui cherche à comprendre pourquoi les idéaux du journalisme et de la démocratie (posée comme axiome) sont mis à mal, soit par la logique de fusion-acquisition et de concentration des organisations de presse, soit par une impasse de la pratique à l'aune de laquelle il conviendrait de repenser la relation du journalisme et du pouvoir comme un tiraillement à tendance déconstructionniste (la figure de Géraldine Muhlmann⁹ en est l'exemple le plus contemporain).

Les critiques radicales et rationalistes, quant à elles, postulent l'existence d'un public innocent (la *Multitude* de singularités engagées dans un processus d'autovalorisation et, sans doute, d'auto-information, pourrait-on dire en reprenant les termes d'Antonio Negri¹⁰) qu'il faudrait libérer de la manipulation des représentations dominantes au service des puissants. On postule par là qu'une fois le détour de la médiation éliminée, le public se donnerait à lui-même de manière immédiate dans un plan d'immanence radicale (ce qui, on le verra, amène cette critique à participer au mouvement de délégitimation des médiations caractéristique de la mutation postmoderne).

Or, la critique du journalisme devrait plutôt se questionner sur les transformations ontologiques profondes qui rendent possibles à la fois la dévalorisation du langage et celle des médiations symboliques et politiques. C'est à cette tâche que nous nous dévouerons dans les prochaines pages.

⁹ MUHLMANN, Géraldine, *Du journalisme en démocratie*, Payot & Rivages, Paris, 347 p.

¹⁰ Voir KURZ et JAPPE, *ibid.*, p. 100

La philosophie du journalisme est un champ restreint. L'analyse dialectique de la pensée journalistique, elle, demeure un champ vastement inexploré. De plus, compte tenu du recul marqué de la reconnaissance des théories générales, et malgré sa pertinence certaine, l'oeuvre de Michel Freitag ne connaît à ce jour qu'une diffusion limitée. Ce n'est que récemment qu'elle a fait l'objet d'un ouvrage introductif et explicatif général¹¹.

Notre travail s'inscrit à la suite de cet ouvrage introductif afin non seulement d'appliquer la théorie à un enjeu particulier, celui du journalisme, mais aussi de préciser sur ce point la théorie, puisqu'elle ne développe pas de réflexion systématique sur les médias et ce, malgré les nombreuses digressions qui y sont consacrées dans l'oeuvre de Michel Freitag.

¹¹ FILION, Jean-François, *Sociologie dialectique: introduction à l'oeuvre de Michel Freitag*, Nota bene, Québec, 2006, 317 p. Cet ouvrage sera utilisé comme référence principale à la théorie de Freitag en raison de son caractère systématique et synthétique, mais nous nous référerons aussi aux ouvrages suivants :

FREITAG, Michel, « De la terreur au meilleur des mondes. Globalisation et américanisation du monde : vers un totalitarisme systémique ? », in DAGENAIS, Daniel (dir.), *Hannah Arendt, le totalitarisme et le monde contemporain*, Les Presses de l'Université Laval, 2003, 611 p., pp. 353-404.

FREITAG, Michel, *Dialectique et société, Tome 1 : Introduction à une théorie générale du symbolique*, L'Âge d'homme, Montréal, 1986, 296 p.

FREITAG, Michel, *Dialectique et société, Tome 2 : Culture, pouvoir, contrôle: les modes de reproduction formels de la société*, L'Âge d'homme, Montréal, 1986, 443 p.

FREITAG, Michel, *La dissolution systémique du monde réel dans l'univers virtuel des nouvelles technologies de la communication informatique: une critique ontologique et anthropologique*, Colloque BOGUES. Globalisme et pluralisme. (Montréal, 24-27 avril 2002) Panel V : Mondialisation et diversité culturelle, une utopie?, 2001 [En ligne] <http://www.er.uqam.ca/nobel/gricis/actes/bogues/Freitag.pdf>

FREITAG, Michel et Pineault, Éric (dir.), *Le monde enchaîné. Perspectives sur l'AMI et le capitalisme globalisé*, Nota Bene, Québec, 1999, 331 p.

FREITAG, Michel, *Le naufrage de l'Université*, Nota Bene, Québec, 1995, 369 p.

FREITAG, Michel, *L'oubli de la société*, *ibid.*

Ce travail s'inspire de l'héritage intellectuel des enseignements de Jean Pichette, professeur à l'École des Médias de l'UQAM, et de ses réflexions sous l'influence, marquée sans être exclusive, de l'oeuvre de Michel Freitag, notamment en ce qui concerne la réintroduction d'une pensée dialectique dans la critique du journalisme. Nous souhaitons modestement que ce mémoire puisse être à la pensée de Jean Pichette ce que le livre introductif de Jean-François Filion est à l'oeuvre de Freitag : une introduction générale à la critique dialectique du journalisme.

Il existe à ce jour une seule recherche académique où la théorie de Freitag est utilisée pour l'analyse des médias: une thèse de doctorat sur *L'espace public américain: La presse et la politique au passage à la postmodernité*¹². L'auteur cherche à dégager les principaux changements qui ont affecté l'espace public américain pour y déceler les signes de l'émergence de la postmodernité. Il se livre également à une critique de la pensée habermassienne, notamment à cause de sa proximité ambiguë avec le libéral-pragmatisme et le fonctionnalisme américains.

Notre réflexion s'inscrit dans une démarche complémentaire à celle de Deschênes, mais il nous faut indiquer les différences entre notre travail et le sien. Notre objet n'est pas l'espace public américain, mais la théorisation de la pratique journalistique dans un contexte de dévalorisation des médiations symboliques et politiques. Notre démarche vise à dépasser ou réfuter un certain nombre de critiques contemporaines pour ensuite réintroduire les concepts de médiation et de Symbolique dans la compréhension de cette pratique, liant ainsi irrémédiablement la pratique journalistique actuelle à son idéal et à ceux de la pratique politique et de la réflexivité humaines.

Nous n'aborderons pas les thèses habermassiennes qui s'attardent plus à l'existence d'un espace public qu'à la pratique journalistique. Du reste, la proximité

¹² DESCHÊNES, Ulric, *L'espace public américain: La presse et la politique au passage à la postmodernité*, thèse de doctorat, Université Laval, 2005.

de la *théorie de l'agir communicationnel* avec le pragmatisme américain (notamment dans son absence d'ancrages objectifs) nous conduit à nous éloigner de cette filière théorique d'inspiration plus kantienne qu'hégélienne. La position néo-kantienne sera plutôt abordée à travers une figure plus proche de la philosophie du journalisme, Géraldine Muhlmann.

Nos recherches ne visent pas tant à analyser la dérive de l'espace public vers la postmodernité qu'à démontrer l'insuffisance des critiques non-dialectiques pour la compréhension des transformations qui affectent le journalisme et à réorienter cette critique vers une approche plus générale à travers la réintroduction de l'idée de médiation.

En premier lieu, le kantisme de Géraldine Muhlmann permettra d'exposer les travers antidémocratiques des critiques en rupture avec le principe de « publicité », qu'elles soient élitistes ou qu'elles survalorisent le public, c'est-à-dire celles pour qui le journalisme est si « corrompu » ou manipulateur qu'il faudrait abolir sa médiation.

Ce n'est cependant qu'à travers une approche dialectique (hégéliano-marxiste) que nous pourrions dépasser ce même kantisme et saisir l'ampleur de la crise de la médiation journalistique. C'est aussi ce qui permettra de dépasser l'idéalisme (au sens usuel) du kantisme muhlmannien pour comprendre le journalisme comme médiation et moment constitutif d'une totalité sociétale *concrète*.

C'est en montrant que l'avènement d'un mode de reproduction opérationnel-décisionnel implique une dissolution des médiations, comprises comme lien mettant en rapport chacun des moments particuliers à la totalité sociétale, que l'on pourra montrer, d'une part, la participation des critiques « radicales » à la délégitimation de ces mêmes médiations, et d'autre part, la nécessité, pour toute nouvelle théorisation alternative du journalisme, de comprendre l'enracinement symbolique et politique de

sa pratique, c'est-à-dire l'importance de reconnaître le moment de la médiation comme constitutif et indépassable, hormis dans un mouvement de réification (et d'aliénation) total.

Dans le premier chapitre, nous passerons en revue les critiques krausiennes (Bouveresse, 2001) et ses réinterprétations deleuziennes (Hirt, 2002), puisque le satiriste autrichien Karl Kraus (1874-1936) est considéré comme l'un des premiers, sinon le premier, à avoir développé une critique systématique de la presse de son temps.

Une oeuvre charnière sera l'oeuvre de Géraldine Muhlmann *Du journalisme en démocratie* (Muhlmann, 2004), qui trace un excellent panorama des critiques contemporaines du journalisme, et qui permettra de démonter les critiques chomskiennes et bourdieusiennes. C'est ensuite à la partie que l'on pourrait dire « prescriptive » de l'oeuvre de Muhlmann que nous nous intéresserons, afin de démontrer son caractère kantien, c'est-à-dire idéaliste et non-dialectique.

Le chapitre qui suivra permettra d'appliquer le cadre théorique freitagien, spécialement l'idée de médiation symbolique et politique, et ceci afin de jauger les critiques krausiennes, bourdieusiennes, chomskiennes et muhlmaniennes.

Le troisième et dernier chapitre consistera en un dépassement dialectique de la critique muhlmanienne à travers l'historicisation de la désagrégation des médiations dans la presse nord-américaine. Nous utiliserons ici les oeuvres *Public Opinion*¹³ (Walter Lippman) et *The public and its problems*¹⁴ (John Dewey) en plus de reprendre la critique sur le recul du débat public de Christopher Lasch dans *La révolte des*

¹³ LIPPMAN, Walter, *Public opinion*, New York, Dover Publications, 2004 (1922), 240 p.

¹⁴ DEWEY, John, *The public & its problems*, Swallow Press, Athens, 1954, 242 p.

*élites*¹⁵ afin de montrer la technocratisation progressive du journalisme, liée à la technocratisation du social.

L'analyse des médias du sociologue Niklas Luhmann¹⁶ permettra d'anticiper la conversion appréhendée, dans le mode décisionnel-opérationnel, des institutions médiatiques en systèmes autopoïétiques¹⁷. Le mémoire se terminera sur une ouverture liant la dissolution des médiations à la réification systémique totale anticipée par Freitag dans ses réflexions sur le totalitarisme, inspirées d'Arendt¹⁸.

Il apparaît urgent d'élaborer une critique du journalisme qui prenne en compte les transformations objectives et fondamentales qui viennent dissoudre les médiations symboliques et institutionnelles permettant la mise en forme collective de la réalité. Une telle critique permettra d'orienter la réflexion vers une nouvelle théorisation de la pratique journalistique et alimentera la réflexion sur les médias alternatifs.

D'abord, pour redonner sa place au politique et au débat public et freiner le mouvement de dérive des sociétés vers la technocratisation. Mais aussi et surtout pour empêcher que la critique du journalisme, souvent confondue avec la critique de l'idée même de médiation symbolique, n'en vienne à justifier une nouvelle ontologie et une nouvelle téléologie dogmatiques où le plan de l'immanence radicale, les singularités radicalement disjointes et l'utilitarisme généralisé seraient les éléments de décor d'une « fin de l'Histoire » où la parole publique n'aurait plus d'autre utilité

¹⁵ LASCH, Christopher, *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, Climats, Castelnau-le-Lez, 1996, 269 p.

¹⁶ LUHMANN, Niklas, *The reality of the mass media*, 2000, Stanford University Press, Stanford, 160 p.

¹⁷ L'autopoïèse est un concept emprunté à la biologie de Maturana et Varela qui stipule qu'un système ne se reproduit que sur une base interne et auto-référentielle « [...] self-referential systems are *closed* systems, for they allow no other forms of processing in their self-determination » (LUHMANN, Niklas, *Social Systems*, Stanford University press, Stanford, 1995, 627 p.; MATURANA, Humberto, *Erkennen : Die Organisation und Verkörperung von Wirklichkeit : Ausgewählte Arbeiten zur biologischen Epistemologie* (Braunschweig, 1982); VARELA, Francisco J., *Principles of Biological Autonomy*, (New York, 1979)

¹⁸ FREITAG, « De la terreur au meilleur des mondes », *ibid.*

que de faire du bruit, la société se limitant ultimement au branchement tous azimuts de « ce-qui-est ».

Les médias, alors, ne seraient plus que des organes de circulation assurant la bonne marche de la processualité systémique et le public, lui, ne serait plus que le récepteur passif de « l'information » lui révélant les aléas de la conjoncture auxquels il serait sommé de s'adapter.

CHAPITRE I

LE NÉO-KANTISME CONTRE L'ANTIDÉMOCRATISME DES CRITIQUES RADICALES DU JOURNALISME

1. L'ANTIDÉMOCRATISME DES CRITIQUES RADICALES DE LA PRESSE

Les critiques du journalisme sont nombreuses, mais pour les fins de l'analyse, elles peuvent être classées dans des catégories idéales-typiques générales qui permettront de dégager les lignes de forces sur lesquelles s'articulent les oppositions qui existent entre elles. Dans ce premier chapitre, nous passerons en revue les principales critiques contemporaines du journalisme dites « de gauche », chacun des auteurs étant ici retenu comme représentant typique d'un courant plus large.

C'est en premier lieu aux critiques d'un journalisme compris comme domination d'un *pouvoir* arbitraire que nous nous intéresserons. D'abord, la figure du satiriste autrichien Karl Kraus permettra d'exposer l'influence du pouvoir de la presse sur le langage et sur la mise en forme de la réalité.

Nous nous intéresserons ensuite à la critique kantienne en ce qu'elle permet de débusquer les travers antidémocratiques des critiques chomskiennes et bourdieusiennes. L'oeuvre de Géraldine Muhlmann *Du journalisme en démocratie* permettra de soumettre ces théories au réexamen d'un regard kantien mettant en relief leurs tendances à l'antidémocratie et à l'élimination de la scène de la représentation.

Nous exposerons en terminant la démarche de développement d'un idéal-critique du journalisme élaborée dans la deuxième portion de l'oeuvre de

Muhlmann. Nous aurons ainsi tracé un portrait de l'état des critiques contemporaines du journalisme montrant, à travers une perspective kantienne, les écueils des analyses matérialistes, rationalistes, platoniciennes¹⁹ ou immanentistes. C'est le dépassement hégéliano-marxiste de cette même critique qui fera l'objet du deuxième chapitre.

1.1 Karl Kraus comme critique du pouvoir arbitraire de la presse

Une liberté d'expression totale est de peu d'intérêt quand la pensée est, pour des raisons d'un autre ordre, totalement convenue et ne s'exprime plus que dans un langage dégradé, qui, justement, n'est pas fait pour penser, mais uniquement pour faire des phrases - autrement dit, pour l'euphémisation, l'ornementation et le décor²⁰.

L'autrichien Karl Kraus (1874-1936) peut être désigné comme le premier critique systématique du journalisme de masse. C'est à travers l'organe satirique *Die Fackel* (« Le Flambeau »), journal satirique publié à Vienne, mais aussi à travers le théâtre et la poésie, que Kraus a mené toute sa vie une bataille farouche contre une presse qui lui apparaissait décadente au plan moral, asservie aux puissants et réductrice des potentialités de la langue et de l'imaginaire.

Sa critique totalisante et radicale lui a valu la reconnaissance d'un Walter Benjamin²¹ et, de manière plus contemporaine, de deux auteurs dont l'analyse du journalisme sera influencée par Kraus, et ceci malgré leurs conclusions divergentes: Jacques Bouveresse et André Hirt.

¹⁹ La position de Pierre Bourdieu est proche du gouvernement des philosophes platonicien.

²⁰ BOUVERESSE, Jacques, *Schmock, ou, Le triomphe du journalisme : la grande bataille de Karl Kraus*, Seuil, Paris 2001, 229 p., p. 130

²¹ BENJAMIN, Walter, « Karl Kraus » *Oeuvres II*, Paris, Gallimard, 2000, 459 p., p. 229-273.

Le premier dénonce l'irresponsabilité de la presse et appelle à la critique de la liberté totale de la presse. Le deuxième emprunte une voie plus deleuzienne et appelle à la libération de l'authenticité d'une langue libidinale par l'élimination de l'ordre établi déterminé par le pouvoir de mise en forme de la presse.

1.1.1 Bouveresse ou la critique de la liberté de communication totale

Dans l'ouvrage *Schmock ou le triomphe du journalisme*, Jacques Bouveresse entraîne le lecteur dans les détours de l'univers de Kraus, procédant par collage de citations entrecoupées d'observations sur la perception qu'avait le polémiste du système économique, des élites financières, des critiques de théâtre ou du traitement médiatique réservé à la guerre.

Bouveresse s'emploie à montrer que la critique sévère qu'adressait Kraus aux journaux de son époque, considérés comme les « auxiliaire[s] du système de marché universel » est toujours aussi pertinente, et peut-être même encore plus pertinente, lorsqu'il s'agit de critiquer la presse contemporaine.

Bouveresse retient principalement les dénonciations de Kraus à l'endroit du processus par lequel le pouvoir de l'économie et le pouvoir de la presse en viennent à échapper à l'autorité du politique:

Kraus réaffirme d'abord la subordination nécessaire de l'économie à la politique et il proteste contre la façon qu'a l'État de démissionner de ses responsabilités et de laisser simplement le champ libre aux forces du marché, auxquelles il faut ajouter celles de la presse, qui, d'après lui, sont essentiellement au service des premières. [...] [II] Appelle à un sursaut du pouvoir politique contre les deux puissances qui sont en train de conquérir la maîtrise du monde : le pouvoir économique et le pouvoir médiatique²².

En effet, pour Kraus, le pouvoir médiatique est une puissance de diffusion s'appuyant sur l'autonomisation²³ de la technique et asservie aux intérêts

²² BOUVERESSE, *ibid.*, p. 108.

²³ Nous entendons l'autonomisation comme un processus par lequel une puissance en arrive à se délier de toute finalité politique ou sociale qui pourrait prétendre la contraindre, dans une

économiques qui viennent la corrompre et la subvertir. La presse cherche donc à se soustraire à toute norme, à toute autoréflexivité et à toute finalité idéale qui voudrait baliser son déploiement : c'est dire, en somme, que les moyens de communication prennent le pas sur les fins.

Pour Kraus, cette formidable puissance technique, forte de son impunité, ne répond plus qu'aux impératifs commerciaux, qui sont ceux de toute entreprise, et aux exigences du « marché » devenant un « pouvoir sans responsabilité »²⁴. Ainsi, ce qui compte n'est pas ce que veulent le public et les journalistes mais bien « ce que peut la technique, ce que décide le marché »²⁵.

Dans un tel contexte, la liberté de la presse, originellement dirigée contre l'arbitraire du pouvoir absolu, devient prétexte à l'élimination de toute normativité et à la célébration de l'idée d'autorégulation (du marché et de la presse), puisque, d'après Kraus, la presse a toujours été hostile à toute instance qui prétendrait la surveiller ou la sanctionner.

Kraus dénonce cette « transformation des instruments de libération et de progrès (en l'occurrence le développement des systèmes de communication) en mécanismes qui engendrent des formes nouvelles et aggravées de servitude »²⁶, ayant des effets moraux et sociaux destructeurs sur les êtres humains :

perspective empruntée aux critiques de la technique de Gunther Anders, et à la sociologie de Michel Freitag.

²⁴ BOUVERESSE, *ibid.*, p. 87.

²⁵ BOUVERESSE, *ibid.*, p. 47.

²⁶ BOUVERESSE, *ibid.*, p. 200.

L'abus est inscrit par essence dans ce qu'on appelle la « liberté de communication », puisque ce sont toujours en réalité, les possibilités offertes par la technique et les intérêts matériels qui sont impliqués dans leur utilisation « libre » qui finiront par avoir le dernier mot²⁷.

Dans une telle perspective, la « liberté de communication » court-circuiterait le lieu du politique et érigerait la presse en simple machinerie ou relais au service des intérêts économiques et du déploiement de la puissance technique. Ainsi, l'information deviendrait une simple marchandise qu'il s'agirait de faire circuler à grande vitesse, de la manière la plus efficiente qui soit, dans un appareillage technique.

Les débats centrés sur le droit ou le devoir à l'information²⁸ apparaissent ici dépassés par une question fondamentale, c'est-à-dire le statut même du journalisme dans sa relation au politique. L'information est-elle en rapport avec un lieu où sont édictées des normes, des valeurs communes, ou n'est-elle que donnée empirique à diffuser massivement? Qu'est-ce qui détermine le choix de ce qui est matière à information, et l'usage qui est fait de la diffusion de cette information?

Or, l'invocation d'une « liberté de communication » totale, de même que son déploiement concret, font en sorte que l'on dispose trop rapidement de ces questions normatives. En effet, d'après Kraus, dès que la presse rencontre une limite à ses velléités d'omniscience et d'omnipuissance (souvent exercées dans le mépris le plus total d'une sphère privée individuelle dont l'existence est niée au nom même du droit du public de « savoir »), elle invoque « l'atteinte à la liberté d'information », ce qui a le plus souvent raison de la limite qui osait encore se

²⁷ BOUVERESSE, *ibid.*, p. 199.

²⁸ L'enthousiasme tourainien pour la défense de « droits culturels » apparaît faire abstraction d'une crise de civilisation (crise de la Raison, crise du libéralisme politique et économique, et donc de la démocratie libérale, etc.) en prétendant renfonder horizontalement et par la base une démocratie interculturelle (indépendamment de la dissolution des institutions politiques et de toute référence transcendentale ou verticale). Ce faisant, il omet de s'attaquer aux processus de désymbolisation et d'exclusion qui dépolitisent l'espace public et l'information, en plus de se faire l'allié objectif d'un processus de judiciarisation du politique. (Par exemple : GUSSE, Isabelle (dir.), « Diversité et indépendance des médias : une question de démocratie », *Diversité et indépendance des médias*, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 2006, 291 p.)

dresser devant son regard panoptique et pénétrant. La « liberté de presse » ne signifie guère plus pour lui que le règne incontesté d'une « pensée » acritique, dépourvue de distance face au réel hypostasié, transmise par un langage appauvri, réducteur plutôt que « factuel ».

D'après Kraus, l'émergence d'une figure journalistique déliée de toute contrainte culturelle, politique et normative, obéissant aux seules contraintes du marché et de « l'actualité », gouvernée par le seul fantasme de l'instantanéité, ouvre la voie à un phénomène de « journalisation »²⁹ de la pensée, du langage et de la vie.

Cette posture du journaliste dans le monde n'est pas seulement *descriptive* : elle devient pouvoir de mise en forme de la réalité, accompagnant au plan discursif le mouvement d'autonomisation et de domination d'un sous-système économique mû par la seule rationalité instrumentale et par le jeu des intérêts dans le libre marché.

Le journalisme devient donc *prescriptif*, ou plutôt, *producteur* d'une réalité qui tend, elle, à être de plus en plus soumise au seul contrôle de l'économie alors que le pouvoir politique, sous l'emprise de la corruption, ne parvient plus à réguler le marché. La presse, hostile à toute forme de régulation étatique de son activité, devient alors l'alliée objective des intérêts financiers qui y trouvent une chambre d'écho inespérée.

Le « pouvoir médiatique » autonomisé devient donc une instance de production idéologique destructrice d'imagination et de *sens* et productrice d'une *vérité* qui n'a plus grand-chose à voir avec l'expérience d'un monde concret, et tout à voir avec l'imposition violente de la logique formelle et impersonnelle de l'économie financière.

²⁹ BOUVERESSE, *ibid.*, p.85.

Kraus dénonce le pouvoir indu qu'ont acquis les journalistes sur l'imaginaire collectif, ceux-ci s'affirmant de plus en plus comme les émissaires autoritaires de cette économie autonomisée :

Nous avons mis l'homme qui doit annoncer l'incendie et qui devrait sans doute jouer le rôle le plus subalterne dans L'État au-dessus du monde, au-dessus du feu et au-dessus de la maison, au-dessus du fait et au-dessus de notre imagination³⁰.

Il importe donc pour Kraus de reconnaître le formidable pouvoir et la responsabilité des médias, qui ont tendance à se penser en pure extériorité :

Dans un monde où le journal et la réalité tendent à ne faire plus qu'un (« le journal, c'est-à-dire le monde... ») les journaux ont les moyens de transformer tôt ou tard ce qu'ils disent en vérité et réalité. Le journaliste ne peut donc pas se retrancher comme il aimerait bien le faire, derrière son rôle de simple spectateur [...] ³¹

L'ouvrage de Bouveresse présente en somme un Kraus critique de la domination arbitraire d'une imagination et d'une langue appauvries parce qu'au service de puissances économiques et techniques déliées de toute obligation normative ou politique. Bouveresse s'en prend à l'acceptation acritique du concept de « liberté de communication » qui récuse toute régulation de la presse, un discours qui apparaît inacceptable à qui voudrait rétablir sur la presse, l'économie et la technique le contrôle du politique, une responsabilisation qu'il considère essentielle face aux dérives de l'économie et de la presse contemporaines.

En somme, la figure de Kraus que présente Bouveresse est celle d'une pensée toujours pertinente pour comprendre la domination du pouvoir arbitraire de la presse, ses dérives economicistes et technicistes et son hostilité à toute forme de régulation, hostilité qui en ferait l'alliée objective de l'idéologie du marché autorégulé.

³⁰ BOUVERESSE, *ibid.*, p. 69.

³¹ BOUVERESSE, *ibid.*, p.148. □

Par contre, si Kraus est d'une grande aide lorsqu'il s'agit de repenser le rapport du journalisme au marché capitaliste, au pouvoir, à la normativité, à la technique, sa façon de penser le rapport de la presse au politique est plus ambiguë.

Sa critique permet de comprendre la presse comme un « filtre », un « mensonge » au service d'intérêts économiques. La solution à un tel problème, elle, reste nébuleuse. En effet, dans ses moments les plus excessifs, l'exaspération de Kraus l'amenait à souhaiter la disparition pure et simple des journaux et l'arrêt des presses. La critique de la domination est ici tentée par la rupture avec l'espace public, c'est-à-dire avec le principe de publicité kantien qui exige l'existence d'un lieu du VOIR distinct du lieu du FAIRE.

On peut aussi relever les sympathies de Kraus pour l'aristocratie, les militaires ou encore les hérauts de l'austrofascisme à certaines époques de sa vie, réflexes conservateurs issus d'un dégoût pour la décadence de la société et de la presse de masse.

Le statut de la représentation chez Kraus est aussi problématique, puisqu'il semble que pour Kraus, seule la pratique artistique (*réflexivité esthétique*) puisse prétendre remplir le *devoir de représentation*, toute pratique journalistique étant de l'ordre du reportage privé, et donc, incomplet :

Si le journal était aussi immédiat, aussi sobre, aussi riche, aussi facilement contrôlable que la réalité, alors il pourrait sans doute, comme celle-ci, communiquer des expériences vécues. Seulement, il donne une réalité qui n'est pas sûre, qui est filtrée- et une réalité qui est mise en forme de façon insuffisante, ce qui veut dire par conséquent une réalité falsifiée. Car il n'y a pas d'autre objectivité qu'une objectivité artistique. Elle seule peut représenter un état de choses de façon conforme à la vérité. Toute autre espèce de présentation est une présentation privée, ce qui veut dire : incomplète. [...] ³²

³² BOUVERESSE, *ibid.* p. 139.

Même la satire devient difficile lorsqu'il s'agit « de faire, à la télévision, des émissions satiriques sur des émissions qui sont déjà elles-mêmes des satires »³³, où « il n'y a tout simplement plus rien à gagner sur la réalité et la vie, pour ce qui est du comique »³⁴, conclut Bouveresse. « La réponse peu enthousiasmante, à laquelle on est contraint est probablement la même que celle à laquelle Kraus avait déjà abouti : il est à peu près aussi impossible aujourd'hui de faire une satire que de ne pas la faire »³⁵.

La critique krausienne semble parfois flirter avec l'antidémocratie, et ceci malgré les engagements de Kraus en faveur de la démocratie toute sa vie durant. Peut-être est-ce attribuable à la radicalité de la dénonciation, proche d'un pessimisme total, réduit à la satire *résistante* mais impuissante, de plus en plus difficile à exercer devant un réel qui tourne à la farce et qui file entre les doigts. C'est alors que la position krausienne est tentée de tourner le dos à l'existence même de la presse

C'est du moins sur cette voie que peut-être entraînée la pensée littéraire lorsque, exaltée par la dénonciation, elle va jusqu'à souhaiter l'abolition de la presse, sans égard aux conséquences concrètes d'un tel appel. C'est dans cette facette réductrice et plus sombre de la pensée de Kraus que s'engage André Hirt.

³³ BOUVERESSE, *ibid.*, p. 187.

³⁴ BOUVERESSE, *ibid.*, p. 187.

³⁵ BOUVERESSE, *ibid.*, p. 187.

1.1.2 La sortie de la représentation chez André Hirt

Il faut détruire non seulement la représentation, mais le monde et sa représentation, la représentation même du monde. C'est là la condition et le début de toute pensée, comme dans le platonisme. Il est devenu nécessaire d'invalider la représentation [...] ³⁶.

Pour André Hirt, le Journal est devenu une « parole dominante, sans réplique à sa mesure, [...] le pouvoir des pouvoirs » ³⁷. Il est une autorité qui détermine l'ordre du jour des sociétés, aussi bien qu'il est l'« animateur de la réalité qu'il constitue » ³⁸.

Le Journal vient ainsi mettre en forme la réalité, instrument d'une « consolidation d'une image logique des choses, d'une réalité quand ce n'est pas du cours nécessaire du monde. Le Journal défend son monde qui est devenu, qu'on le veuille ou non, le monde » ³⁹. Le capital, la technique, l'industrie, le Journal sont ici conçus comme un dispositif de contraintes réduisant l'essence du langage originel et divin des Noms ⁴⁰ à une certaine matérialisation appauvrie de la réalité. Il s'agit donc, pour Hirt, de libérer la puissance subjective transcendente du langage des Noms divins. Le programme est clair : détruire la représentation qui induit la distorsion, échapper à la « domination » du concept pour laisser libre cours au désir libéré, sans entrave.

En droite ligne de la pensée deleuzienne, inspiré de lectures bien particulières de la pensée des Walter Benjamin et Karl Kraus, Hirt appelle à la

³⁶ HIRT, André, *L'universel reportage et sa magie noire*, Kimé, Paris, 2002, 293 p., p.175.

³⁷ HIRT, *ibid.*, p. 12.

³⁸ HIRT, *ibid.*, p. 13.

³⁹ HIRT, *ibid.*, p. 13.

⁴⁰ Hirt renvoie ici à la conception benjaminienne du langage selon laquelle l'homme est le locuteur du langage, celui qui dénomme les choses. Alors, dans le nom se communique l'essence spirituelle de l'homme, et celle de la nature nommée par l'homme. Le langage instrumental trahit l'essence spirituelle. (BENJAMIN, Walter, « Sur le langage en général et sur le langage humain », dans *Oeuvres I*, Paris, Gallimard, 2000, 395 p., p. 142-165 »

destruction de la représentation journalistique en amalgamant idéologie de légitimation, culture et représentation, tous compris comme « répression » ou réduction des possibles.

Pour Hirt, « la communicabilité est manifestation du langage lui-même comme essence spirituelle des choses et de l'homme »⁴¹. Cette essence est à distinguer du *sens* historiquement constitué, ce dernier étant plutôt considéré comme suspect.

Puisque les représentations du monde, le Journal en tête, sont des obstacles qui nuisent à la libre circulation de l'énergie de cette « essence », il convient de les éliminer afin de permettre son expression im-médiate; il faudra, pour cela, contourner la subjectivité humaine: « l'accès à la chose n'est possible qu'à la condition d'éliminer la nature subjective de la conscience connaissante »⁴².

C'est là pour Hirt la seule voie d'« accès à une expérience authentique »⁴³, à un langage qui surgirait de la Chose elle-même « du coeur même de la réalité »⁴⁴. Ce langage appartient aux choses, «[il] n'est pas le moyen humain de communiquer des contenus signifiants mais symbolisation des choses elles-mêmes, en elles-mêmes, et en quelque sorte par elles-mêmes »⁴⁵.

Il s'agit donc de « libérer le Nom (le langage) enfoui derrière le fétichisme de la signification »⁴⁶. Hirt amalgame ici la forme particulière du fétichisme technique-capitaliste (le fétichisme de la marchandise marxien) à la représentation en général, posée comme distance inacceptable face à « l'essence du langage », comme « traduction » et, donc, trahison. C'est ce qui le conduit à vouloir déconstruire ce qui est entendu par connaissance et sens, raison, sujet et vérité.

⁴¹ HIRT, *ibid.*, p. 40.

⁴² HIRT, *ibid.*, p. 40.

⁴³ HIRT, *ibid.*, p. 41.

⁴⁴ HIRT, *ibid.*, p. 41.

⁴⁵ HIRT, *ibid.*, p. 41.

⁴⁶ HIRT, *ibid.*, p. 50.

Pour Hirt, l'humanité doit se défaire du *sens* commun comme d'un carcan qui l'opprimerait , « rejeter ce que le langage prétend viser par la médiation d'une subjectivité dominatrice (le sens) et [...] ouvrir au contraire l'espace d'une visée sans intention (la vérité, le langage des Noms) »⁴⁷. Toute représentation devient ainsi manipulation, à laquelle il faut échapper.

Il s'agit d'une perspective antidialectique qui, dans un subjectivisme radical, cherche à soustraire la langue à toute structure objectivée : « La langue s'est ruinée à se soumettre à un objet extérieur [...] c'est donc l'irruption en elle de la domination dans l'objet de la réalité qui rompt son unité [...] la langue ne connaît pas d'imperfection interne et est d'essence purement affirmative »⁴⁸.

Cette essence affirmative de la langue est présentée comme pure puissance d'origine libidineuse, permettant d'accéder au réel-tel-qu'il-est : « La puissance d'approche du réel individuel dans la langue se nomme Eros. C'est donc davantage la langue que la conscience ou la pensée en général, porteuses du concept et du sens, qui est en mesure de se frayer un accès au réel »⁴⁹.

Hirt pousse l'idée de « déjournaliser la langue » (Kraus) à son paroxysme. Il ne s'agit plus seulement de libérer la langue de l'enrégimentation marchande du mode de production journalistique de masse, mais il s'agit plutôt de sortir de la représentation et de détruire « la fausse communauté fictionnée par le Journal autour d'une réalité soumise à des conditions et des cadres stricts »⁵⁰.

Hirt appelle la dissolution du dualisme sujet-objet qui permettrait l'avènement de « l'autoposition » deleuzienne, pure création conceptuelle, le langage se retournant contre les valeurs qui « l'assujétissent » (Progrès,

⁴⁷ HIRT, *ibid.*, p. 59.

⁴⁸ HIRT, *ibid.*, p. 194.

⁴⁹ HIRT, *ibid.*, p. 196.

⁵⁰ HIRT, *ibid.*, p. 209.

Humanisme, civilisation) pour devenir pure communicabilité de la sensualité sur un mode immédiat, s'apparentant ainsi à une « physique du langage »⁵¹.

L'auteur fait appel à la puissance libidinale du *ça* afin qu'elle fasse voler en éclat les « construits » subjectifs et objectifs qui empêchent l'expression de la vérité authentique. Cette logique trouve son aboutissement dans la sortie de la représentation et la condamnation sans appel de la subjectivité comme obstacle à l'accès au réel : « la subjectivité du poète doit être laminée et détruite afin que l'oeuvre se fasse en toute impersonnalité »⁵²; « pour exister authentiquement et créer, il faut être mort »⁵³.

Pour Hirt, donc, il ne s'agit plus seulement de réguler le pouvoir de la presse, voire même d'éliminer celle-ci : c'est la subjectivité même, individuelle et commune, d'un sens cristallisé qui doit être abolie pour retrouver l'authenticité perdue de l'expérience⁵⁴ véritable.

La figure énigmatique de Karl Kraus intervient donc encore aujourd'hui sous ces deux aspects très différents que sont les appels à la critique de l'autorégulation des médias de Jacques Bouveresse et les échos deleuziens d'André Hirt. La domination d'un journalisme asservi à la technique et à l'économie capitaliste est bien cernée par ces deux auteurs, mais la forme d'une éventuelle solution demeure nébuleuse: résistance par la satire, régulation étatique

⁵¹ HIRT, *ibid.*, p. 248.

⁵² HIRT, *ibid.*, p. 253.

⁵³ HIRT, *ibid.*, p. 252. (Hirt fait ici référence à la poésie de Mallarmé).

⁵⁴ Hirt s'appuie ici sur une lecture, encore particulière, des écrits de Walter Benjamin sur l'expérience et le langage. Or, faut-il voir dans les appels krausiens et benjaminiens à la libération de la langue (déjournalisation de la langue) une volonté de libérer la pleine réflexivité du langage du réductionnisme auquel le contraint le mode de production capitaliste de l'information, tout entier tendu vers l'immédiateté, ou faut-il plutôt y voir un appel à une sortie radicale du langage commun? C'est sur cette deuxième voie que s'oriente Hirt. Benjamin, pourtant, serait plus près d'une déploration de la perte de l'expérience et d'une critique de la perte de l'autorité face au déferlement de la puissance économique et technique (voir BENJAMIN, Walter, « Expérience et pauvreté », *Oeuvres II*, Paris, Gallimard, 2000, 459 p. 364-372 et BENJAMIN Walter, « Le conteur: réflexion sur l'œuvre de Nicolas Leskov, 1936 », *Oeuvres III*, Paris, Gallimard, 2000, 462 p., p. 114-151), voire d'une « condamnation de la modernité entière à l'inauthenticité » (Géraldine Muhlmann, *Du journalisme en démocratie*, p. 197).

de la presse, élimination pure et simple de la presse ou, carrément, sortie de la représentation et du langage?

À la lumière de ces considérations, Kraus apparaît comme un grand penseur, sans doute le premier, des défaillances de la presse, mais il faudra aller au-delà de ses écrits afin d'historiciser, d'une part, la subversion de la presse par la domination des pouvoirs économiques et politiques et, d'autre part, éviter la tentation antidémocratique de rupture avec l'espace public, avec l'autorité du politique et, ultimement, avec la subjectivité humaine qui guette toute critique radicale du journalisme.

1.2 Le néo-kantisme de Géraldine Muhlmann contre l'antidémocratie

C'est pour critiquer la présence de cet antidémocratie latent détecté chez nombre de commentateurs tentés d'entrer en rupture avec l'espace public que Géraldine Muhlmann rédige *Du journalisme en démocratie*, où elle défend l'impossibilité pour le journalisme de rompre avec le principe de publicité kantien, c'est-à-dire l'existence d'une communicabilité et d'une visibilité dans un espace partagé comme préalable *sine qua non* à l'existence de la démocratie.

L'oeuvre de Géraldine Muhlmann, l'une des avancées les plus récentes en ce qui concerne le champ restreint de la philosophie politique du journalisme, servira ici de pivot entre l'antidémocratie des critiques dites « radicales » et le développement d'une critique hégéliano-marxiste (freitagienne) constituant le dépassement dialectique des impasses provenant de sa position idéaliste néo-kantienne.

Nous verrons dans un premier temps comment la critique kantienne permet de pointer les dérives antidémocratiques de certaines critiques « radicales ». Dans un deuxième temps, nous suivrons ses tentatives de reconstruction d'un idéal de la pratique journalistique en démocratie.

Le chapitre suivant nous permettra de montrer que la critique kantienne ne parvient pas à disposer des problèmes épistémologiques qui affectent les critiques dites « radicales » du journalisme, une omission qui se traduira par une absence d'historicisation des dominations, enfermant dès lors l'idéal transcendentalisé dans les contraintes inhérentes à une pratique confrontée à des dominations objectivées, naturalisées et présentées comme immanentes.

1.2.1 Noam Chomsky ou les médias au service des puissants

D'après Muhlmann, la dérive vers l'antidémocratie guetterait les critiques qui présentent les médias institutionnels comme étant essentiellement (et irrémédiablement) au service des puissants. Ce type de critique est aujourd'hui véhiculé en France par Serge Halimi, Pierre Carles et leurs émules, et aux États-Unis, de manière emblématique et paradigmatique, par Noam Chomsky.

C'est à la critique de la théorie chomskienne de la *fabrique du consentement*⁵⁵ que s'intéresse d'abord l'ouvrage de Géraldine Muhlmann, *Du journalisme en démocratie*. Cette théorie présente les médias comme étant des organes au service des puissants qui viendraient distordre et manipuler l'information afin d'assurer le contrôle des masses.

D'après Chomsky, la propagande médiatique se déploierait à travers cinq « filtres » : le mode de propriété des médias et leur orientation vers le profit, leur financement publicitaire, leur dépendance envers certaines sources privilégiées ou officielles, leur réactivité aux protestations des groupes d'intérêts puissants et leur adhésion à une idéologie anticomuniste, antiterroriste et en faveur du libre-marché.

⁵⁵ CHOMSKY, Noam et HERMAN, E.S., *Manufacturing consent : the political economy of the mass media*, Pantheon books, New York, 1988. 480 p.

Cette critique postule l'idée d'un public « otage des journalistes »⁵⁶, selon le schème « public innocent/journalistes malfaisants »⁵⁷ et de médias « biaisés par rapport aux échanges d'opinions et de regards qui auraient cours librement dans l'espace public, si celui-ci n'était pas, précisément, aux mains des médias »⁵⁸.

Cela contribue à dépeindre les représentations communes comme autant de mécanismes de domination, d'homogénéisation et d'exclusion, comme autant de filtres masquant la pluralité et la vérité d'un réel foisonnant.

D'après Muhlmann, ce schéma est, somme toute, d'inspiration plutôt libérale :

[...] il suppose qu'un espace public vraiment libéré des censures et des biais imposés de l'extérieur par une clique de puissants ne serait plus traversé par aucune domination, source d'homogénéité pour les représentations qui s'échangent.⁵⁹

Ces critiques se réclament souvent d'une posture néomarxiste ou libertaire, mais Muhlmann estime qu'elles sont plutôt proche d'un enthousiasme kantien⁶⁰ à cause de leur confiance excessive envers le public, leur « pseudo-marxisme »⁶¹ instrumentalisant de manière réductrice le concept marxien d'idéologie. Chez Chomsky/Herman, l'idéologie ne concerne en effet que le discours médiatique (particulièrement son biais anticommuniste), compris comme « discours de justification de la domination économique »⁶².

Le discours médiatique ne serait ainsi que l'expression idéale des rapports de production dominants. L'idéologie se situerait d'emblée du côté des médias, le

⁵⁶ MUHLMANN, *ibid.*, p. 27.

⁵⁷ MUHLMANN, *ibid.*, p. 31.

⁵⁸ MUHLMANN, *ibid.*, p. 28.

⁵⁹ MUHLMANN, *ibid.*, p. 31.

⁶⁰ Muhlmann réfère en particulier au principe de publicité kantien, « il faut soumettre toute question au jugement public; le pouvoir politique en particulier, doit se rendre visible, s'exposer au débat public » (voir KANT, Emmanuel, *Réponse à la question: qu'est-ce que les Lumières?*, Mille et une nuits, Paris, 2006, 61 p.).

⁶¹ MUHLMANN, *ibid.*, p. 40.

⁶² MUHLMANN, *ibid.*, p. 41.

public étant pensé comme « déjà sauf, hors idéologie »⁶³ : « On a l'impression que le public, contraint, étouffé, ne demande qu'à exprimer son point de vue oublié; qu'il suffit en somme de faire sauter le couvercle imposé par les puissants et leurs complices, les gens de médias »⁶⁴.

Or, le concept marxien d'idéologie implique autant le public que les producteurs d'information : l'intérêt particulier qui se fait passer pour l'intérêt général habite autant les consciences des dominés que la production idéale des dominants. On ne saurait ainsi penser un public spontané et vrai « avant le renversement matériel⁶⁵ de la domination économique correspondant à cette idéologie »⁶⁶.

Autrement, on ne considère le problème que sous l'angle de « dominations exogènes »⁶⁷, ce qui conduit, d'après Muhlmann, à un « manque de saisie des éventuelles causes structurelles de la « malfeasance journalistique »⁶⁸, conduisant à considérer que « le public est une belle chose, [qu'] il faut viser à le libérer de tout ce qui entrave ses échanges naturels ».⁶⁹

En plus d'innocenter le public à travers une simplification réductrice du concept marxien d'idéologie, cette critique verse dans l'économisme, c'est-à-dire qu'elle explique les dérives du journalisme à travers le seul prisme de la

⁶³ MUHLMANN, *ibid.*, p. 43.

⁶⁴ MUHLMANN, *ibid.*, p. 42.

⁶⁵ Ce commentaire de Muhlmann pose un certain problème en ce qui concerne les conditions d'émergence de la « conscience de classe ». En effet, à moins de considérer une *praxis* dénuée de toute dimension idéale, il est assez difficile d'imaginer qu'un projet subjectif de transformation de ladite domination matérielle puisse émerger si la domination idéologique neutralise toute velléité de changement. Nous verrons au chapitre II que penser la réflexivité exige de revisiter le concept d'idéologie tel que le fait Michel Freitag.

⁶⁶ MUHLMANN, *ibid.*, p. 43.

⁶⁷ MUHLMANN, *ibid.*, p. 48.

⁶⁸ MUHLMANN, *ibid.*, p. 46. Nous verrons que cette critique peut aussi être retournée contre la démarche muhlmanienne.

⁶⁹ MUHLMANN, *ibid.*, p. 49. On pourrait tracer un parallèle assez intéressant avec le schème Empire/Multitude chez Hardt et Negri (NEGRI, Antonio et HARDT Michael, *Empire*, 10/18, Paris, , 2000) où il s'agirait de libérer les singularités autoproduites de valeur du parasitisme des dominants, spécialement en ce qui a trait à l'économisme et l'innocence présumée du public autofondé et spontané (cf. KURZ, Robert et JAPPE, Anselm, *Les habits neufs de l'Empire*, *ibid.*).

domination des intérêts économiques dominants, des groupes d'intérêts (lobbys) et du gouvernement (capitaliste).

C'est ainsi que ce type de critique peut céder à la tentation krausienne-hirtienne d'une sortie de la représentation et d'une abolition des médias, dévalorisant la pratique journalistique et l'institution médiatique, amalgamée à la domination économique, acquittant au passage un public « pur », utilisant les médias à la manière d'un bouc émissaire aisément condamnable.

Pour Géraldine Muhlmann, ce type de critique entre dans une contradiction performative, puisque les implications du concept marxien d'idéologie débordent l'utilisation interne que veut en faire Chomsky et viennent mettre en doute l'enthousiasme libéral kantien implicite qui colore sa conception du public :

On ne peut pas arborer un démocratisme irréprochable, une critique tonique, ciblée, contre les journalistes, jugés seuls responsables du mal qu'ils infligent à leur innocent public et, en même temps emprunter un vocabulaire, celui de l'idéologie, qui, précisément, pour gagner en profondeur d'analyse, entache la pureté du public, complique l'analyse des causes des biais journalistiques dénoncés, bouscule le schéma simple et le démocratisme triomphant sur lesquels le propos se veut assis⁷⁰.

C'est à ce moment que l'élaboration d'une critique plus structurelle du journalisme apparaît nécessaire. C'est ce que semblerait permettre la position du sociologue Pierre Bourdieu⁷¹, qui entreprend de dépasser la « corruption des personnes »⁷² et des journalistes par l'analyse de la « corruption structurelle du champ médiatique »⁷³.

⁷⁰ MUHLMANN, *ibid.*, p., 48.

⁷¹ BOURDIEU, Pierre, *Sur la télévision suivi de L'emprise du journalisme*, Raisons d'agir, Paris, 1996, 95 p.

⁷² MUHLMANN, *ibid.*, p., 50.

⁷³ MUHLMANN, *ibid.*, p., 50.

Or, Géraldine Muhlmann s'emploie à montrer que cette critique n'échappe pas aux tentations antidémocratiques et à la simplification consistant à inculper un seul des deux acteurs, que ce soit les journalistes ou le public.

1.2.2 Pierre Bourdieu, ou le journalisme au service des Savants

Géraldine Muhlmann s'intéresse à la figure de Pierre Bourdieu dans la mesure où sa critique cherche à mettre en lumière les « mécanismes qui conduisent à l'élaboration des contenus journalistiques »⁷⁴, notamment la concurrence pour les parts de marché, plutôt qu'à dénoncer les praticiens du journalisme comme de simples valets au service du discours dominant.

Pour Bourdieu, le *champ* médiatique tout entier est soumis à une logique dont les contraintes s'appliquent à l'ensemble des acteurs, même aux dominants, ceux qui ont « le mieux saisi, intériorisé les contraintes du champ »⁷⁵. C'est le développement de la télévision qui dicterait les contraintes à l'ensemble du champ médiatique, lui-même en mesure de dicter sa logique à l'ensemble des champs de « production » culturelle.

Ces contraintes peuvent être comprises comme étant largement liées à la « dictature de l'Audimat », c'est-à-dire la soumission des médias à une logique commerciale à laquelle participe le public-consommateur. À cet égard, Muhlmann renvoie aux travaux de Patrick Champagne, disciple de Bourdieu :

Le mode de domination a changé, la soumission aux puissants en place ayant été remplacée par la soumission aux lois impersonnelles et anonymes du marché économique qui s'exprime sous la forme objective des taux d'audience que les directeurs de chaîne font placarder dans les locaux de télévision⁷⁶.

⁷⁴ MUHLMANN, *ibid.*, p. 50.

⁷⁵ MUHLMANN, *ibid.*, p. 51.

⁷⁶ CHAMPAGNE, Patrick, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1990, 311 p., p. 279-280 (MUHLMANN, *ibid.*, p. 52).

Une telle perspective donnerait à penser que « c'est le public lui-même qui "regarde" et donc exige des objets "apparents" »⁷⁷ et qui, ainsi, « contribue à la focalisation des journalistes sur "ce qui apparaît" »⁷⁸.

Les médias sont ainsi considérés comme des « machines à rendre visible »⁷⁹, tentées, pour y parvenir, de forcer la réalité, c'est-à-dire de la réduire à une image aisément perceptible et compréhensible pour le public (et, de ce fait, vendable), tout en niant le biais qu'introduit le critère de visibilité⁸⁰.

D'après Muhlmann, cela conduit Bourdieu à développer un « dégoût de l'espace public, inapte à "toucher" la vérité du social parce qu'il est soumis au règne du "voir" »⁸¹, un voir forcément superficiel, incapable de pénétrer l'essence du réel.

La réduction du réel à des images accessibles par le commun des mortels entraînerait l'« incapacité inhérente à l'espace public, ce lieu d'échanges exigeant un minimum de socialisation, à toucher le "plein", l'essentiel, la vérité des rapports sociaux »⁸², c'est-à-dire à ce qui peut être objet de conflits; c'est ce qui explique le triomphe du fait divers, « manifestation *spectaculaire* du quotidien »⁸³.

Muhlmann identifie une « hostilité bourdieusienne » envers le principe même de publicité au sens kantien, c'est-à-dire envers l'idée qu'il existe un « espace public où s'échangent librement opinions et regards, sans contrôle par les "savants" »⁸⁴ : « le vrai problème, dans l'approche bourdieusienne, c'est donc la «

⁷⁷ MUHLMANN, *ibid.*, p. 53.

⁷⁸ MUHLMANN, *ibid.*, p. 53.

⁷⁹ MUHLMANN, *ibid.*, p. 54.

⁸⁰ Par exemple, des événements présentant peu d'intérêt visuel seront négligés par la télévision; des organisations s'efforceront d'adapter leur communication aux exigences de la visibilité.

⁸¹ MUHLMANN, *ibid.*, p. 56.

⁸² MUHLMANN, *ibid.*, p. 59.

⁸³ MUHLMANN, *ibid.*, p. 60.

⁸⁴ MUHLMANN, *ibid.*, p. 65.

publicité “ en tant que telle, qui, gourmande de visibilité, empêche de saisir la dimension essentielle de la réalité »⁸⁵.

Cette hostilité atteint aussi la pratique politique:

La pratique politique semble évaluée, elle aussi, en fonction de sa capacité à “connaître” (le social); savante, elle peut espérer toucher à une profondeur du “plein”; il est dès lors essentiel, par respect pour l’invisibilité du vrai, qu’elle sache se soustraire au regard public⁸⁶.

C’est ce qui explique que Bourdieu s’en prenne à « l’hétéronomie », moment à partir duquel des discussions ont lieu sans droit d’entrée et où tout un chacun peut s’exprimer dans l’espace public sans en avoir la compétence reconnue :

[L’hétéronomie] commence quand quelqu’un qui n’est pas mathématicien peut intervenir pour donner son avis sur les mathématiciens, quand quelqu’un qui n’est pas reconnu comme un historien (un historien de télévision par exemple) peut donner son avis sur les historiens et être entendu.⁸⁷

Cette logique impliquerait, pour les acteurs de chaque champ, un « contrôle total sur la manière d’”extérioriser l’ésotérique” »⁸⁸, conduisant à toutes fins pratiques, d’après Muhlmann, à la « mort pure et simple de la pratique journalistique. [...] Il n’y aura plus de journalistes [...] les acteurs de chaque champ seront les uniques agents de leur ouverture, de leur “vulgarisation” »⁸⁹.

Bourdieu développe une position qualifiée d’aristocratique par Muhlmann, opposant le simplisme du journalisme, embourbé dans l’inauthentique

⁸⁵ MUHLMANN, *ibid.*, p. 56.

⁸⁶ MUHLMANN, *ibid.*, p. 61.

⁸⁷ BOURDIEU, *ibid.*, p. 66 (MUHLMANN, *ibid.*, p. 63).

⁸⁸ MUHLMANN, *ibid.*, p. 63.

⁸⁹ MUHLMANN, *ibid.*, p. 62-63.

quotidienneté, « l'être du vide ou du rien »⁹⁰, à la profondeur du sociologue, versant par là dans un platonisme où seul le « savant », « spécialiste de l'être »⁹¹ aurait accès à la vérité du monde.

Celui qui voudrait parler devrait d'abord en avoir la compétence reconnue, le rôle du journaliste étant dès lors limité à « se mettre au service de quelqu'un dont la parole est importante »⁹². Un « vrai » journaliste serait ainsi « “briefé” par les savants, à leur service, sans extériorité réelle par rapport à eux, il réalise[rait] la régulation savante de l'ordre de l'opinion »⁹³

La position bourdieusienne permet en somme de mieux comprendre l'exercice de la domination et d'éviter de la penser à sens unique : « Penser les “news” en terme de culture (fruit du système journaliste-public), plutôt que de pouvoir (des journalistes sur le public), c'est forcément rendre la domination moins claire, et l'émancipation aussi »⁹⁴.

Mais la piste de solution envisagée par Bourdieu (instrumentalisation du journalisme par les Savants) n'est guère satisfaisante, d'autant plus que dans ses textes les plus intempestifs contre la profession, Bourdieu en vient à mettre en doute la responsabilité du public impliquée dans sa critique structurelle et culturelle, laissant entendre que l'Audimat ne pourrait être qu'une construction médiatique, un prétexte utilisé par les journalistes, un « nom donné à leur propres désirs »⁹⁵.

La critique bourdieusienne retrouve ainsi le schème public innocent/journalistes malfaisants. Cette fois, cependant, la tendance vers

⁹⁰ MUHLMANN, *ibid.*, p. 59.

⁹¹ MUHLMANN, *ibid.*, p. 59.

⁹² MUHLMANN, *ibid.*, p. 64. Muhlmann détourne cette phrase de Bourdieu qui se voulait avant tout un plaidoyer en faveur de « l'assistance à la parole » (BOURDIEU, *ibid.*, p. 36) à laquelle devrait se dédier le présentateur pour permettre aux gens défavorisés vis-à-vis des professionnels des plateaux de télévision d'en arriver à s'exprimer.

⁹³ MUHLMANN, *ibid.*, p. 65.

⁹⁴ MUHLMANN, *ibid.*, p. 77.

⁹⁵ MUHLMANN, *ibid.*, p. 68.

l'antidémocratie ne se trouve pas dans une éventuelle sortie du langage, mais dans la monopolisation de la parole par les experts.

Cela nous amène à constater que les critiques radicales de la domination économique tendent à entrer en rupture avec le principe de publicité kantien et à vouloir éliminer le moment « inauthentique » de la représentation journalistique, que ce soit pour célébrer un public spontané et vertueux ou pour accorder le privilège de la parole à l'expert. C'est à partir de ce constat que Muhlmann tente d'articuler une critique du journalisme capable d'éviter les écueils de l'antidémocratie, tentant, « au-delà de la confiance *à priori* envers le public, [de] reconstruire un idéal critique permettant d'interroger le journalisme réel⁹⁶ »⁹⁷.

1.3 Le développement d'un idéal-critique chez Géraldine Muhlmann

Pour Muhlmann, c'est *au nom* du journalisme que le journalisme doit être critiqué, et non pas au nom d'une vérité qui logerait ailleurs, dans un public « donné » ou dans la parole du spécialiste. Elle affirme ainsi un attachement premier au principe de publicité kantien, sous forte influence foucauldienne, avant de procéder en trois temps, par « autocorrection » à la construction d'un idéal-critique du journalisme, toujours réajusté à l'aune des contraintes de la pratique du journalisme réel.

⁹⁶ L'expression désigne la pratique journalistique empirique et contemporaine.

⁹⁷ MUHLMANN, *ibid.*, p. 77. Muhlmann montre bien la tendance qu'a Bourdieu de vouloir se débarrasser des journalistes qui viennent « s'interposer » (BOURDIEU, *ibid.*, p. 92) entre les producteurs culturels et le public. On pourrait cependant lui reprocher de n'avoir pas remarqué que la théorie bourdieusienne des « champs » tend à ontologiser la forme proprement postmoderne d'une société dont l'unité n'existerait que dans l'interaction *à posteriori* de champs autonomes régulés par la seule concurrence et les rapports de force (FREITAG, *L'oubli de la société, ibid.*), hypostasiant les lacunes du journalisme et de la société empiriques en une logique naturelle et transhistorique. En effet, Bourdieu a beau critiquer le « matérialisme court » (BOURDIEU, *ibid.*, p. 44), cela ne l'empêche pas d'adopter une ontologie economiciste où la concurrence, les luttes d'intérêt, le capital symbolique et la violence symbolique sont les principaux déterminants des rapports sociaux entre des champs autonomes qui s'inter-influencent sur un mode proche de la systémique placé sous la dépendance de la logique commerciale. Muhlmann ne le relève pas : sans doute est-ce parce qu'elle commet un impair semblable dans sa propre démarche (voir le chapitre II).

Il y a donc chez Muhlmann un refus de considérer l'imperfection du journalisme comme un motif suffisant qui justifierait de rompre avec lui. En d'autres termes, le fait que l'espace public soit traversé de dominations ne suffit pas à disqualifier le journalisme.

1.3.1 L'attachement au « noyau kantien » et la critique foucauldienne

La critique de Muhlmann prend comme ancrage premier une acceptation critique de l'imperfection de l'espace public, irrémédiablement traversé par une domination face à laquelle la vigilance doit être préférée à la fuite et à la rupture. On pourrait qualifier cette position de « néo-kantisme critique ».

La démarche de Muhlmann oscille entre deux pôles. Le premier, favorable au pluralisme démocratique, demeure attaché au principe de publicité kantien. Le journaliste agit dans ce cas comme stimulateur de la rencontre des opinions et des regards. Le deuxième pôle, lui, demeure critique de l'homogénéité structurelle et des dominations qui émergeraient dès qu'un sens commun se cristalliserait⁹⁸ dans l'espace public. Le journaliste serait alors appelé à faire fi de tout *à priori* dans une démarche proche de la déconstruction.

Le premier pôle suppose la valorisation d'une « nouvelle scène à côté de la scène des actions »⁹⁹ où les acteurs se dédoublent en spectateurs de leur propre agir. Dans la première sphère, les acteurs occupent des rôles sociaux auxquels ils « obéissent », mais dans l'autre, ils peuvent débattre et contester ces mêmes rôles.

Ainsi, « le vrai lieu de la politique pour Kant n'est pas l'agir, mais l'agir *mis en scène* »¹⁰⁰. Le public est celui qui observe la mise en scène et les « acteurs

⁹⁸ Muhlmann tend à donner à l'aliénation du commun une fonction de repoussoir, sorte de pis-aller dont il faudrait s'éloigner au possible pour faire affleurer la richesse de « l'altérité radicale ». Nous verrons que la critique dialectique renverse cette perspective.

⁹⁹ MUHLMANN, *ibid.*, p. 83.

¹⁰⁰ MUHLMANN, *ibid.*, p. 86.

regardés »¹⁰¹ et qui, au-delà de l'« agir prépolitique »¹⁰² décide « les réformes qui seront ensuite appliquées sur la scène des actions »¹⁰³.

Cette mise en scène dépasse le simple dédoublement, puisque le « spectateur a l'avantage sur les acteurs de “déceler dans le cours pris par les événements un sens qui échappe aux acteurs” »¹⁰⁴. Cet avantage vient à la fois de la clairvoyance que permet la distance, mais aussi de ce que l'épreuve de la controverse permet de dégager comme synthèse à l'issue de la rencontre des points de vue.

La vérité ne se trouve donc pas au-dessus des débats, mais dans leur issue temporaire: « On accède à l'impartialité en prenant en compte le point de vue des autres; l'impartialité ne résulte pas d'une position supérieure qui, parce qu'elle se situe complètement hors de la mêlée, trancherait la querelle »¹⁰⁵.

Cela suppose une exigence d'intelligibilité et de communicabilité, c'est-à-dire l'existence d'un sens commun, d'« une faculté de juger qui, dans sa réflexion, tient compte en pensant (à priori) du mode de représentation de tout autre homme »¹⁰⁶; faute de quoi, toute discussion serait impossible, renvoyant chacun dans un solipsisme proche de l'autisme.

L'existence d'un « nous », dont la cohésion serait assurée par un sens commun et la participation à un espace public partagé, est cependant perçue par Muhlmann comme un facteur d'homogénéisation pouvant servir la domination. Pour parer à l'aliénation éventuelle, Muhlmann élabore un deuxième pôle d'inspiration krausienne, foucauldienne et marxiste afin de donner au regard une fonction de déconstruction du commun qui ne tolère aucun *à priori*, et ceci afin de

¹⁰¹ MUHLMANN, *ibid.*, p. 86.

¹⁰² MUHLMANN, *ibid.*, p. 87.

¹⁰³ MUHLMANN, *ibid.*, p. 87.

¹⁰⁴ ARENDT, Hannah, *Juger. Sur la philosophie politique de Kant*, Seuil, Paris, 2003, 288 p., p. 87 (MUHLMANN, *ibid.*, p. 88).

¹⁰⁵ ARENDT, *ibid.*, p. 70 (MUHLMANN, *ibid.*, p. 90).

¹⁰⁶ MUHLMANN, *ibid.*, p. 91.

parer aux dominations qui viendraient miner la libre circulation kantienne des opinions.

À cet égard, Muhlmann fait appel aux lectures de l'oeuvre de Kant proposées par Michel Foucault. Pour celui-ci, l'*Aufklärung* signifie d'abord une « rupture avec tout ce que le regard pouvait avoir, jusqu'alors, de traditionnel »¹⁰⁷. Il s'agit alors d'« inventer collectivement le « nous » que nous sommes aujourd'hui »¹⁰⁸. Le kantisme retentit alors comme un :

¹⁰⁷ MUHLMANN, *ibid.*, p. 96.

¹⁰⁸ MUHLMANN, *ibid.*, p. 94.

[...] appel à se penser aujourd'hui [...] de la manière la plus libre qui soit, en refusant toute catégorie préexistante et non-examinée. Il n'y a rien qui dise *à priori* ce qui est essentiel, important, et ce qui ne l'est pas, puisqu'il s'agit précisément de construire, par le débat collectif, les critères de l'essentiel et de l'important. Une valeur ontologique *à priori* est accordée à tout ce qui constitue l'actualité¹⁰⁹.

Le journalisme serait donc le prolongement de cette capacité pour le public de s'inventer au quotidien, chargé de surveiller les mensonges, les dominations, les lieux de pouvoir, les rechutes vers la tradition où l'homogénéisation :

[...] la seule chose qui doit alors préoccuper le critique - le critique kantien à la manière de M. Foucault -, c'est ce qui, dans le journalisme réel, constitue une entrave à ce vent de liberté qu'il est censé accompagner; c'est ce qui, en lui comme dans les autres lieux de pouvoir et de savoir, bride la liberté de penser et de voir. Et dans cette optique, les maladies du journalisme se guérissent par plus de journalisme, plus de regards, plus de curiosité¹¹⁰.

Dès lors, l'opposition pluralisme/commun prend plutôt la forme d'un couple « domination/résistance »¹¹¹ dans lequel le journalisme cherche à faire reculer les limites du *voir* et à éviter que la parole ne prenne à nouveau corps sous la forme contraignante de la tradition ou du lieu de pouvoir.

La démarche muhlmannienne s'amorce donc avec comme *à priori* un attachement au « noyau » kantien doublé d'une méfiance vis-à-vis des glissements possibles de l'espace public vers une éventuelle hégémonie structurelle. L'existence de la domination ne vient pas ici à disqualifier l'espace public comme dans le cas des critiques radicales, mais devient plutôt facteur de tension appelant la vigilance du journaliste. C'est entre ces deux pôles, le kantisme et le déconstructionnisme foucauldien, que Muhlmann tisse les mailles d'un premier idéal-critique du journalisme, inspiré de la figure baudelairienne du flâneur.

¹⁰⁹ MUHLMANN, *ibid.*, p. 94.

¹¹⁰ MUHLMANN, *ibid.*, p. 111.

¹¹¹ MUHLMANN, *ibid.*, p. 144.

1.3.2 Le journaliste-flâneur

La figure baudelarienne du flâneur est celle de l'artiste moderne au regard curieux, libre, capable de « tirer l'éternel du transitoire »¹¹²; celle de celui qui, n'acceptant aucune ontologie à priori pour classer l'essentiel et l'inessentiel, cherche le beau, le neuf et, abandonné, se laisse imprégner du monde autour pour parvenir à les trouver.

Le travail du journaliste, se basant sur la figure du flâneur, devient celui d'assurer le « partage collectif de ce regard neuf »¹¹³, l'espace public devenant le lieu où se tisse le commun, ou plutôt ce « *sentiment* commun qui ne vit que d'être éprouvé »¹¹⁴, placé « sous les feux »¹¹⁵ de la publicité, le débat permettant au public d'« inventer en permanence le regard sur le présent »¹¹⁶.

L'oeil du journaliste-artiste-flâneur « reflète le monde alentour »¹¹⁷, il en est plein, traversé d'une « jouissance du multiple non maîtrisé »¹¹⁸, proche d'une « réceptivité enfantine ou animale »¹¹⁹ qui le place, « observateur passionné »¹²⁰, en disponibilité face à la richesse de l'environnement foisonnant. Il est, en quelque sorte, cette bouche avide qui croque les fruits au milieu de la place du marché : « Comme la prostituée, le flâneur s'abandonne au règne de la marchandise, il l'utilise, le célèbre »¹²¹.

Son « attitude de modernité »¹²² suppose à la fois une « disponibilité toute passive et la volonté "active" d'analyser »¹²³. Il est donc proche de l'« idéal kantien d'un

¹¹² MUHLMANN, *ibid.*, p. 148.

¹¹³ MUHLMANN, *ibid.*, p. 151.

¹¹⁴ MUHLMANN, *ibid.*, p. 152.

¹¹⁵ MUHLMANN, *ibid.*, p. 152.

¹¹⁶ MUHLMANN, *ibid.*, p. 153.

¹¹⁷ MUHLMANN, *ibid.*, p. 156.

¹¹⁸ MUHLMANN, *ibid.*, p. 155.

¹¹⁹ MUHLMANN, *ibid.*, p. 156.

¹²⁰ MUHLMANN, *ibid.*, p. 157.

¹²¹ MUHLMANN, *ibid.*, p. 173.

¹²² MUHLMANN, *ibid.*, p. 158.

spectateur infiniment curieux »¹²⁴ qui rechercherait le « choc »¹²⁵ d'une expérience authentique des choses.

Cet idéal-critique kantien, lorsqu'il fait la rencontre historique de la figure de Kraus, est cependant contraint de se modifier, puisque Kraus « entoure la figure du flâneur d'une colère, d'une insatisfaction permanente : il la tire vers la lutte »¹²⁶. Le pluralisme kantien cède donc le pas à un schème résistance/dominations, marqué par une « lutte contre un “commun” potentiellement violent »¹²⁷.

La figure du flâneur moderne baudelarien et l'enthousiasme kantien se trouvent donc relativisés par la crainte de la domination homogénéisante, face à laquelle la figure de Karl Kraus incarne la vigilance. Le kantisme muhlmanien se trouve ici augmenté d'une résistance perpétuelle face à cette domination : « Rien n'interdit de tirer le kantisme vers cette attitude inquiète et combative. On perd l'enthousiasme démocratique, mais on garde tout de même l'attachement à la démocratie »¹²⁸.

L'idéal-critique du journaliste flâneur doit donc, pour correspondre à cette nouvelle perspective, être corrigé, ce qui engage Muhlmann dans la construction d'un deuxième idéal-critique : celui du journaliste-en-lutte.

¹²³ MUHLMANN, *ibid.*, p. 157.

¹²⁴ MUHLMANN, *ibid.*, p. 191.

¹²⁵ MUHLMANN, *ibid.*, p. 188.

¹²⁶ MUHLMANN, *ibid.*, p. 208. Les figures de Karl Marx et de Michel Foucault viendront s'ajouter à ces penseurs du doute utilisés de manière stratégique par Muhlmann pour pallier le caractère naïf du kantisme classique.

¹²⁷ MUHLMANN, *ibid.*, p. 209.

¹²⁸ MUHLMANN, *ibid.*, p. 210.

1.3.3 Le journaliste-en-lutte

L'élaboration de cet idéal-critique est problématique. En effet, Muhlmann débat longtemps du conflit entre Marx, les Jeunes Hégéliens et Hegel sur le rapport entre la pensée et l'Être, la théorie et la praxis, la *visibilité* et l'action. Ultimement, cependant, Marx n'interviendra chez elle, aux côtés de Kraus et Foucault, que de manière stratégique, c'est-à-dire pour augmenter le kantisme d'une dimension de vigilance contre l'homogénéisation redoutée du commun, Muhlmann rejetant par ailleurs de manière explicite l'hégélianisme, considéré comme spéculatif et abstrait.

Muhlmann estime en effet que l'hégélianisme est en rupture avec le principe de publicité kantien puisqu'il prétend penser le devenir sans se prêter au jeu de la controverse, le caractère ontologisant de la démarche hégélienne étant assimilé à une dérobade, voire une fuite, devant le débat public :

Le philosophe qui pense le présent n'a pas à s'exposer en public, sur une scène où il serait confronté à d'autres pensées du présent, et éventuellement contesté. La pensée du présent demeure confinée au cabinet de travail du philosophe. C'est ce qui fera dire, par exemple à Hannah Arendt, avec une sévérité sans appel, que l'hégélianisme constitue une régression par rapport au kantisme et à l'esprit des lumières¹²⁹. [...] De même que le refus kantien de sélectionner dans le présent entre l'essentiel et l'inessentiel, l'authentique et l'inauthentique, le fondamental et le frivole, impliquait le caractère public de toute pensée du présent - le tri, la critique seraient *publics* - de même, mais inversement, le retour d'une approche « ontologisante » ou « essentialiste » permet de soustraire le véritable « penseur du présent, c'est -à-dire le penseur du « vrai présent », de la scène publique.¹³⁰

Aussi Muhlmann se solidarise-t-elle des Jeunes Hégéliens qui ont su, contre le « mépris hégélien pour la quotidienneté »¹³¹, réhabiliter l'engagement dans l'ici-et-maintenant (*hic et nunc*) comme lieu de production pratique de la vérité :

¹²⁹ MUHLMANN, *ibid.*, p. 223.

¹³⁰ MUHLMANN, *ibid.*, p. 226.

¹³¹ MUHLMANN, *ibid.*, p. 230.

Cela même qui est couramment détesté dans le journalisme, et détesté notamment dans la pensée de Hegel, l'urgence, la proximité avec les acteurs et avec les événements, devient particulièrement intéressant pour une pensée qui, comme celle des Jeunes Hégéliens, vise au maximum la coïncidence du voir et du faire. On peut dire que le Jeune Hégélianisme restaure, contre le maître, une sorte de vérité de l'immédiateté¹³².

C'est cette même position pratique qui sera reprise par Marx comme moyen d'éliminer l'infrastructure matérielle qui détermine l'idéologie dont sont prisonniers les producteurs, puisque la « volonté d'observer, de dénoncer, de comprendre signale que l'on est soi-même en mesure de s'extraire de la domination vécue, concrète, donc qu'on la trahit, qu'on ne la saisit que de manière abstraite »¹³³.

Le concept marxien d'idéologie vient donc limiter sévèrement l'enthousiasme kantien, puisqu'il emprisonne tout échange de regards dans une détermination causée par la domination, et qu'« on ne commence à pouvoir rompre avec l'idéologie que lorsque la domination qui lui correspond sur le plan économique est en train de s'éteindre »¹³⁴.

Il n'y a ainsi qu'une issue possible : la *praxis*, l'espace de la visibilité étant irrémédiablement celui de la reproduction idéologique de ce-qui-est : « Marx refuse désormais au monde des idées, y compris à celui que constitue la presse, tout statut autre que celui de préserver ce qui est, jusqu'à ce qu'un renversement pratique ou matériel apparaisse »¹³⁵. Corrélativement, la *praxis*, elle, se défait de tout lien avec la représentation : « Il semble que la *praxis* n'exige aucun regard sur soi, aucun spectacle, aucun miroir »¹³⁶.

Muhlmann en arrive ainsi à accréditer une lecture pour le moins orthodoxe, voire althusserienne, de Marx, dans laquelle l'idéologie et la

¹³² MUHLMANN, *ibid.*, p. 234.

¹³³ MUHLMANN, *ibid.*, p. 248.

¹³⁴ MUHLMANN, *ibid.*, p. 252.

¹³⁵ MUHLMANN, *ibid.*, p. 253.

¹³⁶ MUHLMANN, *ibid.*, p. 255.

représentation sont des « voiles » occultant la structure véritable où se déploient les rapports de force matériels. Elle rejette ensuite, s'appuyant sur le marxisme hétérodoxe des Lukacs et Korsh, ce marxisme orthodoxe réduit au matérialisme, soulignant qu'on peut lui reprocher un :

[...] refus de penser la visibilité comme un horizon, qui se construit progressivement, dialectiquement, à partir de regards partiels, dans la révélation progressive de leurs points aveugles - c'est-à-dire de leurs éléments idéologiques, grâce au double jeu de la théorie et de la pratique.¹³⁷

Le rôle du journaliste serait le « travail même de cette confrontation avec l'idéologie »¹³⁸ visant à « s'émanciper de l'idéologie de l'intérieur, par une critique interne »¹³⁹. C'est lui qui, incarnant le « moment politique »¹⁴⁰, construit le point de vue du dominé, collaborant ainsi à l'émergence de la conscience de classe politique et du projet guidant la praxis.

Pour Muhlmann, c'est exactement ce que le travail journalistique de Marx au *New York Tribune* révèle, et ceci malgré les errances du Marx scientifique : « Le journalisme de Marx dessine la figure du journaliste-en-lutte »¹⁴¹, attelée à ce « travail de construction d'un point de vue critique gagné sur l'idéologie, mais élaboré à son contact même »¹⁴².

Ainsi, le Marx journaliste « flâneur-en-lutte »¹⁴³ est celui qui, poussant à bout la logique dominante et communément acceptée parvient à la déconstruire aux yeux d'un public pour qui l'idéologie résultant de ce processus devient le nouveau regard « commun » : « Il décortique l'homogénéité pour qu'elle

¹³⁷ MUHLMANN, *ibid.*, p. 263.

¹³⁸ MUHLMANN, *ibid.*, p. 265.

¹³⁹ MUHLMANN, *ibid.*, p. 265.

¹⁴⁰ MUHLMANN, *ibid.*, p. 265.

¹⁴¹ MUHLMANN, *ibid.*, p. 266.

¹⁴² MUHLMANN, *ibid.*, p. 267.

¹⁴³ MUHLMANN, *ibid.*, p. 269.

apparaisse enfin comme telle : et c'est alors qu'il crée un nouveau regard : un regard qui saisit la domination et, ce faisant, s'y oppose »¹⁴⁴.

Le journalisme n'échappe ainsi jamais à l'idéologie et à la représentation. Son double mouvement « produit un conflit, [il] désigne un "eux" et intègre, institue du commun, [il] définit un "nous" »¹⁴⁵, le journaliste-en-lutte incarnant le moment critique de ce tandem.

Muhlmann laisse entendre que seule l'abolition de la lutte des classes permettrait une sortie de l'idéologie¹⁴⁶ :

Le journalisme, même critique, produit forcément, à sa façon, d'autres représentations, qui se déploient dans un espace commun, et qui donc participent, sans doute, à la constitution d'une autre idéologie. Échapper à cette éventualité est en effet impossible tant que la lutte des classes demeure, c'est-à-dire tant qu'existent des dominations matérielles qui font que la constitution d'un « commun » au niveau des représentations, exige de l'idéologie¹⁴⁷.

À l'issue de sa confrontation avec le point de vue marxiste, le travail du journaliste « ressemble plus à une lutte contre les dominations qu'à une variation toute libre du regard »¹⁴⁸, ce qui vient atténuer l'enthousiasme kantien initial de Muhlmann :

On est sorti de la foi kantienne dans la pluralité des points de vue, au service de laquelle devait se mettre le journaliste "idéal". On n'a gardé de Kant qu'un noyau : le souci de ne pas désertier, malgré tout, cet espace public qu'il a tant valorisé¹⁴⁹.

C'est à cette conclusion somme toute limitée qu'en arrive Muhlmann, que les digressions sur la dialectique n'ont, semble-t-il, pas amenée à questionner les

¹⁴⁴ MUHLMANN, *ibid.*, p. 280.

¹⁴⁵ MUHLMANN, *ibid.*, p. 280.

¹⁴⁶ Cet amalgame idéologie-représentation mène la réflexion dans une autre impasse. Nous verrons au chapitre suivant que seule une distinction/hiérarchisation des niveaux idéologiques permet d'éviter ce cul-de-sac théorique.

¹⁴⁷ MUHLMANN, *ibid.*, p. 280.

¹⁴⁸ MUHLMANN, *ibid.*, p. 279.

¹⁴⁹ MUHLMANN, *ibid.*, p. 279.

bases épistémologiques et ontologiques de sa propre position. Au contraire, ce sont maintenant les Jeunes Hégéliens qui sont ramenés au kantisme :

Mais que prônent, au fond, L. Feurbach et les Jeunes Hégéliens, sinon un dédoublement acteur-spectateur, curieusement kantien, sans cassure du lien entre les deux ordres [...] Ils sont plus vigilants, plus inquiets, peut-être. Mais la visée est bien celle d'un « voir collectif » qui accompagne le « faire » au moment même où il se déploie [...] ¹⁵⁰

Muhlmann termine d'ailleurs cette réflexion sur le journaliste-en-lutte par un rejet explicite du marxisme, n'en conservant qu'une vigilance vis-à-vis des dominations qui pourraient biaiser l'échange des regards dans l'espace public :

D'ailleurs Marx n'était invoqué ici qu'au titre de penseur pour lequel, au contraire de Kant, l'espace public doit être pensé comme soumis à des forces homogénéisantes, à des dominations. Peu importe, ensuite, que l'on s'accorde ou non avec Marx sur le mécanisme exact qui conduit à ces dominations ¹⁵¹.

Le journaliste-flâneur est donc « en lutte » contre les dominations homogénéisantes sans être révolutionnaire, son action se limitant à la déconstruction de l'idéologie dominante et à la production d'une nouvelle idéologie, au rassemblement dans un nouveau « commun ». C'est sur la base de ce tandem que Muhlmann construit l'idéal-critique final : celui du rassemblement démocratique conflictuel.

¹⁵⁰ MUHLMANN, *ibid.*, p. 236.

¹⁵¹ MUHLMANN, *ibid.*, p. 280.

1.3.4 Le « rassemblement conflictuel » de la communauté démocratique

C'est sous la double inspiration des sociologies de Georg Simmel et de Robert E. Park que Muhlmann aborde la construction de l'idéal-critique final du rassemblement conflictuel qui pose le journalisme comme démarche de recomposition d'un lien social détruit par l'atomisation et l'urbanisation, mais devant toujours se garder de l'enfermement dans un « commun » homogénéisant.

Le défi du journaliste devient ainsi celui d'« instituer un public qui doit, somme toute, faire *un* »¹⁵² sans pour autant régresser vers la foule monolithique décrite par Gustave LeBon et Gabriel Tarde, c'est-à-dire celle qui ne respecte pas les « singularités individuelles »¹⁵³.

Muhlmann pense le rassemblement à partir du concept simmelien du conflit : « le conflit est une forme de socialisation : il intègre, rassemble, crée une unité soudée, par-delà la division qu'il semble révéler à première vue »¹⁵⁴. C'est donc cette « conflictualité qui produit l'unité »¹⁵⁵ sociale et sociétale, ou du moins qui lui sert de base.

Le conflit ne suffit cependant pas à constituer un « commun » au-delà des simples relations d'échange :

[...]le seul jeu de la *compétition* a tendance à rapprocher le groupe de la « *symbiosis* », ensemble de relations triviales et souvent utilitaires (par exemple, un marché), mais qui n'a pas l'unité requise pour constituer véritablement un groupe social uni.¹⁵⁶

La compétition permet aux singularités individuelles de se reconnaître mutuellement, mais pour qu'il soit possible de parler de société, il faut l'implication de la *communication* comme mécanisme unificateur : « la

¹⁵² MUHLMANN, *ibid.*, p. 285.

¹⁵³ MUHLMANN, *ibid.*, p. 285.

¹⁵⁴ MUHLMANN, *ibid.*, p. 287.

¹⁵⁵ MUHLMANN, *ibid.*, p. 287.

¹⁵⁶ MUHLMANN, *ibid.*, p. 294.

compétition individualise, ce qui apparaît désormais comme le mouvement inverse de celui de l'intégration ou unification, c'est-à-dire du travail d'« acculturation » opéré par la communication »¹⁵⁷.

Ainsi, le véritable principe intégrateur et proprement socialisant est constitué par la « communication », qui, elle, est un processus d'accroissement de la compréhension mutuelle (*understanding*, en termes simmeliens), conduisant à la réalisation d'une véritable « unité culturelle (*cultural unit*) »¹⁵⁸. C'est le journal qui « crée de la conversation là où il n'y en a pas; il instaure, parmi ces individus si différents qui constituent les masses urbaines, ce « commun » minimal sans lequel on ne saurait parler d'un "public" »¹⁵⁹.

Muhlmann dépeint ainsi une société fondée sur une « compétition régulée, réinscrite dans la communication »¹⁶⁰. Dans ce cadre, tout le défi du journalisme consiste à produire un « code commun sur le réel »¹⁶¹ permettant d'instaurer un « spectacle collectif »¹⁶², mais aussi d'éviter la dépolitisation et la mythification de ce spectacle. Il faut pour ce faire que le journalisme « injecte de la conflictualité dans le mouvement même de rassembler »¹⁶³. Muhlmann n'aborde pas l'aspect historique qu'impliquerait la persistance d'un tel « code commun ».

Voici donc le journaliste constamment à la recherche d'une « altérité de nature à défaire l'unité »¹⁶⁴, cherchant à faire naître un « conflit, en somme, centrifuge ou, mieux, *décentreur*, défiant le « centre »; un conflit qui, à *priori*, s'érigerait contre la possibilité même de rassembler, contre le travail même de constitution d'un "nous" »¹⁶⁵.

¹⁵⁷ MUHLMANN, *ibid.*, p. 296.

¹⁵⁸ MUHLMANN, *ibid.*, p. 295.

¹⁵⁹ MUHLMANN, *ibid.*, p. 292.

¹⁶⁰ MUHLMANN, *ibid.*, p. 296.

¹⁶¹ MUHLMANN, *ibid.*, p. 331.

¹⁶² MUHLMANN, *ibid.*, p. 331.

¹⁶³ MUHLMANN, *ibid.*, p. 333.

¹⁶⁴ MUHLMANN, *ibid.*, p. 339.

¹⁶⁵ MUHLMANN, *ibid.*, p. 339.

Sa méfiance envers le caractère homogénéisant de tout spectacle collectif fait en sorte qu'il « considère comme déjà policée et policière toute institution d'un « commun »¹⁶⁶, d'un *centre* unifiant la société. Suivant l'exigence kantienne, le journaliste ne peut cependant pas rompre avec l'existence d'un public. Le voici donc engagé dans un « renversement successif de dominations, par le jeu de résistances »¹⁶⁷ :

[Le] décentreur envisage la politique comme une conflictualité qui ne crée aucune communauté, et qu'il oppose, précisément, à ces communautés qui figent, assèchent, apprivoisent et par là trahissent l'intensité des conflits qui les traversent.¹⁶⁸

Pour Muhlmann, la modernité doit être comprise comme ce tiraillement perpétuel entre le conflit et le commun, contre la menace de l'éclatement tout autant que contre celle de l'homogénéisation. Dans ce cadre, le journaliste est celui à qui se trouve déléguée la fonction de « spectateur » :

La modernité a créé trois « personnages », cette fois distincts, l'acteur (l'État), l'auteur (le peuple), le spectateur (le journaliste), qui nouent entre eux des rapports inédits. Il ne sert à rien de soupirer : il est plus utile de penser quels doivent être ces rapports pour que la modernité rejoue, à sa façon à elle, le jeu constitutif de la démocratie - le jeu du conflit qui ne conduit pas à l'éclatement¹⁶⁹.

La recherche d'une altérité radicale susceptible de provoquer le conflit décentreur ne saurait toutefois entrer en rupture avec le principe de publicité et avec le commun. D'après Muhlmann, le regard ne peut embrasser l'altérité radicale sans tisser avec elle un lien qui l'apprivoise déjà et, ce faisant, nuit à son appréhension comme altérité :

Le lien avec autrui est peut-être une trahison de l'altérité d'autrui, mais puisqu'il n'y a aucun autre rapport *possible* à cet autrui, il faut reconnaître que ce lien est la réalité de l'expérience d'autrui, sans lequel autrui ne

¹⁶⁶ MUHLMANN, *ibid.*, p. 339.

¹⁶⁷ MUHLMANN, *ibid.*, p. 335.

¹⁶⁸ MUHLMANN, *ibid.*, p. 339.

¹⁶⁹ MUHLMANN, *ibid.*, p. 354.

m'apparaîtrait même pas. Le seul décentrement *possible* est celui qui tisse du lien¹⁷⁰.

Géraldine Muhlmann en vient ainsi à penser le journaliste comme le professionnel à qui se trouve déléguée la fonction kantienne du spectateur, et dont le rôle est de maintenir et d'alimenter un mouvement de déconstruction perpétuel du *sens* cristallisé par l'injection de conflit, d'altérité radicale, tout en résistant à la tentation de la rupture.

Le journaliste serait à même de « jouer le jeu » de la démocratie libérale et de la modernité, un jeu qui serait sensiblement demeuré le même à travers l'histoire malgré les modifications des conditions d'exercice de la profession :

L'analyse critique du journalisme retrouve son inscription dans une réflexion sur la démocratie. En refusant de tenir pour acquis que les évolutions techniques d'une pratique ont transformé radicalement les enjeux, on renouvelle l'interrogation sur la démocratie au lieu de la scléroser; on cherche les voies par lesquelles la modernité peut, à sa façon, rejouer l'énigme démocratique¹⁷¹.

En fin de parcours, la position « néo-kantienne critique » de Géraldine Muhlmann peut être comprise comme un attachement aux idéaux modernes du journalisme, de la démocratie libérale et du principe de publicité kantien couplé d'une acceptation de l'imperfection inhérente à leur matérialisation empirique. Cela qui conduit l'idéal à « s'autocorriger » et à relativiser ses exigences pour ultimement prôner une posture de résistance déconstructionniste d'inspiration foucauldienne.

Cette position évite les écueils antidémocratiques des critiques radicales tentées par l'abolition de l'institution médiatique, la sortie du langage ou la technocratisation. Cependant, l'absence chez cette auteure de tout questionnement ontologique sur la nature de la société et de la conscience, de même que son approche anhistorique, l'empêchent de saisir la profondeur des mutations qui

¹⁷⁰ MUHLMANN, *ibid.*, p. 389.

¹⁷¹ MUHLMANN, *ibid.*, p. 370.

affectent les sociétés contemporaines et le journalisme, l'idéalisme se voyant alors forcé, pour se maintenir, de faire de nombreuses concessions au journalisme réel, ce qui est pour le moins paradoxal. Le journalisme *tel-qu'il-est* avec ses limites se trouve érigé, de manière transhistorique, en idéal à l'aune duquel devrait être jugé le journalisme réel; cela est pour le moins circulaire.

Et s'il fallait plutôt comprendre les limites que rencontre le journalisme non pas comme la découverte technique des contraintes inhérentes à la pratique empirique (à laquelle la théorie devrait s'adapter par autocorrection), mais comme résultant d'une mutation profonde de la modernité caractérisée par le recul des capacités de mise en forme collective du monde (le politique)?

Cette perspective permettrait de dépasser l'idéalisme résigné et pragmatique de la position muhlmanienne. Elle permettrait aussi d'historiciser la crise du journalisme et de situer celle-ci dans le contexte d'une mutation sociétale de fond. Cela permettrait de comprendre les limites du « journalisme réel » comme les conséquences d'un recul objectif et progressif des conditions de possibilité de la narration journalistique, plutôt que de les percevoir comme de simples duretés ou résistances du monde empirique vis-a-vis des Idées.

C'est cette critique dialectique que nous développerons au prochain chapitre en situant les imperfections du journalisme réel dans le cadre d'une crise plus globale des médiations symboliques et politiques constitutives de la société moderne.

CHAPITRE II

DÉPASSEMENT DIALECTIQUE DE LA CRITIQUE NÉO-KANTIENNE DU JOURNALISME: POUR UNE CRITIQUE DIALECTIQUE DE LA SOCIÉTÉ DE COMMUNICATION POSTMODERNE

L'idéalisme de la critique journalistique néo-kantienne s'attache à la défense du principe de publicité et à la démocratie libérale, se dotant de ces *à priori* par adhésion subjective, sans historiciser leur émergence. Il n'est ainsi pas en mesure de saisir les conditions objectives, aussi bien individuelles que collectives, de leur avènement, ni, d'ailleurs, celles de leur dégénérescence.

Dans ce chapitre, nous soulèverons d'abord les *à priori* ontologiques de la position néo-kantienne de Muhlmann, et nous montrerons, à travers l'exposé de la théorie de Michel Freitag, comment son ontologie implicite, dualiste et idéaliste, évacue le rapport dialectique qu'entretiennent le Sujet-journaliste et l'Objet-réalité qu'il est appelé à raconter. Cela permettra de poser l'existence des médiations symboliques et langagières comme conditions de possibilités de la narration journalistique.

En deuxième lieu, nous montrerons que la pratique journalistique ne saurait être pensée comme une pratique particulière, idéale et anhistorique vis-à-vis d'une réalité et d'une société qui lui seraient extérieures comme le fait Géraldine Muhlmann. Elle doit plutôt être considérée comme l'un des moments particuliers d'une totalité sociétale, c'est-à-dire comme médiation politique liée à l'émergence historique d'espaces de débat public et de lieux où la société est en mesure de se ressaisir et d'orienter son devenir de manière réfléchie.

En dernier lieu, nous tâcherons de montrer que la crise du journalisme doit être pensée comme étant en lien avec la crise du politique qu'implique la mutation

des sociétés modernes vers la postmodernité. Cette mutation suppose la suppression de la dimension idéale de la société au profit d'une prise en charge immédiate de l'environnement empirique par des systèmes de gestion et de contrôle technocratiques, entraînant par le fait même la dissolution des médiations symboliques, journalistiques et politiques qui étaient constitutives des sociétés politiques modernes.

Nous montrerons alors comment la communication se présente comme un substitut technique à la destruction du lien social et des rapports sociaux modernes, à tel point qu'on puisse maintenant parler de « société de communication » pour désigner la société postmoderne.

Nous nous appuyerons, tout au long du chapitre, sur la sociologie politique et dialectique de Michel Freitag¹⁷² (théorie générale du Symbolique, théorie des modes de reproduction de la société et théorie critique de la postmodernité), spécialement sur les concepts de médiation symbolique et de médiation politico-institutionnelle.

Notre démarche permettra de situer la crise du journalisme dans le contexte plus global de dissolution du politique et de désymbolisation du Monde que nous croyons, avec Freitag, repérer dans les sociétés actuelles, qualifiées pour cette raison de sociétés *postmodernes*. Nous aurons ainsi dépassé dialectiquement la critique néo-kantienne et élaboré une critique de la société de communication postmoderne.

¹⁷² Les références du corpus sont détaillées en page 9 de ce mémoire.

2.1 Les *a priori* ontologiques de la critique muhlmanienne

Pour affronter les critiques antidémocratiques, la posture néo-kantienne développée par Géraldine Muhlmann se replie sur la défense d'un idéal journalistique transcendentalisé et trans-historicisé. Cette auteure refuse par ailleurs « de tenir pour acquis que les évolutions techniques d'une pratique [en] ont transformé radicalement les enjeux »¹⁷³.

Pourtant, alors qu'elle affirme que l'évolution technique ne doit pas avoir de prise sur la conception des enjeux ou de l'idéal journalistique, Muhlmann procède tout au long de son oeuvre à une démarche « d'autocorrection » qui l'amène à adapter et actualiser son idéal vis-à-vis des imperfections du « journalisme réel » contemporain, ces dernières étant présentées comme autant de contraintes pratiques imposées au Sujet dans la rencontre de la dureté de l'Objet-réalité.

L'évacuation de l'historicité et des questionnements ontologiques fondamentaux sur la nature de la société, sur le rôle de l'idéologie, de la culture et de la représentation dans la formation des consciences et dans la reproduction sociale conduit Muhlmann à faire d'immenses concessions à la sociologie de l'école de Chicago¹⁷⁴ et à la lecture foucauldienne. Chacune de ces concessions vient diluer l'idéal initial, de plus en plus refoulé dans une transcendance extérieure radicale qui n'entretient que très peu de lien avec une pratique réelle, résignée et réduite à la micro-résistance.

L'attachement principal à l'espace public et au journalisme se retourne alors en une forme de pragmatisme forcée de faire siennes les contraintes

¹⁷³ MUHLMANN, *ibid.*, p. 370.

¹⁷⁴ La sociologie urbaine de l'École de Chicago, fondée en 1892, s'est intéressée aux transformations culturelles liées à la croissance rapide des grandes villes américaines. La figure de Robert E. Park, issu de la « première école » de Chicago, est sans doute celle qui influence le plus l'ontologie Muhlmanienne de la société, notamment dans ses accents simmeliens, la culture étant opposée à la compétition dans une dynamique très proche du rassemblement conflictuel muhlmannien.

« objectives » imposées par l'extériorité. C'est ainsi que « l'enthousiasme » kantien se décante jusqu'au « rassemblement conflictuel », d'inspiration foucauldienne, où la marge de manoeuvre du journaliste se trouve considérablement réduite.

Le voici coincé entre deux pôles répulsifs : celui de l'homogénéité étouffante et celui de l'éclatement du commun. Cette façon de procéder se révèle symptomatique de l'adhésion implicite et irréfléchie, sous le mode de la désillusion ou du désenchantement, à une ontologie sociétale où l'unité de la société n'intervient qu'à *posteriori*. Celle-ci peut alors être décrite comme le « rassemblement conflictuel » d'individus radicalement singuliers (altérités radicales) à travers l'équilibre sagement dosé de « l'acculturation », par le biais de l'adhésion à une représentation commune, et du respect du pluralisme horizontal et de la richesse des altérités singulières.

Le journaliste, lui, serait constamment tiraillé entre ces deux pôles, responsable à la fois de la production du spectacle qui maintient la consistance du social et de la vigilance contre la puissance d'uniformisation du commun. Son travail n'est pas présenté comme la préservation d'un *sens* hérité, à la lumière duquel il interpréterait les événements, mais comme un écartèlement sans cesse renouvelé, une dynamique sans finalité.

Dès lors que l'existence d'une représentation commune n'est pas reconnue comme étant un *à priori* constitutif de l'existence des sociétés, mais uniquement comme un pis-aller dont il faut s'accomoder pour qu'existent les interrelations (et qu'il faudrait par ailleurs constamment menacer par la déconstruction pour éviter qu'elle ne lamine le pluralisme), le journaliste s'écarte de son *devoir de représentation* historique et joint sa voix et son concours à un processus de délégitimation de toute normativité, de toute hiérarchisation des valeurs et de toute forme de verticalisme qui, nous le verrons, caractérisent la postmodernité.

L'articulation d'une critique dialectique du journalisme exige un réexamen des *à priori* ontologiques que la critique muhlmanienne implique en arrière-plan : le dualisme sujet/objet et idéal/réel, l'individualisme et le nominalisme, auxquels nous opposerons la dialectique du rapport d'objectivation et le réalisme d'une société comprise comme totalité synthétique à caractère à la fois subjectif et objectif, d'après l'oeuvre de Michel Freitag.

Cela nous permettra de poser l'existence de la représentation symbolique commune, comme condition de possibilité d'existence des individus particuliers, et de situer le journalisme comme l'un des moments de la totalité que constitue la société politico-institutionnelle moderne. Nous pourrions ensuite montrer que les dérives du journalisme sont liées à une crise plus généralisée de l'ensemble des médiations politiques et symboliques dans la postmodernité.

2.2 La sociologie dialectique de Michel Freitag

La théorie de Freitag, proche de la dialectique hegelienne du réel, permet en premier lieu de penser « les conditions de la constitution du sujet dans le monde en tant que sujet de la pratique significative »¹⁷⁵, c'est-à-dire les médiations symboliques impliquées dans le rapport d'objectivation à travers lequel se co-constituent le sujet et l'objet.

Elle permet aussi d'identifier les médiations politico-institutionnelles objectives (dont les médias) qui assurent l'unité et la reproduction de la société. Ce faisant, elle permet de penser la spécificité de la pratique journalistique comme l'institution d'une distance vis-à-vis du réel, toujours médiatisée par les précompréhensions issues d'un *sens* historiquement constitué.

Ce *sens* prend la forme d'une *représentation du monde* (qui n'est pas dogmatique ou réifiée, mais agit dans un mouvement d'aller-retour comme *médiation*), et est à la fois la condition de sa reproduction et la condition de

¹⁷⁵ FREITAG, Michel, DSI, p. 13.

possibilité d'une autonomie subjective capable d'agir dans le monde pour le transformer, ce qui est le propre de la praxis politique. Cette représentation du monde, à la construction de laquelle participe le journalisme, se déploie sur deux niveaux : le niveau symbolique premier et le niveau de la reproduction sociétale.

2.2.1 La médiation symbolique

Michel Freitag élabore une théorie générale de la société et une théorie générale du *symbolique* où il tente de penser la spécificité de la réalité sociale et humaine. Penser la société implique d'abord de faire la critique de la « démarche scientifique » qui caractérise les sciences sociales positivistes qui, dans leur ontologie implicite, posent la réalité sociale comme étant inanimée, univoque et non-signifiante.

Freitag oppose à cette conception le concept de « pratique significative », comme mode d'être au monde proprement humain, préalable à la mise en place de l'objectivation scientifique (et journalistique), qui s'y trouve donc toujours fondée. La *société* est ainsi posée ontologiquement comme un « objet non empirique se tenant au-delà des acteurs, mais à travers leurs actions [...] [une] structure symbolique hiérarchisée de normes culturelles et institutionnelles»¹⁷⁶.

L'existence concrète de cette *totalité à priori* est constitutive de la formation de la conscience, et donc de la connaissance-de-soi, de l'humain, qui y est enraciné, ne trouvant l'autonomie qu'à travers un processus *d'ontogénèse* (réaliste et dialectique), où l'inscription dans une précompréhension du monde (le *sens*) est aussi la condition même de la liberté.

Cette *normativité* culturelle représente la condition de survie de l'humain. Elle le plonge dans le commun *intersubjectif*, de telle sorte qu'il est rattaché par le *lien social* qui lui permet de s'appréhender comme sujet dans le regard de

¹⁷⁶ FILION, *ibid.*, p. 25.

l'autre¹⁷⁷. Ce ne sont donc pas, en dernière instance, les *conditions matérielles d'existence* (Marx) qui sont déterminantes, et ceci même si Freitag admet qu'elles puissent faire l'objet d'une praxis politique (lutte de classes).

Les conditions de la socialité humaine, d'un point de vue *anthropologique et culturel*, ne sauraient être réduites à une *superstructure* idéologique qui voilerait «*la réalité*». Pour Freitag, l'(i)déologie au sens large, à distinguer de l'(I)déologie de légitimation produite par le pouvoir politique en place (au sens strict), doit être comprise comme structure symbolique *à priori* déterminant culturellement et symboliquement les rapports sociaux.

Cette posture n'est pas strictement *idéaliste*¹⁷⁸, mais *dialectique*, puisqu'elle se refuse à réduire le réel à sa dimension idéale ou matérielle, articulant plutôt un rapport idée-matière constitué de manière social-historique dans lequel la permanence d'une *représentation du monde* (qui n'est pas dogmatique ou réifiée) est à la fois la condition de sa reproduction et la condition de possibilité d'une autonomie subjective capable d'agir socialement et politiquement dans le monde pour le transformer.

Freitag dit avoir écrit *Dialectique et société* en ayant en tête le principe hégélien d'unité entre la théorie et la pratique, la théorie étant alors considérée comme une «*moment*» dans le développement socio-historique de la pratique¹⁷⁹. Le concept de «*pratique*» désigne ontologiquement «*toutes les modalités formelles du «rapport d'objectivation», et en particulier les rapports*

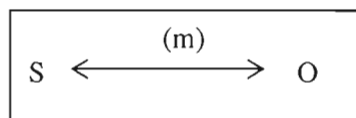
¹⁷⁷ Chez Hegel, l'idée de médiation implique que la conscience reconnaisse l'autre qu'elle est d'abord tentée de détruire comme son identique pour se dépasser elle-même et en arriver à la connaissance de soi. Ce n'est ainsi que par la médiation de l'altérité que se constitue l'identité. (NIEL, *ibid.*)

¹⁷⁸ La dialectique freitagienne se distingue de l'hégélianisme notamment par l'évacuation des dimensions théologiques et téléologiques. Elle conçoit que les rapports sociaux concrets sont médiatisés par le détour de l'(i)déologie, et donc réfèrent à une dimension idéale, mais cette même dimension idéale est aussi dépendante de chaque pratique sociale concrète. Elle pose ainsi la reproduction de la société comme le mouvement d'une totalité antérieure à l'opposition dualiste sujet-objet.

¹⁷⁹ FREITAG, DSI, p. 245.

d'objectivation médiatisés symboliquement, en tant que pratique proprement humaine, sociale et historique »¹⁸⁰.

Le rapport d'objectivation vient constituer le sujet et l'objet à travers la *médiation (m)*¹⁸¹ (par exemple le langage) et spécifie leur *mode d'être*. La réalité n'est donc pas, comme le prétendent les positivistes, pensée comme quelque chose de désincarné qu'un sujet regarderait en pure extériorité (S--->O). mais comme une dynamique entre deux pôles co-constitués :



Freitag élabore ensuite une typologie des rapports d'objectivation. Le rapport « sensori-moteur », celui de l'animal, doit être compris comme une « biologique »¹⁸², où l'objet se manifeste en « creux »¹⁸³ comme besoin, médiatisé par le *signal* de sa présence, qui interpelle les schèmes de comportement mémorisés par l'animal et l'invite à la poursuite dudit objet.

Chez l'humain, le rapport *culturel-symbolique* est un dépassement par lequel ce sont des codes culturels et une « normativité acquise »¹⁸⁴ qui viennent baliser l'agir dans le monde et assurer le maintien de soi dans l'existence de l'humain. L'être symbolique est capable de surplomb vis-à-vis de son engagement dans le monde, et peut effectuer des opérations virtuelles dans le langage qui ne sont pas directement liées à un objet présent.

¹⁸⁰ FREITAG, DS1, p. 22.

¹⁸¹ Pour Freitag, la « médiation, en tant que structure de sens objective (« structurée comme le langage » dans l'ordre même du sens, pour reprendre en la généralisant l'expression que Lacan utilisait au sujet de l'inconscient), s'oppose au concept de simple « moyen », auquel il appartient à l'acteur ou au sujet seul de conférer un sens essentiellement instrumental, mais qui ne représente « en lui-même et pour lui-même » qu'un moyen terme dans un enchaînement de causalité ». FREITAG, Michel, *L'oubli de la société*, *ibid.*, p. 65-66

¹⁸² FILION, *ibid.*, p. 105.

¹⁸³ FILION, *ibid.*, p. 107.

¹⁸⁴ FILION, *ibid.*, p. 112.

Le troisième niveau d'objectivation est « l'objectivation formalisée », où la pratique se libère du *sens* pour devenir autoréférentielle, refermée sur elle-même, avec pour seule limitation les rapports de force et de puissance qui existent dans le *système*.

Dans le cas du symbolique, du point de vue épistémologique, la capacité opératoire d'agir dans la virtualité des possibles, qu'ouvre l'horizon symbolique (« l'*arbitraire fonctionnel* »)¹⁸⁵, se trouve restreinte à *posteriori* par la « *détermination empirique* »¹⁸⁶, c'est-à-dire lorsque le « possible opératoire rencontre la dureté réelle d'un objet particulier », d'une structure, c'est-à-dire d'un possible réalisé.

Une deuxième restriction vient médiatiser les actes de connaissance : le « *moment théorique de synthèse objective* »¹⁸⁷ ou « *moment synthétique de la structure préopératoire* »¹⁸⁸ vient s'insérer dans la dialectique entre système opératoire et structure empirique. Il représente le cadre ontologique de « *précompréhension* »¹⁸⁹ ou de « *prédétermination normative implicite* »¹⁹⁰, où la mémoire et le langage orientent à *priori* la compréhension et l'intention. C'est aussi cette fonction qui échoit à la *culture*.

C'est ainsi qu'intervient l'idéologie au sens large¹⁹¹, qui n'est pas un écran cachant la réalité, mais bel et bien la « *vérité même du rapport aux choses* »¹⁹². Freitag appelle *fonction normative-expressive* « l'effet positif qui consiste en une projection sur l'objet de la structure prédéterminée des normes de l'action »¹⁹³.

¹⁸⁵ FREITAG, DS1, p. 189.

¹⁸⁶ FILION, *ibid.*, p. 129.

¹⁸⁷ FILION, *ibid.*, p. 131.

¹⁸⁸ FILION, *ibid.*, p. 131.

¹⁸⁹ FILION, *ibid.*, p. 131.

¹⁹⁰ FILION, *ibid.*, p. 142.

¹⁹¹ Voir la distinction l-i ci-haut.

¹⁹² FREITAG, DS1, p. 209.

¹⁹³ FILION, *ibid.*, p. 144.

Pour mieux illustrer cette fonction, Freitag utilise l'exemple de l'usage du marteau :

L'essence du marteau ne tombe pas du ciel. Le marteau n'est de son côté que la matérialisation du geste, d'une infinité de gestes, il est leur réification, il est le moment « structurel » réifié à travers toute la dialectique historique du développement du geste et de l'outil. Il est donc aussi le moment dans lequel tel geste particulier, hic et nunc, vient prendre sa forme et son geste social déterminé, moment déterminé du procès social (ou plus étroitement, technique) de la reproduction. [...] Sans idéologie, il serait bien difficile d'enfoncer le moindre clou¹⁹⁴.

L'idéologie fonctionne donc à la manière d'une *aliénation* positive qui fonde le *symbolique* à l'extérieur de lui-même dans un *sens* fondé socio-historiquement : « la verticalité du sens s'établit d'abord dans la conscience collective du partage d'une origine commune posée dans un tiers fondateur que l'on cherche ou non à représenter »¹⁹⁵. Le *sens* crée une *tension* entre *être* et *devoir être* qui inscrit l'humanité dans la durée historique.

Tout cela n'a rien d'immuable, puisque le sujet, à travers la *réflexivité*, peut faire oeuvre d'une liberté créatrice qui, par un « mouvement de retour sur l'idéologie¹⁹⁶ », peut faire évoluer les médiations normatives-expressives et culturelles-symboliques par leur *dépassement* prudent, c'est-à-dire dans la reconnaissance du caractère fondamental de leur existence, ou existentiel de leur fondement.

Ce premier niveau de médiation des rapports sociaux à travers la normativité culturelle acquise, représentée ou non, se trouve dépassé dès lors que la société moderne se dote d'institutions politiques et de lieux d'élaboration collective de projets sociaux. Ce second niveau de médiation politique est élaboré dans la théorie des modes de reproduction de la société.

¹⁹⁴ FREITAG, DS1, p. 211.

¹⁹⁵ FILION, *ibid.*, p. 154.

¹⁹⁶ FREITAG, DS1, p. 212.

2.2.2 La médiation politico-institutionnelle

Pour Freitag, la société « correspond à la structure hiérarchisée des médiations symboliques, de type culturel ou juridique, et qui s'incarnent dans la pratique »¹⁹⁷. Le *mode de reproduction* de la société, quant à lui, s'apparente, à un autre degré, à l'ontologie ou *mode d'être* des étants particuliers en ce qu'il constitue la logique du « maintien de soi d'une structure sociétale dans l'existence »¹⁹⁸.

Ces modes prennent trois formes : 1) culturelle-symbolique 2) politico-institutionnelle et 3) opérationnelle-décisionnelle.

La forme culturelle-symbolique désigne les sociétés pré-politiques où la régulation et la reproduction sociales sont assurées par le *sens* donné aux actions comme *évidences* par la référence au mythe, dont l'interprétation permet aussi la réintégration des conflits dans le récit venu « des origines » et, par là, le maintien de l'unité sociétale.

Le mode de reproduction politico-institutionnel intervient lorsque le conflit devient *contradiction*, c'est-à-dire que la parole du mythe ne parvient plus à assurer la cohésion. La société doit alors produire des institutions juridiques (droit) et politiques (pouvoir) qui s'inscrivent au-dessus du niveau culturel-symbolique (qui régit toujours la vie quotidienne).

Pour Freitag, l'émergence d'une autonomie relative de l'individu vis-à-vis de la structure des rapports sociaux s'explique par l'avènement de la contradiction, lorsque le mythe n'arrive plus à justifier le rapport de force qui s'installe pour les droits de propriété de la terre et des produits du travail.

¹⁹⁷ FILION, *ibid.*, p. 164.

¹⁹⁸ FILION, *ibid.*, p. 166.

L'institution dépasse ensuite ce rapport de force antéjuridique et instaure un monopole de la violence conditionnelle¹⁹⁹. Elle produit ensuite du droit, c'est-à-dire des catégories normatives qui viennent réguler l'action. Le tout ne se maintient que par la production d'une *idéologie de légitimation* qui justifie l'existence et la reproduction de l'institution, les déviations étant contenues par la sanction (effective ou appréhendée) ou l'exercice légal de la violence.

Les institutions de premier degré (royauté de droit « divin ») se voient dépassées par les institutions de deuxième degré (produites réflexivement). Dans ce cas, c'est la praxis politique (ex : lutte des classes) qui peut transformer les institutions en place. Le politique devient ainsi le lieu *d'institutionnalisation de la capacité d'institutionnalisation*²⁰⁰, enracinant l'existence des sociétés humaines dans la *praxis* historique²⁰¹.

¹⁹⁹ FILION, Ibid., p. 217.

²⁰⁰ FILION, Ibid., p. 240.

²⁰¹ Voir section 2.4.1 pour la transition vers le mode de reproduction opérationnel-décisionnel.

2.2.3 Médiation et représentation

Chez Freitag, l'être humain entre en rapport avec le monde à travers le langage, l'éducation, la socialisation, et l'accession à la culture. Il s'intègre de ce fait (du moins dans la société moderne) à un mode de reproduction politico-institutionnel. Ce sont là les deux conditions *à priori* de la socialité : accès à la signification et intégration sociale.

La théorie, ce moment où la pratique se pense, introduit un rapport subjectif à la réalité qui influe ensuite sur la mise en forme de cette même réalité dans un mouvement dialectique. Ce n'est qu'à travers ce mouvement que peut être décrite et constituée la réalité, sans qu'il soit possible d'évacuer ce moment subjectif irrémédiablement médiatisé par le langage :

Les mots sont une médiation grâce à laquelle l'humain entre en rapport avec sa propre matérialité animale et avec la matérialité du monde. (...) La dimension de la fiction (...) signifie la nécessité logique d'une dématérialisation de la matérialité, une dématérialisation du corps et du monde pour que la vie émerge, pour que la vie vive et se reproduise dans l'espèce douée de parole. (...) Le rapport à soi et au monde passe par l'écran des mots²⁰².

L'être humain apparaît ainsi comme un être institué par son accession au langage plutôt qu'autofondé, divisé entre la représentation qu'il se fait de lui-même et lui-même aussi bien que divisé par rapport à l'Autre, par la représentation qu'il se fait de lui et du monde. Ce n'est qu'à travers ce « *tiers symbolique* » que le sujet peut entrer en rapport avec lui-même, avec l'Autre et avec le monde.

Donc, dans une perspective dialectique, la réalité ne peut être analysée en dehors de sa *représentation symbolique*, forcément médiatisée par le langage. En effet, le langage est cette médiation constitutive de la réalité qui empêche l'accès

²⁰² LEGENDRE, Pierre, *Ce que l'Occident ne voit pas de l'Occident*, Mille et une nuits, Paris, 2004, p. 74-75.

im-médiat au monde et à un sujet et un objet qui n'existeraient qu'en soi et pour soi. Dans cette perspective, le sujet n'existe qu'à travers les médiations qui le mettent en rapport avec lui-même et avec l'autre.

Si chacun entend la langue de son point de vue propre, elle n'existe plus. La langue n'existe qu'à travers le rapport à l'autre. Elle présuppose l'existence d'une communauté linguistique, dans la mesure où l'adhésion à un type de norme linguistique particulière implique déjà une certaine construction symbolique de la réalité, décrite par Michel Freitag comme le

[...] mode de notre représentation conceptuelle ou idéale de la réalité, auquel est associée la constitution identitaire réflexive de notre propre posture ontologique, une posture prise dans le monde et face à autrui et par laquelle nous nous tenons toujours à distance du monde et devant autrui²⁰³.

La parole ne prend sens que lorsqu'elle s'inscrit dans un langage qui lui est antérieur. De même, dans la société moderne, chaque action n'a d'existence sociale qu'à travers la culture ou la superstructure politico-institutionnelle « *qui en spécifie pour autrui, et dans l'anticipation de son accomplissement, la signification, la valeur et le sens* »²⁰⁴.

La société comme totalité est donc comprise, chez Michel Freitag, non pas comme une somme d'activités sociales empiriques exercées directement sur le réel, mais à travers le caractère à *priori* des médiations langagières, culturelles et politico-institutionnelles, qui vient élever au niveau de la *signification* universelle ce qui ne serait autrement que des comportements singuliers.

Ces médiations font peser sur chaque acte et chaque acteur social une normativité qui inscrit chaque action comme geste de reproduction de la structure

²⁰³FREITAG, Michel, *La dissolution systémique du monde réel dans l'univers virtuel des nouvelles technologies de la communication informatique: une critique ontologique et anthropologique*, Colloque BOGUES. Globalisme et pluralisme. (Montréal, 24-27 avril 2002) Panel V : Mondialisation et diversité culturelle, une utopie?, 2001 [En ligne] <http://www.er.uqam.ca/nobel/gricis/actes/bogues/Freitag.pdf>

²⁰⁴FREITAG, « La dissolution de la société dans le social », *Le naufrage de l'Université*, *ibid.*, p. 207.

d'ensemble de la société. Ainsi, chaque action se trouve médiatisée par la référence à la représentation de l'ordre normatif historique et contingent, lui-même tributaire des actions qui le reconduisent sans cesse, des

[..] actions subjectivement signifiantes, médiatisées symboliquement et ordonnées normativement en « rapports sociaux » ayant en même temps un caractère objectif (catégorique et structurel) et un caractère (inter)subjectif concrets (ce qui les distingue des simples « relations objectives », statistiques par exemple). Au niveau le plus fondamental, c'est la référence à un système symbolique commun qui oriente les actions particulières et réalise en quelque sorte depuis l'intérieur de chacune d'elle, leur intégration structurelle globale²⁰⁵.

La société ne se constitue qu'en se regardant dans un « miroir » ontologique et symbolique qui lui renvoie sa propre image normative, une re-présentation contraignante, transcendante d'elle-même :

Le caractère transcendantal (*à priori*) immanent à la société se voit ainsi en quelque sorte « repris en charge » subjectivement-réflexivement sous le mode d'une transcendentalisation (« réification transcendante ») de l'identité commune à priori : c'est sous la dépendance et sous la protection de celle-ci que la reconnaissance commune de chaque identité particulière (ainsi que de la signification, de la valeur et du sens de chaque action) se trouve alors assurée. En tant qu'unité à priori de toutes les pratiques sociales, la société prend donc valeur ontologique de totalité à caractère subjectif et identitaire²⁰⁶.

Ce sont les sociétés modernes qui adopteront les premières une approche réflexive vis-à-vis de ce type de représentation commune qui, dès lors, ne sera plus dogmatique-religieuse ou réifiée, mais projet politique commun élaboré à travers le débat public institué et instituant:

²⁰⁵ FREITAG, « La dissolution de la société dans le social », *ibid.*, p. 169.

²⁰⁶ FREITAG, « La dissolution de la société dans le social », *ibid.*, p. 208.

La modernité est ainsi le premier ordre ou régime sociétal qui, en se concevant et en se produisant lui-même expressément, en vient à se représenter lui-même comme société, c'est-à-dire comme une réalité sui generis unifiée, et ceci dans la mesure où cette réalité y apparaît idéalement - et donc d'abord contrafactuellement - comme le projet et le produit virtuel de la libre volonté agissante des individus inspirés par une même raison universelle, à caractère transcendantal²⁰⁷.

L'émergence du journalisme est intimement liée au caractère politique inédit de la société moderne, dans la mesure où la représentation commune qu'il contribue à élaborer permet à la fois l'intégration des individus et la prise en charge réflexive des orientations du devenir de la société. Le journalisme contribue ainsi à l'élaboration d'une représentation commune²⁰⁸ d'un monde qu'il ne se contente pas de dépeindre, mais qu'il problématise également, invitant à la réflexivité.

En effet, d'après sa conception moderne, le journalisme peut-être conçu comme *médiation* chargée à la fois de lier le sujet aux conditions d'existence empirique d'une société donnée (rapporter des événements), mais aussi d'*instituer* un espace à distance de cette même réalité invitant à la problématisation, à la critique et à la transformation de cette même réalité par la participation au débat public.²⁰⁹

En somme, dans une perspective dialectique, le journalisme peut en premier lieu être pensé comme une pratique particulière qui dépend sa médiatisation par le langage commun, la représentation commune et à travers le *sens* historiquement

²⁰⁷ FREITAG, « La dissolution de la société dans le social », *ibid.*, p. 173.

²⁰⁸ On ne saurait dire qu'il « construit » la représentation sans impliquer que celle-ci n'aurait aucun fondement objectif, ce qui serait refouler l'historité de l'être-advenu pour céder dans le constructivisme opérationnel radical d'un univers luhmannien ou baudrillardien où la représentation n'est qu'une fiction tissée de signes immatériels sans ancrage concret. (À ce sujet, voir le chapitre III).

²⁰⁹ PICHETTE, *ibid.*, p. 17.

constitué, pour ensuite venir à son tour augmenter²¹⁰ la richesse de cette même représentation. La narration journalistique ne saurait s'exercer autrement qu'à travers le détour de ces médiations constitutives qui en constituent les fondations ontologiques.

Mais, à un deuxième niveau, le journaliste lui-même apparaît comme médiateur entre le public et l'espace politique. Son *devoir* de représentation le pose ainsi comme un participant indispensable au travail de la *médiation* politico-institutionnelle, qui permet l'institution d'un lieu où la société politique est appelée à se resaisir elle-même pour débattre et orienter des finalités qui orientent son devenir.

2.3 Critique dialectique de la position muhlmannienne

Dans cette perspective dialectique, la narration journalistique ne saurait se déployer dans un espace désymbolisé *à priori*, où elle devrait à la fois « créer » du commun et « apprivoiser » les « altérités radicales » et autofondées qui y proliféreraient, tout en se gardant de la domination qu'exercerait tout *centre figé*.

La critique muhlmannienne commet cet impair, c'est-à-dire qu'elle ne pose pas la représentation commune comme un héritage culturel *toujours déjà* impliqué dans toute prise de parole journalistique, mais plutôt comme un construit délié de tout enracinement historique et dont il faut se méfier puisqu'il tendrait à réprimer la diversité.

Cela laisse dans l'ombre l'historicité des sociétés, l'origine du langage, de la culture et de la signification qui feraient partie d'un environnement objectif et anhistorique qui serait donné au journaliste. Cette prise de position n'est pas non plus en mesure d'expliquer l'ontogénèse des consciences individuelles et des

²¹⁰ L'étymologie romaine du mot « auteur » (*auctor* et *auctoritas*) vient de *augere*, « augmenter », et donc forcément, « s'inscrire dans » ce qui précède pour l'enrichir. Voir FREITAG, « La dissolution de la société dans le social », *ibid.*, p. 192.

sociétés, postulant l'existence de sujets-individuels-journalistes-*deus ex machina* capables de ruser avec la domination extérieure du commun sur des singularités autofondées.

À la différence de Freitag, qui conçoit la médiation culturelle-symbolique comme une aliénation positive et incontournable dans l'avènement de la conscience individuelle et de la société, Muhlmann pose l'adhésion à une représentation commune comme un renoncement vis-à-vis de la richesse de l'altérité foisonnante du réel, effectué à contrecœur, mais tout de même nécessaire pour éviter l'antidémocratie.

Pourtant, sa position est si proche du nominalisme sous-jacent à la critique chomskienne que seul l'attachement idéaliste à la démocratie libérale et au principe de publicité kantien lui permettent d'éviter la rupture avec toute forme de médiation qu'implique l'aboutissement d'une telle avenue ontologique, qui associe l'institution du commun à la domination et le pluralisme horizontal de singularités autoproduites à l'authenticité d'une diversité spontanée.

Ainsi, au plan ontologique, la posture muhlmannienne traduit déjà une dégradation, idéologique et concrète, de la légitimité des médiations constitutives de société symptomatique de l'évolution, non seulement technique, mais aussi politique, économique, culturelle des sociétés modernes vers la postmodernité.²¹¹

En effet, la légèreté avec laquelle Muhlmann concède à la sociologie de l'école de Chicago l'existence d'une atomisation²¹² *à priori* des individus que

²¹¹ Muhlmann récuse explicitement l'influence de l'évolution technique sur les enjeux de la critique journalistique. Voir plus haut.

²¹² Muhlmann admet qu'il s'agit d'un résultat de l'urbanisation, mais ne va pas jusqu'à reconnaître que cette « évolution technique » puisse mettre en cause les formes ontologiques de la socialité. Le nouveau rôle de recomposition de l'unité culturelle de la société qu'est appelé à jouer la communication ne suscite pas non plus de questionnement sur une éventuelle dissolution de la régulation culturelle *à priori*. Plutôt, cette nouvelle fonction de la communication est érigée en responsabilité idéal-typique trans-historique du journalisme, dans un mouvement de concession ultime à l'empirie, consacrant par là l'entrée du journalisme dans le systémisme de la société de communication, c'est-à-dire la recomposition communicationnelle *à posteriori* de l'unité de la société (voir le point 5). Ici, l'idéalisme kantien se trouve dépassé par le développement

viendrait pallier la communication horizontale et la mise en réseaux des singularités, susceptible de recomposer à *posteriori* l'unité culturelle de la société²¹³, témoigne d'une acceptation a-critique de la dissolution postmoderne de la référence transcendantale²¹⁴ et verticale constitutive des rapports sociaux au profit d'un pluralisme libéral horizontal aplani où la communication et la gestion technocratique de l'État-gestionnaire ou des organisations permettraient une « résolution empirique des conflits », purement procédurale²¹⁵.

Plutôt que d'adopter une position idéaliste, forcée ensuite à la compromission avec un réel extérieur « imparfait » (ce qui « est ») présentant des difficultés pratico-techniques imputables à des dominations structurelles indépassables projetées de manière rétroactive et trans-historique sur l'ensemble des sociétés, la critique dialectique relève dans l'état actuel des sociétés le symptôme d'une mutation des mécanismes de reproduction et des médiations constitutives qui en assuraient l'existence.

Il n'est ainsi pas question de considérer que les difficultés auxquelles se heurte le « journalisme réel » contemporain disposent de l'idéal moderne qui l'avait animé, le réalisme²¹⁶ perçant à jour l'optimisme illusoire d'un journalisme se voulant parfait, mais ne l'ayant jamais été empiriquement, le voile étant levé sur une duperie historique dont l'échec empirique suffirait à en sceller le sort.

autonomisé de la réalité extérieure, et forcé de s'y adapter après coup (en psychologie : lieu de contrôle extrinsèque (ou l'individu *other-directed* de Riesman)) s'il veut maintenir le lien qui l'empêche d'échapper à toute concrétude pour s'emmurer dans l'abstraction pure. Hélas, en refusant d'entrée de jeu de considérer l'évolution concrète de l'autonomisation symbolique, technologique et économique et de la dissolution inhérente des rapports sociaux comme étant susceptibles d'affecter le rapport de l'idéalité à l'empirie, l'idéalisme naïf se trouve dépassé, non pas dialectiquement, mais brutalement, par un réel qui tend à lui échapper et à lui dénier toute pertinence.

²¹³ Sur ce nouveau statut accordé à la communication dans la société postmoderne, voir le chapitre III (Walter Lippman, John Dewey, puis Niklas Luhmann).

²¹⁴ FREITAG, Michel, *La dissolution post-moderne de la référence transcendantale*, Cahiers de recherche sociologique, no. 33, 1999, pp. 181-217. [En ligne] http://classiques.uqac.ca/contemporains/freitag_michel/dissolution_post_moderne/dissolution_pm.html

²¹⁵ FREITAG, Michel, « *La dissolution de la société dans le social* », *ibid.*, p. 170.

²¹⁶ Au sens commun (et non ontologique) : ie : « faire preuve de réalisme ».

Si le journalisme « réel » est aujourd'hui un vecteur de reproduction d'une domination principalement économique, comme le relève à juste titre Chomsky, ce n'est pas parce que toute représentation ou institution sert fondamentalement la domination²¹⁷. Ce n'est pas non plus parce qu'il ne s'exerce pas en son sein suffisamment de micro-résistances animées par une éthique idéaliste²¹⁸. Ce n'est pas non plus parce qu'il n'est pas suffisamment expert²¹⁹, comme le dirait sans doute Bourdieu.

Si le journalisme est effectivement de plus en plus rongé par une logique de marchandisation, impliquant à la fois sa pénétration par une pensée economiciste et sa soumission aux impératifs de production effrénés résultant des évolutions de l'appareil technico-médiatique, n'est-ce pas précisément parce le mode de reproduction sociétal politico-institutionnel qu'il représentait et médiatisait se trouve lui-même en crise?

C'est sur la question du statut du journalisme vis-à-vis de la médiation, de la représentation et de la régulation qu'achoppent l'ensemble des critiques passées en revue au premier chapitre. Les plus « radicales » amalgament la représentation à la domination et voudraient se débarrasser de ces deux termes. Le néo-kantisme

²¹⁷ L'idée libérale-libertaire qui veut que, si chacun devient journaliste, la domination médiatique sera renversée par l'authenticité spontanée présumée du public ne règle en rien la décadence des institutions politiques et journalistiques. Au contraire, elle contribue à délégitimer toute représentation commune au nom d'un accès im-médiat et empirique des individus les uns aux autres par la mise en réseau horizontale, tout à fait en phase avec la logique de la « société de communication », amalgamant la représentation commune avec la domination.

²¹⁸ Cette posture concède à « l'environnement objectif » une dureté indépassable, et semble moins craindre la naturalisation réificatrice des contraintes imposées au journalisme réel que « l'homogénéisation » relative à l'existence de représentations communes. Cette posture est symptomatique de la pensée française, marquée par la crise du marxisme et l'après-totalitarisme. Le soupçon vis-à-vis du commun explique en partie l'adhésion à un individualisme fondamental qui fait table-rase de l'historicité et de l'existence des totalités sociétales à caractère subjectif et objectif. De manière assez ironique, cette évacuation des structures sociétales au profit d'une conception horizontale des dominations et des résistances sanctionne la dissolution de toute référence transcendente, menaçant par là l'existence même du commun, ce qui pourrait fort bien mener à une nouvelle forme de totalitarisme technico-économique (voir la conclusion de ce mémoire).

²¹⁹ En fait, les experts ont depuis longtemps mis le journalisme à leur service. Voir la technocratisation du journalisme au Chapitre III.

muhlmannien dénonce quant à lui leur antidémocratie, mais se montre hostile à la critique de l'absence de régulation des médias lancée par Jacques Bouveresse.

Aucune de ces critiques, cependant, ne discute du rôle de la représentation et des médiations dans la constitution de l'individu et de la société, ni de sa participation à la régulation normative réfléchie du monde. Le journalisme dont elles discutent apparaît déjà comme agent irrécupérable de la domination.

Or, la crise de marchandisation que dénoncent ces critiques, de Kraus à Chomsky, n'est que symptomatique du recul généralisé de la médiation, de la représentation et de la normativité dans les sociétés contemporaines, notamment sous l'impulsion du libéralisme, économique et politique, de la rationalité instrumentale et de l'individualisme fondamental.

Condamner le journalisme sur la base de sa matérialisation empirique médiocre conduit à réduire la crise du journalisme à une question empirique, de même que sa résolution : ne suffit-il pas d'armer les consciences individuelles de stratégies « d'autodéfense intellectuelle »²²⁰, voire de produire sa propre information sur une base individuelle, pour avoir accès à la vérité? Voilà qui ne peut qu'accélérer la délégitimation des médiations constitutives de la société, parachevant par là, sous couvert libertaire, l'oeuvre du libéralisme.

La compréhension d'une crise telle que celle qui agite le journalisme contemporain exige plutôt de compléter la démarche d'historicisation de l'émergence du journalisme comme médiation constitutive de la société politique par l'analyse des conséquences de l'évolution macrosociale sur la pratique journalistique et sur le rôle des médiations, symboliques et politiques, auxquelles elle est liée.

²²⁰ BAILLARGEON Normand, *Petit cours d'autodéfense intellectuelle*, LUX, Montréal, 2006, 338 p. Voir aussi les théories de la réception en communication.

Nous pourrions ainsi montrer comment la crise du journalisme réel²²¹ est liée à la crise du politique sur fond de rupture entre modernité et postmodernité, et entre sociétés politico-institutionnelles et opérationnelles-décisionnelles (technocratiques), c'est-à-dire à une dynamique de désymbolisation et de dépolitisation des rapports sociaux.

2.4 Crise des médiations et société communicationnelle

La perspective déroutante d'une désymbolisation du monde n'est envisageable que de manière heuristique et idéal-typique, par la projection du développement dialectique des virtualités qu'on peut déjà voir poindre concrètement dans la mise en place d'une logique de dérégulation et de dénormativisation, c'est-à-dire de destruction de toute limite à l'accroissement immodéré de l'économie, que rien ne semble pouvoir entraver, hormis une ressaisie subjective qui se trouve, du reste, de plus en plus empêchée.

La particularité de notre démarche est sans doute de considérer la tension idéale entre la réalité et le projet journalistique et démocratique moderne d'un côté et, de l'autre, la suppression de toute tension entre idéalité et empirie propre à la postmodernité.

Il ne s'agit donc pas tant d'être nostalgiques d'un journalisme passé, mais plutôt de situer la crise contemporaine du journalisme (spécialement sa marchandisation et sa soumission à l'économie) dans le cadre plus large d'une désymbolisation du monde, et donc d'une perte de la capacité de se tenir à distance du monde pour l'appréhender et le transformer :

²²¹ Nous ne reprenons pas ici l'ensemble des dérives médiatiques identifiables qui témoignent de la décadence du journalisme « réel » vis-à-vis de son idéal. À cet égard, voir les travaux de Pierre Bourdieu, Pierre Carles, Noam Chomsky, ou, plus près de nous, Anne-Marie Gingras. Notre objectif n'est pas, en effet, de montrer que le journalisme est traversé par la domination, ce qui est amplement discuté, mais plutôt de montrer comment et pourquoi cette domination procède d'une dissolution des médiations significatives qui assuraient l'unité de la société moderne.

Que la pratique n'ait pas toujours été conforme à son idéal constitutif est une chose; qu'elle renonce massivement à tout idéal pour devenir un simple exercice de communication parmi d'autres devrait toutefois suffire à nous convaincre qu'une mutation profonde du journalisme est en cours depuis peut-être déjà un siècle²²².

Historiciser la crise du journalisme, c'est donc lier son émergence à celle de l'autonomie, individuelle et collective, et identifier les conditions de possibilité du maintien d'une telle autonomie dans l'existence, afin de mieux comprendre comment l'économicisme qui le subvertit aujourd'hui implique (et accélère) la désagrégation des médiations symboliques et politiques constitutives de la société moderne et de la réflexivité humaine.

2.4.1 Le mode de régulation opérationnel-décisionnel

Pour Freitag, l'analyse des transformations de l'espace politique contemporain révèle une mutation profonde du mode de constitution et de reproduction de la société dont la particularité vis-à-vis des autres modes de reproduction qui l'ont précédé historiquement est de remettre en question « l'existence de la société comme instance synthétique concrète et autonome²²³ ».

Au mode de reproduction politico-institutionnel tend à se substituer une configuration sociale se présentant sous la forme d'une « mouvance diffuse à caractère pragmatique et adaptatif »²²⁴, basée sur l'opérativité informative et communicationnelle de puissances organisationnelles mises en réseau et engagées dans la prise en charge immédiate de leur environnement et dans la réalisation d'objectifs circonstanciels, ce que Freitag appelle la « gestion technocratique du social »²²⁵, ou encore le mode de reproduction décisionnel-opérationnel.

Dans le mode décisionnel-opérationnel postmoderne, il y a dissolution des normes culturelles et institutionnelles : la société n'existe plus que dans

²²² PICHETTE, Jean, *ibid.*, p. 17.

²²³ FREITAG *L'oubli de la société*, *ibid.*, p. 55.

²²⁴ FREITAG, *L'oubli de la société*, *ibid.*, p. 69.

²²⁵ FREITAG, « La gestion technocratique du social », *Le naufrage de l'université*, *ibid.*

l'interaction à *posteriori* des forces et intérêts en présence, sur un mode cybernétique ou systémique. C'est donc une *réification objective* qui se produit par la réduction de l'action dans le monde à une logique de concurrence ou de compétitivité entre différents intérêts s'affrontant dans un espace désymbolisé.

« Libérés » des normes culturelles symboliques et de « l'oppression » du *sens*, les individus (ou organisations) parfaitement singuliers sont amenés à *gérer* les tenants et aboutissants de leur présence au monde d'une manière non pas *raisonnable*, mais *efficace* (au même titre qu'une « bombe intelligente » n'est pas *raisonnable*, mais *efficace*), c'est-à-dire par la prise en charge immédiate et efficiente des *inputs* et des *outputs* qui les rattachent à *l'environnement*, en dehors de toute normativité autre que circonstancielle²²⁶ :

La régulation globale du système tend ainsi à s'identifier à l'ensemble de tous ces réseaux d'influence qui agissent latéralement les uns sur les autres, sans qu'il ne subsiste plus aucun centre effectif de coordination capable d'imposer une direction d'ensemble et une finalité commune à tous les mouvements qui se déploient dans la matière conductible à laquelle se trouve réduite la société²²⁷.

Dès lors que le « centre », dont Muhlmann craignait le pouvoir homogénéisant, éclate, on assiste à la « mise en place des réseaux organisationnels, systémiques, cybernétiques de gestion du social »²²⁸ interagissant sur le mode du feed-back informatique et cybernétique sans référence transcendente, de manière à ce que « seuls leurs rapports de force empiriques déterminent en dernière instance le sens dans lequel évolue la réalité sociale »²²⁹. La direction que prend la société n'est ainsi plus que l'agrégat à *posteriori* des

²²⁶ Cela n'équivaut pas à dire qu'il y a absence de normativité, mais plutôt que la normativité n'est plus que localisée et instrumentale, sans aucune base universelle et réfléchie, livrée à la production sectorielle intéressée, ou encore à l'automatisme de la valorisation économique capitaliste basée sur la croissance infinie; on peut alors toujours parler de normativité, mais uniquement selon le mode d'une prolifération ne se reconnaissant aucune limite, semblable, dans son aspect destructeur, au développement des métastases dont la croissance n'obéit qu'à une logique interne sans égard aux conséquences pour la survie de l'organisme.

²²⁷ FREITAG, *L'oubli de la société, ibid.*, p. 86.

²²⁸ FREITAG, *L'oubli de la société, ibid.*, p. 111.

²²⁹ FREITAG, *L'oubli de la société, ibid.*, p. 85.

différentes micro-productions normatives à caractère règlementaire ou éthique, liées à la poursuite d'intérêts localisés :

Chaque lieu d'action organisé de manière autonome, décentrée ou excentrée, ressaisit librement-pragmatiquement tous les éléments et aspects d'environnement concret qui sont pertinents du point de vue de la réalisation de ses objectifs, et sur lesquels il tend alors à exercer directement son contrôle ou son influence²³⁰.

Les interactions inter-individuelles deviennent des *transactions* ou des *collisions* (dépendant de leur degré d'accidentalité probabiliste) dont il s'agit de maîtriser les conséquences. Au *pouvoir* politique vertical et légitimé idéologiquement se substitue le *contrôle* technico-économique direct en fonction d'objectifs stratégiques ou d'intérêts de proximité.

Cette mutation n'a pas seulement un caractère idéologique : elle est aussi concrète, dans la mesure où elle tend effectivement à déplacer le lieu de décision vers des puissances autofinalisées (organisations économiques, groupes d'intérêt) et à délégitimer du même coup le moment subjectif-critique. Désormais la direction imprimée à la société appartient à la processualité impersonnelle :

C'est donc bien vers un système social entièrement régi par de telles décisions à caractère opératoire, et auxquelles participent toutes les puissances organisées, et de ce seul fait reconnues comme sujets sociaux légitimes dans la nouvelle socialité procédurale, que pointe le mouvement des sociétés contemporaines [...]²³¹

Ce type de *société* ou plutôt *d'environnement social* s'autonomise face aux conditions culturelles et anthropologiques qui l'ont produites et n'a de consistance qu'en autant que les paradigmes que partagent une génération de chercheurs (Kuhn) ou encore les intérêts pécuniaires (Feyerabend) agrégés des technocrates impriment quelque vague direction à l'appareil.

²³⁰ FREITAG, *L'oubli de la société*, *ibid.*, p. 109.

²³¹ FREITAG, *L'oubli de la société*, *ibid.*, p. 85.

Et ceci jusqu'au moment où vole en éclat la *tendance* du moment, libérant effectivement la puissance du FAIRE de toute entrave normative, même à *posteriori*. Cela compromet la reproduction de la société, du sujet humain, du lieu de la nature qui permet au *rapport d'objectivation* et à la *vie* d'advenir au monde, puisqu'il implique la disparition des médiations symboliques et politiques.

En effet, cette mutation vient dissoudre les « lieux ontologiques de synthèse »²³², autant objectifs que subjectifs, qui caractérisaient la société moderne, c'est-à-dire « l'ensemble des médiations symboliques intégrées à *priori* qui régissent la pratique humaine et qui assurent du même coup son intégration sociale et sociétale », tout autant que les modes d'individuation subjective, identitaire, et aussi bien individuelle que collective.

Cette crise des médiations implique une dissolution des modes de régulation significative et objective de la société. À mesure que le pouvoir politique légitime moderne se manifeste de plus en plus sous les traits d'un contrôle impersonnel et technique, les puissances de l'économie et de la technologie se trouvent libérées de toute régulation normative mue par des finalités réfléchies²³³.

La dissolution du politique implique en premier lieu l'abandon de la tension entre l'empirie du social et l'idéalité d'un projet commun élaboré démocratiquement :

[...] nous sommes passés dans la postmodernité dans la mesure où le projet moderne n'oriente plus le devenir de nos sociétés. [...]l'abandon généralisé et systématique de la « foi laïque » en la possibilité, voire en la nécessité

²³² FREITAG, *L'oubli de la société, ibid.*, p. 116.

²³³ Cela est tout à fait compatible avec la démultiplication apparente des règlements ou codes d'éthique de toute sorte. Il faut cependant lier cette soi-disant recrudescence de la production « normative » avec la judiciarisation croissante du politique et la prolifération de droits et de règlements circonstanciels, le déclin des normes universalistes étant intimement lié à l'émergence d'une micro-production normative localisée tout autant qu'à la réification du droit comme corrolaire de la dé-politisation de la régulation. (Voir FREITAG, *L'oubli de la société, ibid.*)

de la réalisation progressive d'un tel projet, envers et contre tout, marque à lui seul la fin de la modernité.²³⁴

La mutation postmoderne implique aussi une mutation du langage vers l'instrumentalisation, c'est-à-dire la perte de sa dimension représentative au profit de la simple opérativité informative, communicationnelle ou publicitaire. Le langage n'est ainsi plus un lieu de surplomb et de mise à distance vis-à-vis de la réalité telle-qu'elle-est, mais se trouve plutôt à la remorque des processus technico-opérateurs comme simple agencement de signes servant à l'expression verbale d'un consensus pragmatique.

La crise des médiations symboliques et politiques s'avère donc aussi être une crise de la représentation, à laquelle tend à se substituer une réification de l'environnement économique « objectif » à prétention d'im-médiateté. Cela menace non seulement la reproduction de l'unité de la société mais aussi la constitution des identités subjectives :

[...] ni l'identité subjective individuelle, ni l'identité collective universaliste ne sont plus représentées subjectivement et ne peuvent donc plus se reconnaître elles-mêmes objectivement. L'objectivité même du monde naturel y perd toute consistance propre à mesure que le système produit et secrète lui-même technologiquement l'environnement qui lui correspond. Ainsi le sujet non seulement n'habite plus le monde (tant social que naturel) mais il n'en reconnaît plus symboliquement l'existence objective et les contraintes²³⁵.

Dès lors qu'est ainsi escamoté le moment de la représentation, une logique d'aliénation peut se mettre en place, « comprise dans le double sens d'une "réalisation objective de l'esprit dans l'extériorité" et d'une "réification", c'est-à-dire d'une « perte de soi » ou d'un abandon de soi de cet « esprit » dans l'immédiate positivité de la chose²³⁶ ».

²³⁴ Freitag, *L'oubli de la société, ibid.*, p. 57.

²³⁵ Freitag, *L'oubli de la société, ibid.*, p. 117.

²³⁶ Freitag, *L'oubli de la société, ibid.*, p. 114.

À l'aliénation *positive*²³⁷ au commun culturel-symbolique peut alors se substituer une aliénation négative vis-à-vis d'une extériorité environnementale régie par les lois naturalisées de l'économie. À partir de ce moment, la société et l'individu n'existent plus *à priori* à travers la médiatisation d'une représentation symbolique commune, mais dans l'absorption adaptative im-médiate aux opérations productives. L'évidence d'une représentation commune se trouve remplacée par des références multipliées à la complexité inextricable du monde, accessible aux seuls experts²³⁸ :

Toute synthèse *à priori*, tant objective que subjective, se trouvant dissoute dans un tel système opérationnel-communicationnel-pragmatique-informatique, la notion de complexité devient alors la notion reine en même temps que l'ultime figure adéquate de représentation de la réalité²³⁹.

Dans un tel contexte, la pertinence du journalisme et des médias, aussi bien que celle du politique s'effrite à mesure qu'est supprimée la distance qui faisait de ces médiations synthétiques le lieu d'une ressaisie réflexive de la société par elle-même, tâche qui se trouve déléguée aux experts de la complexité.

Dans la société communicationnelle, les actes journalistiques sont réduits à des opérations de légitimation verbale du consensus adaptatif, ou encore à des machines créatrices de fiction collective permettant l'intégration sociale *à posteriori* de singularités purement nominales et de consciences dont la formation ne repose plus que sur des « réserves de tradition » (Habermas) et de sens, héritées du passé, mais dont la société n'assure plus la reproduction.

Dès lors, le journalisme entrerait en rupture avec l'idéal qui le posait comme prolongement du débat public et moment d'une élaboration collective et réfléchie des orientations qui président au devenir sociétal, et tendrait à se réduire

²³⁷ L'aliénation culturelle-symbolique est dite *positive* en ce qu'elle est la condition de possibilité *sine qua non* de l'établissement d'un rapport commun. Ici, l'existence de structures de sens communes n'est pas perçue comme « acculturation » au sens simmelien, mais plutôt comme moment constitutif indépassable de l'avènement des consciences et des sociétés.

²³⁸ Sur le lien entre la technocratisation du politique et la professionnalisation du journalisme, voir le Chapitre III.

²³⁹ FREITAG, *L'oubli de la société*, *ibid.*, p. 100.

à un appareil de circulation d'information sur l'état des fluctuations qui agitent l'environnement économique, permettant aux singularités individuelles de s'y adapter en « temps réel ».

Le journalisme passerait ainsi du statut de médiation symbolique constitutive de la société politico-institutionnelle à simple rouage opératoire de la processualité de la société décisionnelle-opérationnelle, comme un système de production de signes arrimé à d'autres systèmes ne répondant plus à aucune normativité transcendante et, de ce fait, autonomisés et autofinalisés²⁴⁰.

L'intensification des communications irait donc de pair avec le recul de la prise de cette même communication sur la mise en forme collective d'un monde se développant de façon de plus en plus endogène, si bien que le branchement communicationnel d'individus initialement atomisés deviendrait la fin en soi (« *the medium is the message* » (McLuhan)) permettant au public de s'éprouver empiriquement à travers la seule médiation de la technique instrumentale, et ceci afin de combler le vide laissé à la place où se tenait autrefois la société comme totalité à caractère subjectif²⁴¹.

La démultiplication des médias (à tel point que chacun serait devenu journaliste, du moins si l'on en croit la Une du magazine *Time*²⁴²) ne marquerait donc pas la démocratisation de la parole journalistique, mais au contraire, elle traduirait la dissolution des médiations significatives, la médiatisation tous azimuts n'intervenant que comme milieu conductible entre des opérations localisées et immédiates :

²⁴⁰ Sur les questions relatives aux concepts d'« environnement » et de « système autopoïétique », voir la théorie luhmannienne au chapitre III.

²⁴¹ L'étude du développement des impacts que cette crise de la représentation a sur la constitution de l'identité et de l'altérité individuelles devrait faire l'objet d'une autre étude approfondie, et ceci même si la dissolution de la médiation commune ne peut-être envisagée autrement que comme l'interruption d'une dialectique individu-société dans laquelle c'est le même néant qui vient s'insérer avant l'avènement de la conscience individuelle et de la totalité sociétale, refoulant ainsi l'ontologie et l'historicité de l'être-advenu.

²⁴² Le magazine *Time* 2006 a nommé « You », l'utilisateur du site d'échange vidéo Youtube personnalité de l'année, allant jusqu'à titrer que le public contrôlait maintenant les médias. Cf. GROSSMAN, LEV, « Time's Person of the Year: You », *Time magazine*, 13 décembre 2006

C'est alors une toute nouvelle structure opérative unifiée qui voit le jour et qui tend à jouer le rôle de « médiation généralisée » entre tous les éléments actifs et autonomisés du système. Mais cette médiation précisément, n'en est plus une puisqu'elle ne possède plus aucune valeur synthétique, réflexive, symbolique propre. Elle n'est plus qu'un « milieu communicationnel et médiatique généralisé » qui finit par s'imposer comme la forme la plus évidente, la plus contraignante de la réalité²⁴³.

La relation du journalisme à la réalité ne serait donc plus une réaction de découverte réflexive et critique des médiations idéelles qui la constituent, mais un travail d'effacement devant un réel contraignant, situé en pure extériorité et dont il conviendrait d'observer les soubresauts avant de faire circuler les données recueillies dans l'appareil circulatif du réseau médiatique.

On passerait ainsi d'un journalisme de médiation à un journalisme « d'information » qui consacrerait d'immenses efforts pour n'accuser aucun retard sur l'environnement à l'intérieur de laquelle le système médiatique se déploie, s'affairant à maintenir la cohérence et la permanence d'une fiction commune sans ancrage concret.

La mutation postmoderne impliquerait donc une mutation du rôle de la communication, qui se présenterait désormais comme milieu aqueux ou solution électrolytique se substituant au lien social « contraignant » et à la limite normative réfléchie. La médiatisation n'intervient plus qu'à *posteriori*, comme caisson de résonance des chocs résultants de l'« affrontement non médiatisé »²⁴⁴ des dimensions objectives et subjective du réel dans un espace désormais désymbolisé.

On comprendra que, dans cet affrontement, c'est la subjectivité, dans tout ce qu'elle comporte d'incertain et d'imprévisible, qui tend à perdre du terrain vis-à-vis du double développement programmable des puissances économiques et

²⁴³ FREITAG, *L'oubli de la société*, *ibid.*, p. 111.

²⁴⁴ FREITAG, *L'oubli de la société*, *ibid.*, p. 107.

technologiques. Le matérialisme, même marxiste, rencontre ici son cauchemar : celui d'une société totalement objectivée ou la parole subjective, qu'elle soit citoyenne ou journalistique, doit se taire devant ce que Günther Anders²⁴⁵ appellerait sans doute le bruit des machines.

Alors, véritablement, la « fin de l'Histoire » (Fukuyama) peut-être proclamée, revanche du *ça* dans la processualité infra-consciente qui fait que « *ça* fonctionne » en dehors de tout surplomb et de toute possibilité de transformation subordonnée à des finalités réfléchies. C'est donc la possibilité même pour les humains d'écrire l'histoire ensemble, projet dans lequel le journalisme moderne était appelé à jouer un rôle clef, qui disparaît.

²⁴⁵ La critique de la technique du philosophe allemand Günther Anders, décrit la « honte prométhéenne » des humains devant la perfection des machines et la propension des hommes à se faire silencieux devant les produits de leur création. Cette honte crée ensuite le fantasme d'échapper à l'engendrement pour atteindre l'état de pur produit et échapper ainsi à la fragilité de l'être organique et au déchirement humain. Les machines ne parlent pas : elles font, et ceci de manière im-médiate. Elles n'existent pas dans leur retrait intérieur, mais dans leur branchement sur la processualité productive, ce qui est à l'exact opposé de la distance qu'institue nécessairement l'existence des médiations politiques et symboliques. (ANDERS, Günther, *L'obsolescence de l'homme. Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle*, Éditions de l'Encyclopédie des nuisances, Paris 2001 (C.H. Beck Verlag, Munich, 1956), 361 p.)

2.5 FAIBLESSE ONTOLOGIQUE ET PERTE DE SENS

Les critiques radicale ou muhlmanienne du journalisme, pressées d'émanciper les individus de la domination du commun et de la culture renoncent *à priori*, comme le disait Karl Löwith, à ce qui déjà se dérobe²⁴⁶, à savoir la société comprise comme totalité subjective et objective.

Dès lors, la philosophie travaille à partir de prémisses chargées de défaite, et elle n'arrive qu'à défendre le journaliste qu'en le sacralisant à la manière de la « belle âme » décrite par Hegel, c'est-à-dire en mettant son essence à l'abri de tout contenu concret. Or, l'empirie a tôt fait de se venger, opposant son accroissement déchaîné à l'abstraction faible de l'idéalisme vivant.

Cette posture anhistorique se situe entre deux parenthèses ouvertes sur l'impensé. Voici le sujet-journaliste et l'objet-réalité, suspendus sans attaches au bord de quatre trous noirs, alors qu'il faudrait demander : d'où viennent le sujet-journaliste et l'objet-réalité, comment sont-ils constitués?

D'où viennent la démocratie et la société politique, de quel *sens* sont-ils les héritiers, et vers quoi se dirigent-ils? Cette posture pratique l'oubli, l'oblitération de la genèse et de la fin et permet d'enfermer toute « relation » dans un éternel présent statique et statistique. Le réel s'en trouve en quelque sorte aplani, figé et naturalisé.

La posture anhistorique gomme les fonctions de socialisation et de réflexion critique du journalisme, c'est-à-dire le moyen par lequel le citoyen en arrive à s'appréhender lui-même comme membre d'une communauté de sens et de culture et à s'inscrire, en rapport à l'autre, dans des formes qui lui sont antérieures, mais envers lesquelles il est capable d'agir de manière réflexive, et par la praxis politique, si des transformations doivent être mises en oeuvre.

²⁴⁶ LOWITH, Karl, *De Hegel à Nietzsche*, Gallimard, Paris, 467 p.

Le journalisme comme médiation technique fait alors son « travail » entre deux points aveugles pour informer un « sujet » déraciné à propos d'une « société » qui s'ignore...et qui, de ce fait, n'en est plus une, ou du moins est en voie de saper les bases de sa reproduction.

Les quatre « points » aveugles (histoire, avenir, constitution du sujet et constitution de l'objet), relevés ici ne sont pas des cloisons pleines, ce qui soustrairait effectivement la société au temps pour en faire une sorte de ruche d'abeilles mécaniques, mais des zones qui ne sont pas éclairées : cela signifie qu'elles ne cessent pas pour autant d'être là, en hors-champ.

La « société » avance ainsi à tâtons, à l'aveuglette, en ignorant où elle met le pied tout autant que ce qui l'a porté jusqu'au présent. C'est dire qu'elle vit sur du temps emprunté, car en détournant le journalisme de ses finalités de maintien et d'orientation des sociétés, elle vient dissoudre les espaces de ressaisie réflexive de la société par elle-même, compromettant la reproduction des liens qui cimentaient la socialité humaine. Les points aveugles deviennent alors des néants. Et, forcément, ce qu'il y avait au centre s'évanouit.

Le centre sur lequel Muhlmann formule une mise en garde se désagrège ainsi de lui-même à mesure que se décomposent la culture, la normativité, le sens et la subjectivité critique. La première tâche du journaliste ne serait alors pas de se méfier de l'homogénéité, mais de remettre en question un mouvement de dépolitisation des sociétés et de destruction du lien social auquel il vient à participer lorsqu'il laisse son rôle et celui des institutions journalistiques et politiques se réduire à l'instrumentalité au service de l'économie et de la technique.

La délégitimation des médiations politiques et symboliques implique l'exclusion du citoyen et du journaliste du débat public, sauf peut-être à titre de récepteurs des analyses produites par les experts, à même de décrypter le langage

et la mathématique des lois naturelles et scientifiques à travers lesquelles s'exprime le système économique.

C'est précisément contre cette exclusion qu'il convient de repenser le journalisme. Il n'est pas tant question de lutter pour le maintien d'un pluralisme que de lutter contre un déplacement du lieu de décision politique vers des systèmes impersonnels et cybernétiques qui tolèrent sans problème la prolifération plurielle de puissances organisées, du moment qu'elles évoluent toutes dans le même environnement paramétré et procédural de l'économicisme désymbolisé.

Cela implique de retrouver la conscience de soi du journalisme comme médiation et de retrouver les liens qu'il entretient avec le devenir historique, la culture, le sens, la normativité politique et l'élaboration collective de finalités sociétales.

Il faut, pour cela, s'intéresser d'abord à la mutation historique du journalisme, entreprise depuis un peu plus d'un siècle, qui, sous influence de la philosophie pragmatique américaine, a contribué à le détacher de son rôle de médiation symbolique et politique pour le réduire à n'être qu'un relais de la technocratisation du social, avant de le livrer à la processualité systémique. C'est ce dont nous traiterons dans le troisième et dernier chapitre.

CHAPITRE III

LE JOURNALISME : DE LA TECHNOCRATISATION AU SYSTÉMISME

Historiciser la crise du journalisme, nous l'avons vu, implique de situer celle-ci dans le cadre plus global d'une crise des médiations symboliques et politiques résultant d'une mutation des sociétés modernes vers une post-modernité caractérisée par un mode de reproduction décisionnel-opérationnel reposant sur la gestion technocratique du social.

Cette dévalorisation des médiations, cette dissolution du rapport à la totalité et à la transcendance peuvent être situées dans le contexte plus large d'une crise de la raison²⁴⁷ (devenue instrumentale) et dans un rapport devenu problématique avec la transcendance, la représentation, l'idéalité et l'identité. Celles-ci ont été évacuées avec la tradition et la religion, et alors qu'elles devaient être refondées dans l'autonomie collective moderne, ont ultimement été remplacées par une logique de réponse aux intérêts individuels et un économicisme généralisé dans un déplacement du lieu de la production normative vers le système technico-économique.

C'est ainsi qu'on en arrive à expliquer la décadence d'un journalisme censé être au service d'un espace de (re)définition collective et libre du devenir des sociétés et sa mutation en organe de diffusion de masse de cette parole qui « communique la décision »²⁴⁸, ou encore l'impératif dicté par la soi-disant naturalité économique, à une population désormais exclue de la prise de décision, laissée aux seuls experts.

²⁴⁷ HORKHEIMER, Max et ADORNO, Theodore, *Dialectique de la raison*, Gallimard, Paris, 1974, 281 p.

²⁴⁸ MARCUSE, Herbert, *La fin de l'Utopie*, Pairs, Seuil, 1968, 140 p., p. 128.

C'est à la mise en place de cette dynamique d'exclusion du public, transformé en « récepteur » passif, que nous nous intéresserons au troisième et dernier chapitre de ce mémoire, en ce qu'elle représente la clef de la compréhension de la mutation du journalisme en rouage de la gestion technocratique du social.

En effet, elle permet de montrer comment, notamment sous l'influence de la philosophie pragmatique américaine, le citoyen et le journaliste ont été marginalisés dans le passage de la démocratie à la technocratie procédurale laissant aux seuls experts le soin de décrypter le « réel ». Elle permet aussi d'illustrer comment cette exclusion tend à produire une société où la parole, la représentation et l'identité sont de plus en plus présentées comme des fictions collectives n'ayant aucune prise sur un environnement économique situé en pure extériorité, suivant la théorie du constructivisme opérationnel radical.

La plupart des critiques contemporaines du journalisme situent leurs réflexions en aval de ces mutations et en viennent à intégrer –voir ontologiser– comme axiomes les causes mêmes de la décadence du journalisme. Cela les conduit à résister à l'intérieur de la mutation comme on vociférerait dans un train en marche, accrochées à un idéal abstrait ou, pire encore, à dénoncer toute forme de représentation comme étant liée au mensonge, à la domination (des intérêts économiques, des puissants, etc.) et à la propagande, finissant par là de discréditer ultimement les formes ontologiques de la socialité, et le tout sous prétexte d'émanciper une fois pour toute la société du joug du pouvoir.

Or, c'est bien ce qui se produit : la domination d'un pouvoir politique chargé de l'application de normes réfléchies et légitimées publiquement cède la place au contrôle impersonnel des mécanismes d'adaptation aux impératifs du *système*, compris comme lieu de rencontre empirique des puissances définitives de l'économie et de la technologie, le symbolique se trouvant mobilisé comme mécanisme de légitimation consensuelle à *posteriori*.

La démarche que nous suivrons dans ce chapitre vise à montrer comment le statut du journalisme, de la représentation et de la communication, et donc du symbolique, s'est modifié, et continue de se modifier, dans la mutation vers la postmodernité, passant d'un *à priori* constitutif à un simple instrument maniable *à posteriori* pour recomposer artificiellement le lien social sous la forme d'un réseau cybernétisé d'échange d'informations permettant l'adaptation à l'environnement et le maintien d'un spectacle collectif fictif comme « superstructure » au-delà des corps engagés dans la production économique.

Il s'agit ici de montrer que le discrédit de la parole et de la représentation qu'annonce déjà la prise de contrôle de l'espace médiatique par le discours « réaliste » expert et au détriment de la controverse publique, sous la forte influence de la philosophie pragmatique américaine, contribue à cette idée que l'expérience scientifique pourrait et devrait supplanter l'expérience au sens large. Cette expérience, symbolisée, s'est incarnée jusqu'ici dans le langage et dans le sens commun, mais tend aujourd'hui à être écrasée sous le poids des diktats économiques et de la technique, comme le relevait Walter Benjamin²⁴⁹.

C'est à ce double mouvement de repli de la subjectivité sur elle-même, en quelque sorte éjectée dans la virtualité, comme l'appréhendait Jean Baudrillard²⁵⁰, et de réification de l'environnement économique tendant à se déployer hors de la prise de toute parole citoyenne et journalistique, individuelle comme collective, que nous nous intéresserons ici, afin de montrer comment la technocratisation du journalisme se révèle une menace extrêmement grave pour la démocratie, pas

²⁴⁹ BENJAMIN, « Expérience et pauvreté », *ibid.*

²⁵⁰ Sans doute présentait-il trop vite cet état de fait comme étant advenu, alors qu'il s'agit d'une mutation en cours, et qui ne trouvera son aboutissement que lorsque la conscience ne trouvera plus aucune « réserve de tradition » ou de *sens* pour se reproduire, renvoyant par là l'humanité à une sorte d'état infra-conscient ou sensori-moteur, ou bien encore à un état complètement formalisé sous la forme posthumaine de la figure du cyborg ou de la machine (voir Günther Anders), L'obsolescence de l'homme). Chez Freitag, au contraire, l'horizon-limite d'une réification totale n'est invoqué que de manière idéal-typique, dans une heuristique de la peur dont l'objectif est précisément d'éviter qu'elle ne s'actualise. La nuance entre fait avéré ou tendance lourde peut sembler mince, mais elle est fondamentale, puisqu'elle détermine les possibilités d'action : comment, en effet, espérer revenir d'un monde dans lequel le symbolique ne serait plus que pure fiction?

seulement au sens de sa prise de contrôle par des élites économiques et politiques, comme sont capable de le concevoir les théories libérales, néo-marxistes ou libérales-libertaires, mais au sens de son abolition concrète, purement et simplement, sous la forme d'un éclatement du rapport d'objectivation résultant d'une désymbolisation totale ne pouvant mener qu'à une société du silence, ou à un « silence qui tue »²⁵¹.

3.1 De la controverse à l'information, du journaliste à l'expert

Le démantèlement des institutions et des médiations constitutives de la société politico-institutionnelle suppose que la régulation sociétale soit assurée par une nouvelle instance, c'est-à-dire le « système » constitué de manière mécanique, irréfléchie et formalisée par le branchement direct des différents lieux de contrôle et de prise en charge immédiate de l'environnement économique.

Nous verrons qu'en ce qui concerne le journalisme, un déplacement dans cette direction s'est opéré depuis à peu près un siècle²⁵² à mesure que l'objectivité scientifique se substituait au débat public, que l'expert remplaçait le citoyen et que le journaliste se voyait relégué au rang de simple colporteur professionnel des énoncés de l'appareil technocratique-politique, lui-même au main des professionnels de la gestion et de la gouvernance.

²⁵¹ Voir PICHETTE, Jean, "Des silences qui tuent", *Relations*, décembre 2000 (665), p. 12-14.

²⁵² L'oeuvre *Public Opinion* de Walter Lippman en 1924 sert ici de balise première, même si l'on relève déjà les traces d'une telle mutation dans la sociologie de Gabriel Tarde (*Les lois de l'imitation, L'opinion et la foule*), qui apparaît presque prophétique, et ceci malgré le faible impact de sa réception au moment de sa publication à la fin du 19^{ème} siècle.

3.1.1 Professionnalisation du politique et du journalisme

La plupart des observateurs, même libéraux, de la communication politique seraient prêts à reconnaître que la politique est aujourd'hui essentiellement devenue affaire d'image, de slogan publicitaires et d'adaptation aux sondages censés révéler scientifiquement ce que désire « l'opinion publique ». Il est rare, cependant, que l'on mette explicitement en relation cette transformation de la politique en marketing promotionnel et communicationnel avec le déclin inversement proportionnel du débat public des orientations sociétales pour y relever les signes d'un déclin des formes politico-institutionnelles.

Le public est de plus en plus sollicité à la manière d'un consommateur par les professionnels de la communication, les faiseurs d'images et les *spin doctors* en tout genre qui cherchent à obtenir son adhésion électorale comme on séduirait l'acheteur d'une marchandise. En dehors des campagnes électorales, cependant, le public est à toutes fins pratiques exclu de la prise de décision. Tout au plus est-il « informé » à posteriori des décisions rendues par les gestionnaires qu'il a élu, eux-mêmes à la remorque de la cote de crédit, de la force du dollar ou de la pression du secteur économique.

Relevons, avec Christopher Lasch, que le déclin effectif de la participation du public à la prise de décision fait en sorte que celui-ci est aujourd'hui beaucoup moins au fait des questions d'affaires publiques que ne l'étaient, par exemple, les citoyens américains qui assistaient aux débats de fond entre Lincoln et Douglas lors de la course à la présidence²⁵³. D'ailleurs, les débats électoraux contemporains, qui sont parmi les seuls débats politiques diffusés à heure de grande écoute, sont le plus souvent des joutes oratoires où la performance rhétorique et l'apparence des candidats supplantent le contenu.

²⁵³ Voir LASCH, *ibid.*

On peut ainsi relever ce paradoxe caractéristique de la société de communication de masse et qui fait en sorte que, malgré la démultiplication des sources d'informations qui « bombardent » littéralement le citoyen, celui-ci se trouve de plus en plus écarté du débat et mis hors-circuit de la prise de décision politique. Le désintéressement mène à la dépolitisation, qui entraîne à son tour plus de désintérêt, à la manière d'un cercle vicieux.

Or, d'après son idéal moderne de définition collective des orientations sociétales, « ce que demande[rait] la démocratie, c'est un débat public vigoureux, et non de l'information ». Mais « quand le débat devient un art dont on a perdu le secret, l'information aura beau être aussi facilement accessible que l'on voudra, elle ne laisse aucune marque »²⁵⁴.

C'est ainsi que l'élaboration de normes éprouvées par la controverse publique peut céder la place à une « absorption passive de l'information »²⁵⁵ qui, loin de susciter la participation, entraîne plutôt la passivité ou, pire encore le cynisme²⁵⁶ en additionnant devant le citoyen une pléthore d'informations hétéroclites tendant à former la représentation d'un monde chaotique, complexe devant lequel celui-ci ne peut être que débordé et impuissant.

Ce déclin du débat public s'accompagne d'un déclin de la presse d'opinion partisane « au début du [20^{ème}]siècle, à une époque où la presse devenait plus “responsable”, plus consciente de ses obligations civiques », et donc plus « objective » et plus « sérieuse ».²⁵⁷ Par la suite, si la presse est encore active dans la controverse, c'est uniquement dans la mesure où, suivant le phénomène de *l'agenda-setting* et du *priming*, elle parvient à la fois à dicter l'ordre du jour du débat public et les critères qui doivent présider au jugement²⁵⁸.

²⁵⁴ LASCH, *ibid.* p. 168.

²⁵⁵ LASCH, *ibid.* p. 169.

²⁵⁶ Voir SLOTERDIJK, Peter, *Critique de la raison cynique*, Christian Bourgois, Paris, 2000, 672 pages.

²⁵⁷ LASCH, *ibid.* p. 169.

²⁵⁸ Par exemple, les épisodes récents où la presse québécoise a fait ses choux gras avec la question des « accommodements raisonnables » ou du mariage gai, ou encore l'insistance mise sur le cadre

À ce moment, la presse n'est plus le prolongement du débat politique, mais tend à devenir un mécanisme de contrôle capable de formater le politique selon ses critères essentiellement publicitaires et superficiels, spécialement dans le cas des médias télévisuels, suscitant l'adaptation des politiciens « professionnels », dont l'image publique doit être prise en charge par une batterie d'experts en tout genre, du moins s'ils veulent maintenir leur carrière à flots.

Cette mutation publicitaire du journalisme et de la politique devenue professionnelle découle en droite ligne d'une idéologie pragmatique dont on peut situer l'avènement à la fin du 19^{ème} siècle aux États-Unis. Cette conception procédurale de la société devait permettre à l'État de gérer objectivement les prises de décisions et les *demandes* des différentes associations ou organisations, dont nous verrons qu'elles sont nombreuses dans la société américaine, la « gestion scientifique des affaires publiques »²⁵⁹ se substituant au jugement trop partial, souvent émotif, bref, *subjectif* des décideurs et des citoyens.

Cette idéologie trouvera dans l'organisation particulière de la vie sociale américaine les conditions favorables à sa mise en place. En effet, comme l'avait très tôt remarqué Alexis de Toqueville, la démocratie américaine, en rupture avec le verticalisme des sociétés aristocratiques, était, dès ses débuts, caractérisée par une importance de plus en plus grande des associations²⁶⁰ et organisations vis-à-vis du lien social traditionnel. Cette prédisposition fera de l'Amérique du Nord un terreau propice à la mise en place d'une substitution des médiations expertes et

financier des partis politiques au détriment d'une compréhension de leur positionnement idéologique.

²⁵⁹ LASCH, *ibid.*, p. 173.

²⁶⁰ Les associations ne forment pas un contre-poids de la société civile vis-à-vis du corps gouvernemental et technocratique, comme le voudrait l'interprétation néo-tocquevilienne. C'est précisément à partir du moment où le commun n'existe qu'à *posteriori* dans l'association libre d'étrangers et que l'administration du monde est confiée à un corps expert qu'émergent des puissances gestionnaires et revendicatives vouées à la défense d'intérêts sectoriels et localisés, la « société » n'existant que dans leur existence empirique. On ne saurait prétendre le contraire qu'en postulant une existence autonome de la société civile, et donc en naturalisant le lien social et l'existence des individus. Voir FREITAG, Michel, « La métamorphose. Genèse et développement d'une société postmoderne en Amérique », *Société*, nos 12-13, 1994, p. 1-137.

informationnelles, intervenant à *posteriori*, aux médiations symbolique, journalistique et politique existant comme à *priori* de l'unité sociétale.

3.1.2 L'association libre remplace le lien social

Dans ses observations sur les États-Unis du 19^{ème} siècle, réunies dans *De la démocratie en Amérique*, Tocqueville remarque que les individus qui vivent dans la société américaine ne participent plus à une communauté unie par un lien transcendant, au sens où les sociétés aristocratiques pouvaient l'être. Cette communauté n'existe plus que dans l'interaction d'associations d'intérêt répandues sur un vaste territoire et qui n'interagissent entre elles qu'à travers une presse d'autant plus susceptible de contribuer à la bonne marche des affaires qu'elle est suffisamment décentralisée, de sorte qu'elle ne représente, au contraire de son équivalent européen, aucun pouvoir menaçant pour l'ordre établi.

Dans les sociétés traditionnelles, les individus s'inscrivaient dans des formes sociales qui les dépassaient : « Les hommes qui vivent dans les siècles aristocratiques sont [...] presque toujours liés d'une manière étroite à quelque chose qui est placé en dehors d'eux, et ils sont souvent disposés à s'oublier eux-mêmes »²⁶¹.

Dans les sociétés démocratiques comme les États-Unis, cependant, l'égalisation des conditions ouvrirait la voie à l'individualisme, chacun en venant à se créer une petite société de proximité régie par son intérêt immédiat : « Après s'être ainsi créé une petite société à son usage, il abandonne volontiers la grande société à elle-même »²⁶². Le poids des traditions, ou encore le sentiment d'appartenir à quelque chose qui lui survivra, n'ont plus de prise sur l'individu : « On oublie aisément ceux qui vous ont précédé, et l'on n'a aucune idée de ceux qui vous suivront. Les plus proches seuls intéressent »²⁶³.

²⁶¹ TOCQUEVILLE, Alexis de, *De la démocratie en Amérique*, Gallimard, Paris 1986, p. 144.

²⁶² TOCQUEVILLE, Alexis de, *ibid.*, p. 143.

²⁶³ TOCQUEVILLE, Alexis de, *ibid.*, p. 145.

Dans la société aristocratique, chacun tient sa place comme s'il était le maillon d'une grande chaîne, alors que « la démocratie brise la chaîne et met chaque anneau à part »²⁶⁴. C'est ainsi que risque de s'installer un état s'approchant dangereusement du despotisme :

L'égalité place les hommes à côté les uns des autres, sans lien commun qui les retienne. Le despotisme élève des barrières entre eux et les sépare. Elle les dispose à ne point songer à leurs semblables et il leur fait une sorte de vertu publique de l'indifférence²⁶⁵.

C'est pourquoi l'existence de la liberté politique, c'est-à-dire la liberté de s'associer avec d'autres individus dans des associations (d'affaires ou politiques) est fondamentale pour dépasser cet état d'atomisation initiale, l'intérêt individuel pouvant à nouveau se lier à celui des autres. C'est la presse « qui rallie les intérêts autour de certaines doctrines et formule le symbole des partis; c'est par elle que ceux-ci se parlent sans se voir, s'entendent sans être mis en contact »²⁶⁶.

Ainsi, une fois le lien social commun rompu par l'évacuation de la tradition et de l'héritage aristocratique, sa recomposition ne serait possible que par l'intervention de la presse. C'est elle qui permet encore aux singularités radicalement disjointes de partager des référents culturels, ou encore d'articuler des objectifs communs :

Lorsque les hommes ne sont plus liés entre eux d'une manière solide et permanente, on ne saurait obtenir d'un grand nombre d'agir en commun, à moins de persuader chacun de ceux dont le concours est nécessaire que son intérêt particulier l'oblige à unir volontairement ses efforts à ceux de tous les autres. Cela ne peut se faire habituellement et commodément qu'à l'aide d'un journal; il n'y a qu'un journal qui puisse venir déposer au même moment dans mille esprits la même pensée²⁶⁷.

²⁶⁴ TOCQUEVILLE, Alexis de, *ibid.*, p. 145.

²⁶⁵ TOCQUEVILLE, Alexis de, *ibid.*, p. 148.

²⁶⁶ TOCQUEVILLE, Alexis de, *ibid.*, p. 283.

²⁶⁷ TOCQUEVILLE, Alexis de, *ibid.*, p. 161.

C'est pourquoi Toqueville en vient à poser l'existence de la presse comme la condition *sine qua non* de l'existence de la « société » américaine : « S'il n'y avait pas de journaux, il n'y aurait presque pas d'action commune »²⁶⁸. C'est ce qui explique que « L'Amérique est le pays du monde où l'on rencontre à la fois le plus d'associations et le plus de journaux »²⁶⁹, l'existence de la communauté dépendant de l'interaction de ces deux formes d'organisation.

Le statut déjà précaire du commun dans une société où celui-ci n'existe qu'à travers le développement d'associations libres réunissant *à posteriori* des individus que rien, sinon la presse et une certaine intégration de nature strictement procédurale, ne réuniraient, se trouvera fragilisé plus avant par l'émergence d'un discours voulant soumettre cette presse et cette procédure à « l'objectivité » scientifique.

On peut situer l'émergence de ce discours aux environs de 1870-1880 chez un groupe qu'on appelait les *Mugwumps* (« grand chef », en Indien). Issus de la classe politique ou figurant parmi les notables de la société américaine de l'époque (Theodore Roosevelt en faisait partie), les *mugwumps* voulaient confier la gestion des affaires publiques à un corps d'experts scientifiques, estimant que :

²⁶⁸ TOCQUEVILLE, Alexis de, *ibid.*, p. 161.

²⁶⁹ TOCQUEVILLE, Alexis de, *ibid.*, p. 163.

[...] la plupart des questions politiques étaient trop complexes pour être soumises au jugement du peuple. Ils aimaient opposer l'expert scientifique à l'orateur, voyant dans ce dernier un moulin à paroles inutile dont les diatribes ne faisaient qu'embrouiller l'esprit du public²⁷⁰.

À l'éviction du citoyen du processus de décision, celui-ci étant déjà refoulé dans les associations et la société civile, s'ajoute un discours sur son incompetence présumée vis-à-vis de la complexité du monde et un discrédit général de la parole présentée comme un verbiage incapable de rendre compte de la nature véritable des choses, à laquelle seule la science aurait accès. C'est précisément ces conceptions qui seront reprises plus tard par le journaliste Walter Lippman, dont l'oeuvre aura un impact définitif sur la façon d'organiser la presse en Amérique du Nord²⁷¹.

3.1.3 Le citoyen incompetent et la symbolisation mensongère : du commun à la communication

L'intervention de Walter Lippman survient après la première guerre mondiale, où s'est développée l'utilisation stratégique de la propagande²⁷² de masse. Le journaliste remarque, d'une part, que les citoyens peuvent être manipulés par la presse, et d'autre part, que les préjugés antibolchéviques des journalistes américains ont entraîné une couverture biaisée de la révolution d'Octobre en Russie.

Lippman s'attachera par la suite à développer un « idéal d'objectivité professionnelle »²⁷³ permettant de soustraire le journalisme et la prise de décision politique, cette incertitude *subjective*, aux préjugés, aux stéréotypes et aux représentations individuelles trompeuses qui déformeraient la réalité :

²⁷⁰ LASCH, *ibid.*, p. 173.

²⁷¹ Sur les transformations de l'espace public américain vers la postmodernité, voir aussi DESCHÊNES, *ibid.*

²⁷² Voir BERNAYS, Edward, *Propaganda*, Ig Publishing, New York, 1968, 168 p.

²⁷³ LASCH, *ibid.*, p. 174.

The only prospect which is not visionary is that each of us in his own sphere will act more and more on a realistic picture of the invisible world, and that we shall develop more and more men who are expert in keeping these pictures realistic. [...] We cannot ourselves inspire or guide all these acts, as the mystical democrat has always imagined. But we can steadily increase our real control over these acts by insisting that all of them shall be plainly recorded, and their results objectively measured²⁷⁴.

C'est en 1924 que Lippman proposera la mise en place d'un système de « bureaux du renseignement »²⁷⁵ peuplés d'experts chargés de rapporter de manière continue, sous le mode de « l'enquête » ou de la recherche permanente, les faits objectifs qui se déroulent dans l'environnement.

Cette démarche devait permettre de fonder l'opinion publique et les décisions politiques non plus sur les stéréotypes et les préjugés culturels et arbitraires des uns et des autres, mais conformément à la « réalité » telle qu'elle se déploierait, autoconsistante et complexe.

C'est précisément cette « complexité », propre à la nouvelle société modernisée, qui conduirait les hommes à développer des « images dans leur tête », des stéréotypes qui permettent de simplifier l'environnement extérieur et d'y évoluer malgré l'incapacité de l'entendement humain de l'embrasser de part en part.

L'homme insérerait ainsi, entre lui et l'environnement, un « pseudo-environnement », en décalage avec la réalité brute, mais lui évitant par le fait même de se disperser dans chaque nouvelle situation, qu'il affronterait plutôt en resituant les faits dans les catégories stéréotypées et les préjugés propres à sa caste sociale (*social set*).

²⁷⁴ LIPPMAN, *ibid.*, p. 197.

²⁷⁵ L'expression « *intelligence bureaus* » peut à la fois désigner des bureaux d'intelligence et des bureaux de renseignement ou de collecte de données, d'information. Le terme anglophone *intelligence* est polysémique.

Selon le journaliste, ces stéréotypes économiseraient l'attention en offrant des repères simplifiés pour s'orienter dans le monde, permettant une représentation stable et habitable de l'univers et de la position que chacun y occupe et surtout, empêchant la pensée d'être débordée ou engloutie par la tentative d'appréhender la complexité de l'environnement de manière directe. L'intervention des stéréotypes précéderait l'usage de la raison, et ils agiraient comme *précompréhension*, projetant sur le monde les attentes de celui qui les entretient.

D'après Lippman, ces représentations sont diversifiées puisqu'elles émergent dans différents contextes géographiques aussi bien que parce que différents intérêts les animent. Il devient dès lors impossible d'envisager la formation d'une volonté commune. Lippman réfute ainsi le concept du « citoyen omni-compétent » sur lequel reposerait la théorie démocratique; le citoyen ne serait pas « spontanément » capable de jugement politique, mais plutôt sujet aux errances et égarements. Ces conclusions ne sont pas sans rappeler celles d'un Gustave LeBon, condamnant les foules et leur irrationalité.

Pour Lippman, le rôle des masses se limite à dire « oui » ou « non » aux propositions qui sont faites par un petit groupe de gouvernants. Afin d'éclairer ces mêmes gouvernants et de les soustraire aux aléas de la volonté populaire, Lippman propose la mise en place d'une batterie d'experts capables de faire fi de leurs stéréotypes pour décrypter l'environnement-tel-qu'il-est.

Les questions de substance devaient être décidées par des administrateurs compétents qui, par leur accès à une information fiable, étaient immunisés contre les « symboles » émotionnels et les « stéréotypes » qui dominaient le débat public. Le public était incompétent pour se gouverner [...] ²⁷⁶

Dans cette perspective, les « opinions publiques » doivent être organisées par des experts avant d'être reconnues par les dirigeants et avant d'être diffusées par la presse :

The trouble lies deeper than the press, and so does the remedy. It lies in social organization based on a system of analysis and record, and in all the corollaries of that principle; in the abandonment of the theory of the omniscient citizen, in the decentralization of decision, in the coordination of decision by comparable record and analysis. If at the centers of management there is a running audit, which makes work intelligible to those who do it, and those who superintend it, issues when they arise are not the mere collisions of the blind. Then, too, the news is uncovered for the press by a system of intelligence that is also a check upon the press²⁷⁷.

L'expert, celui qui analyse la réalité d'une manière détachée sans égard à la décision qui sera prise ultérieurement, vient ainsi s'interposer entre le citoyen et l'environnement complexe, afin que celui-ci puisse adapter son comportement à celui-là. Il s'agit d'en finir avec les égarements de la subjectivité pour développer une science sociale objective qui puisse dégager une connaissance positive de l'environnement qui pourra guider l'adaptation des individus :

And no reform, however sensational, is truly radical, which does not consciously provide a way of overcoming the subjectivism of human opinion based on the limitation of individual experience. There are systems of government, of voting, and representation which extract more than others. But in the end knowledge must come not from the conscience but from the environment with which that conscience deals²⁷⁸.

Lippman appelle à la création d'une véritable police technocratique dont les membres seraient élus à vie et congédiés uniquement sur recommandation d'un tribunal d'experts. Les nouveaux bureaucrates des « *intelligence bureaux* » pourraient soumettre quiconque à l'interrogatoire dans leur processus « d'enquête continue » : « *The bureau should have the right to examine all papers and to question any official and any outsider* »²⁷⁹.

²⁷⁷ LIPPMAN, *ibid.*, p. 249.

²⁷⁸ LIPPMAN, *ibid.*, p. 249.

²⁷⁹ LIPPMAN, *ibid.* p. 244.

Le mécanisme de la procédure vient ainsi se substituer au citoyen et au sujet, dès lors exclu, la « médiation experte » agissant comme moment préstructurant de toute prise de décision, moment dans lequel l'individu ordinaire ne saurait s'ingérer :

*The broad principles on which the action of public opinion can be continuous are essentially principles of procedure. The outsider can ask experts to tell him whether the relevant facts were duly considered; he cannot in most cases decide for himself what is relevant or what is due consideration*²⁸⁰.

Selon Lippman, les connaissances accumulées par les bureaux d'intelligence devaient servir à une vaste entreprise de « rééducation » visant à une meilleure adaptation à l'environnement : « re-education of this kind will help bring our public opinions into grip with the environment »²⁸¹.

Plus cette procédure serait fine, et plus elle permettrait d'éliminer le décalage entre la conscience subjective et le « réel », permettant la gestion des problèmes « en temps réel » et en toute immédiateté : « The better the current analysis in the intelligence work of any institution, the less likely, of course, that men will deal with tomorrow's problems in the light of yesterday's facts »²⁸².

Ainsi, de médiation dont le rôle était de problématiser la réalité afin d'amener le Sujet moderne à participer à la définition des normes qui régissent le vivre-ensemble, le journalisme devient, chez Lippman, simple courroie de transmission d'information tirée de l'empirie et préformatée par les experts afin que le citoyen puisse s'adapter, ultimement de manière immédiate, avec l'environnement réifié.

²⁸⁰ LIPPMAN, *ibid.*, p. 251.

²⁸¹ LIPPMAN, *ibid.*, p. 255.

²⁸² LIPPMAN, *ibid.*, p. 261.

En définitive, pour Lippman, « le rôle de la presse était de faire circuler de l'information, et non d'encourager la discussion »²⁸³. Plus encore, l'information qui devait circuler excluait toute discussion et la rendait inutile, puisqu'elle agissait comme « parole du réel/parole du monde » vis-à-vis de laquelle le récepteur ne pouvait que se taire.

La position développée par Lippman marginalise le citoyen et le journaliste, qui n'interviennent qu'en deuxième temps après l'application d'une procédure où experts et gouvernants-gestionnaires sont chargés de déterminer la direction que doit prendre la société sur la base des signes détectés dans les soubresauts de l'environnement.

Le journaliste se trouve ainsi placé à la remorque de l'expert, lui-même dans une posture d'objectivité scientifique niant l'antériorité du rapport d'objectivation symbolique sur l'appréhension de l'objet ou du monde extérieur analysé. La conséquence directe est une monopolisation de la capacité d'interprétation du monde par la médiation experte et technique,

Cette justification de la privatisation de la prise de décision sous prétexte d'une complexité trop grande de la société industrialisée sera l'une des contributions importantes de la philosophie pragmatique américaine qui fera intervenir la communication comme moyen de recomposer le lien social par le partage du savoir « scientifique », censé se substituer aux formes traditionnelles périmées de la socialisation.

C'est le philosophe John Dewey, qui avait d'ailleurs appuyé les propos de Lippman, qui exprimera le premier un parti pris clair en faveur d'une définition à *posteriori* de la démocratie et du public comme étant supérieure à toute conception à *priori* de l'unité sociétale.

²⁸³LASCH *ibid.* p. 176 .

Dans cette perspective, la société est formée de singularités libres de s'associer en vue d'atteindre des objectifs partagés ou d'accomplir des transactions en vue d'un bénéfice. Bien sûr, certaines transactions entraînent des impacts susceptibles de rejaillir sur des singularités qui étaient pourtant extérieures à l'opération (en économie, on parlerait « d'externalisations »). Il devient dès lors nécessaire d'assurer la prévision et le contrôle des conséquences entraînées par les transactions : « *The public consists of all those who are affected by the indirect consequences of transactions to such an extent that it is deemed necessary to have those consequences systematically cared for* »²⁸⁴.

C'est ainsi que la constitution d'un gouvernement et d'institutions publiques devient nécessaire pour gérer et baliser de manière procédurale les conséquences des transactions se déroulant dans la société empirique, à la manière d'un mécanisme d'équilibration des forces; non pas un ordre vertical ou transcendantalisé, mais plutôt une machinerie souple (« *adequately flexible and responsive political and legal machinery* »²⁸⁵).

Les médias font partie de cette « machinerie » dans la mesure où ils permettent la diffusion du maximum d'informations sur les conséquences des transactions. C'est la connaissance partagée de ces informations qui crée la communauté et oriente ses actions : « *The planets in a constellation would form a community if they were aware of the connections of the activities of each with those of the others and could use this knowledge to direct behavior* »²⁸⁶.

L'unité de la société ne serait ainsi plus assurée par l'existence de petites communautés locales, mais par la diffusion d'informations de masse. Le développement des moyens de communication rendrait caduques les symboliques locales et particulières de chaque communauté :

Our modern state-unity is due to the consequences of technology employed so as to facilitate the rapid and easy circulation of opinions and

²⁸⁴DEWEY, John, *ibid.*, p. 16.

²⁸⁵DEWEY, *ibid.*, p. 31.

²⁸⁶DEWEY, *ibid.*, p. 25.

*information, and so as to generate constant and intricate interaction far beyond the limits of face-to-face communities*²⁸⁷.

Dewey voyait dans la communication une manière de préserver la démocratie malgré la complexification du monde, inhérente à son évolution technologique, mais cela exigeait le rattrapage du retard qu'avait encourus les pensées et les symboles vis-à-vis de l'évolution des moyens de communication :

*Symbols control sentiment and thought, and the new age has no symbols consonant with its activities. [...] We have the physical tools of communication as never before. The thoughts and aspirations congruous with them are not communicated, and hence are not common. Without such communication, the public will remain shadowy and formless, seeking spasmodically for itself, but seizing and holding its shadow rather than its substance. Till the Great Society is converted into a Great Community, the Public will remain in eclipse. Communication can alone create a great community. Our Babel is not one of tongues but of the signs and symbols without which shared experience is impossible*²⁸⁸.

Pour recréer une cohérence « symbolique » de la société, la communication devait s'alimenter auprès de la recherche scientifique sur les conséquences des transactions sociales et faire circuler cette connaissance dans l'appareil de diffusion de masse afin d'assurer à chacun le contrôle maximal sur les *outputs* de ses actions :

²⁸⁷DEWEY, *ibid.*, p. 114.

²⁸⁸DEWEY, *ibid.*, p. 142.

*[the] responsive art of communication must take possession of the physical machinery of transmission and circulation and breathe life into it. [...] Democracy [...] will have its consummation when free social inquiry is indissolubly wedded to the art of full and moving communication*²⁸⁹.

Alors seulement la « *Great society* », industrialisée et anonyme, pourrait retrouver le sens de la communauté et atteindre une forme de cohérence où, sans qu'on puisse toutefois parler de projet commun, les actions des singularités seraient à tout le moins canalisées, balisées et limitées par une procédure et des instances capables de contenir les débordements qu'entraînerait l'addition purement empirique d'actions irréfléchies où purement circonstanciées :

*[...] the Great society is to become a Great community; a society in which the ever-expanding and intricately ramifying consequences of associated activities shall be known in the the full sense of that word, so that an organized, articulate Public comes into being*²⁹⁰.

La conception de Dewey se distingue donc encore de la « main invisible » smithienne ou encore de l'autopoïèse luhmanienne par cet effort de régulation à *posteriori*. Cependant, sa posture positiviste l'amène à ontologiser plusieurs aspects de la société postmoderne qui se profile déjà au moment où il écrit (1927). Freitag lui reprocherait un « argumentaire logique qui supprime la portée historique et donc relative et politiquement contingente de la mutation et le caractère réversible de la mutation sociétale qui s'y trouve décrite »²⁹¹.

²⁸⁹DEWEY, *ibid.*, p. 184.

²⁹⁰DEWEY, *ibid.*, p. 184.

²⁹¹FREITAG, Michel, « De la terreur au meilleur des mondes », *ibid.*, p. 364. Dewey regarde l'objet sociétal et, à partir d'une régression, entreprend de dégager le rôle ontologique du public, de l'État et de l'information modernes. La proximité du pragmatisme avec la posture positiviste et avec la logique formelle l'empêche de reconnaître quelque intervention à *priori* du symbolique, ce qui serait introduire des liens artificiels entre les faits purs. Dewey dit s'intéresser à « ce-qui-est » et non au *devoir-être*. C'est ainsi qu'une intention noble (régler les problèmes de l'organisation sociale dans la société industrielle de masse grâce à l'usage de l'intelligence rationnelle et de la recherche scientifique) peut déboucher sur la naturalisation d'un état de faits *déjà* symptomatique de la mutation vers la postmodernité comme ontologie sociétale transhistorique. Lorsqu'elle se solidarise avec les positions de la sociologie de l'école de Chicago, Géraldine Muhlmann commet le même impair.

Après celle de Lippman, l'intervention de Dewey vient elle aussi légitimer la substitution de la communication au commun symbolisé, le philosophe pensant sans doute trouver là une issue au sentiment d'obsolescence du social entraîné par l'emballage du développement technologique dont la complexité dépasserait l'entendement.

Une telle posture, parce qu'elle refoule tout questionnement ontologique sur le rôle de la culture, du sens et de l'information comme médiations *à priori* constitutives de l'existence des consciences individuelles et de l'unité sociétale, tend à confondre *networking* informatique-communicationnel horizontal et démocratisation.

Il n'y est pas question de régulation de la puissance technique et économique par des finalités *politiques* communes et réfléchies les limitant *à priori*, mais uniquement d'une gestion *à posteriori* des conséquences de leur déploiement par une prise en charge empirique des connexions libres entre singularités autofondées, la communication devenant alors le lieu d'une construction représentative plus réglementaire que fondatrice.

La philosophie pragmatique contribue ainsi à accréditer idéologiquement les transformations concrètes liées à l'autonomisation de l'économie capitaliste et de la technique, en substituant la procédure au politique, l'expert au journaliste, la science au citoyen et l'expérience scientifique à celle du sens commun, donnant ses lettres de noblesse à la « société de communication » comme restauration démocratique. Si, moralement, les intentions qui motivent cette production théorique sont louables (lutte contre la propagande, refondation de la communauté malgré le développement de la technique), elles n'ont en contrepartie aucun ancrage concret ou historique.

En effet, sa tentative de refonder la communauté à partir des prémisses du positivisme (dualisme sujet/environnement) et du nominalisme (atomisation des étants) constitue dans les faits une caution du refoulement du caractère *toujours*

déjà symbolique de tout rapport d'objectivation humain opéré par la posture scientifique. Cela contribue, d'une part, à évacuer les inquiétudes que devrait soulever la perte d'influence de la parole collective vis-à-vis du progrès technique, et d'autre part, à reproduire et étendre la production d'une société désymbolisée fonctionnant sur le mode de la gestion technocratique, la « démocratie » se réduisant alors à l'interaction empirique et processuelle de différentes puissances gestionnaires ou revendicatrices particularistes.

Cela contribue également à modifier le statut de la représentation, dont l'objectivité n'est plus considérée comme concrète et structurelle, mais plutôt comme épistémologique et méthodologique. À ce moment, « l'objectivité » de la représentation, ou pourrions-nous dire de la « présentation », n'est plus que sa capacité à atteindre une neutralité axiologique (Weber) dans sa disponibilité vis-à-vis des signaux émis par l'environnement extérieur.

De même, sa diffusion et sa réception ne participent plus d'une individuation de l'étant particulier à travers la médiation d'une structure de langage objectivée et transcendante, mais uniquement d'un processus de transfert de charge informationnelle d'une singularité connaissante à une autre à travers la médiation d'un dispositif exclusivement technique.

On pourra alors gloser aussi longtemps que l'on voudra sur les « théories de la réception », qui tendent à situer la liberté dans la capacité de micro-résistance du destinataire ou encore dans la résistance du canal lui-même à la fluidité totale de la communication. De même, la critique journalistique pourra, comme le fit Lippman, s'ériger contre la « propagande » et la manipulation possible par l'usage des symboles et des clichés tout en lorgnant du côté du rationalisme et du nominalisme ontologique comme gage d'accès im-médiat et direct à la vérité même du monde.

Cependant, une telle perspective continuera de négliger les racines fondamentales de l'aliénation en posant les institutions et la communication

comme étant radicalement extérieures au « sujet », qui devrait s'en libérer, étant dès lors incapable de saisir l'importance de la préexistence d'un symbolique transcendentalisé et d'une normativité institutionnalisée pour qu'advienne l'individu, la société et le commun comme reproduction / continuité de l'être-venu, et production réfléchie de l'avenir.

Cette incapacité n'est pas étrangère à l'industrialisation et à la toute récente première guerre mondiale qui marque le contexte historique dans lequel elle affleure, un contexte dans lequel tend à être dévaluée la parole (journalistique, artistique... humaine) vis-à-vis de la puissance des machines, surtout des machines de guerre, et de leur processualité mécanique, implacable et froide.

La crise du politique et du journalisme, leur dérive vers la professionnalisation ont eu pour effet de reléguer les paroles citoyenne et journalistique et la représentation en général au rôle de second violon vis-à-vis du discours expert. Dans un même mouvement, elles en sont venues à nier toute valeur au sens commun et à l'expérience commune du monde, réduites au rang d'illusions trompeuses, comme si les façons dont le monde s'était raconté à lui-même depuis l'émergence de la socialité humaine se trouvaient dorénavant disqualifiées vis-à-vis d'une nouvelle parole plus vraie : celle du « système » économique et technologique.

3.1.4 La perte de l'expérience

Cette disqualification de la parole commune et son dépassement concret par la machinerie systémique apparaît le plus clairement après la Première guerre mondiale, lorsque le poète Walter Benjamin constate que les soldats reviennent muets du champ de bataille, incapables de raconter ce qu'ils ont vécu, plus pauvres en expérience communicable : « le cours de l'expérience a chuté, et ce dans une génération qui fit en 1914-1918 l'une des expériences les plus effroyables de l'histoire universelle »²⁹².

Pour Benjamin, la Première Guerre est avant tout un déferlement de puissance technique sans précédent qui laisse l'humain totalement dépassé dans sa fragilité, débordant le dicible par sa violence inouïe :

Une génération qui était encore allée à l'école en tramway hippomobile se retrouvait à découvert dans un paysage où plus rien n'était reconnaissable, hormis les nuages et au milieu, dans un champ de force traversé de tensions et d'explosions destructrices, le minuscule et fragile corps humain²⁹³.

Benjamin relève qu'en parallèle de la pauvreté de l'expérience et du déchaînement de la puissance technique, on assiste à la prolifération « d'idées » *new age* (astrologie, chiromancie, yoga, etc.), c'est-à-dire de tout un patrimoine culturel ou spirituel dont on ne retient aucune expérience, privée ou collective, une sorte de prêt-à-penser. Pour Benjamin, il s'agit d'une nouvelle forme de barbarie, de l'ordre de celles qui font table rase et font repartir la société à zéro.

Même si la méthode *tabula rasa* permet à certains génies créateurs de construire (Einstein, par exemple, ou encore les mathématiques formelles), Benjamin explique que ces nouvelles constructions sont des *structures* qui n'obéissent qu'à des impératifs mécaniques mais à aucune vie intérieure, comme

²⁹² BENJAMIN, Walter, « Expérience et pauvreté », *ibid.*, p. 365.

²⁹³ BENJAMIN, *ibid.*, p. 365.

les visages du peintre suisse Paul Klee, composés de carrés asymétriques juxtaposés.

À cet égard, Benjamin donne l'exemple des personnages des romans de Paul Scheerbarth, des constructivistes en puissance sur qui l'expérience passée n'a que peu de prise : « Ces créatures, du reste, parlent déjà une langue tout à fait nouvelle. L'élément décisif dans cette langue est l'attrait pour tout ce qui relève d'un projet délibéré de construction, par opposition notamment à la réalité organique »²⁹⁴.

Ces personnages se caractérisent par un « manque total d'illusions sur leur époque et par une adhésion sans réserve à celles-ci »²⁹⁵. Chez eux, la langue n'exprime plus rien : elle est un moyen mobilisé dans le travail ou la transformation effective du monde. Ce n'est pas qu'ils ignorent tout de la culture ou de l'homme. Ils ont en quelque sorte « ingurgité » tout cela il y a belle lurette, et ils en sont maintenant « dégoûtés », lassés. Leur existence n'est plus désormais qu'une hébétude ou une fuite :

À la fatigue succède le sommeil, et il n'est pas rare que le rêve nous dédommage de la tristesse et du découragement de la journée, en réalisant l'existence très simple, mais vraiment grandiose, que nous n'avons pas la force de construire dans l'état de veille²⁹⁶.

Benjamin évoque le personnage américain Mickey Mouse comme figure du rêve ou de l'absurde, dépassant les prouesses de la technique jusqu'à les tourner en ridicule. En effet, dans les dessins animés, la légèreté et la banalité rejoignent le déploiement de la puissance et la multiplication des péripéties sans conséquences, qui sont à la base de l'imaginaire mégalomane contemporain²⁹⁷ :

²⁹⁴ BENJAMIN, *ibid.*, p. 368.

²⁹⁵ BENJAMIN, *ibid.*, p. 367.

²⁹⁶ BENJAMIN, *ibid.*, p. 371.

²⁹⁷ Cela n'est pas sans rappeler l'usage que fera le réalisateur Stanley Kubrick de la chanson thème du Mickey Mouse club dans *Full metal jacket*, chantée par les Marines américains au milieu d'un champ de bataille.

« La nature et la technique, le primitivisme et le confort se confondent ici parfaitement et sous les yeux de gens fatigués par les complications sans fin de la vie quotidienne, de gens pour qui le but de la vie n'apparaît plus que comme l'ultime point de fuite dans une perspective infinie de moyens, surgit l'image libératrice d'une existence qui en toute circonstance se suffit à elle-même de la façon la plus simple et en même temps la plus confortable, une existence dans laquelle une automobile ne pèse pas plus lourd qu'un chapeau de paille, et où le fruit sur l'arbre s'arrondit aussi vite que la nacelle d'un ballon »²⁹⁸.

Selon Benjamin, c'est pour mordre dans « l'actuel » que « nous avons dispersé l'héritage de l'humanité »²⁹⁹. Cela aurait porté l'humanité au bord de l'abîme, la masse des gens étant incapables de puiser dans l'expérience passée pour y trouver l'appui et la force nécessaires pour préserver et construire le monde.

La philosophie pragmatique est donc « de son temps » dans la mesure où elle exprime haut et fort les cadres intellectuels et idéologiques d'un renoncement ontologique déjà palpable au plan concret et « matériel » dans l'évolution de la technologie tel que le relève Benjamin, à tel point qu'on peut se demander si ce n'est pas elle qui a articulé ce « dernier mot » dont parlait Karl Löwith :

[...] le dernier mot sincère de notre génération, née avant 1900, et mûrie pendant la première guerre mondiale, serait l'expression d'un renoncement déterminé, d'un renoncement nullement méritoire, car renoncer est aisé quand tout se dérober.³⁰⁰

En effet, si le bruit des machines et de la guerre en vient à faire se dérober une parole déjà précarisée par la prééminence croissante de l'économicisme capitaliste, il faudra attendre la construction d'une représentation abdicatrice, résignée et adaptative, celle de la philosophie pragmatique, pour que s'exprime un renoncement vis-à-vis de « l'objectivité » de l'environnement extérieur.

²⁹⁸ BENJAMIN, *ibid.*, p. 372.

²⁹⁹ BENJAMIN, *ibid.*, p. 372.

³⁰⁰ LOWITH, Karl, *ibid.*, p. 11.

Ce renoncement a lui-même ouvert la voie à la prolifération « objective » de puissances tendant à se délier de toute normativité, cependant que la subjectivité se repliait de plus en plus dans une apparente autoproduction qui lui conférait le monopole de l'arbitraire, de l'illusoire et de la *construction* (ex : la subjectivité radicale et le spectacle debordiens³⁰¹) dans un environnement mû par des forces intrinsèques.

Cette césure radicale de la subjectivité et de l'objectivité trouve son paroxysme dans la théorie luhmanienne des systèmes, héritière de la sociologie structuro-fonctionnaliste parsonienne, et son constructivisme opératoire radical. La société dont elle décrit le fonctionnement ressemble en tout point à celle anticipée dans l'idéal-type du mode décisionnel-opérationnel.

Sans doute l'empirie est-elle encore loin de correspondre à cette projection. Néanmoins, l'explorer dans une perspective heuristique s'avère important, puisque tout porte à croire qu'à moins d'un renversement majeur des tendances lourdes qui président au développement des sociétés contemporaines, elle représente l'horizon le plus probable vers lequel se dirige la société occidentale, tout autant que le reste de la planète qui se voit imposer le même modèle via l'impérialisme américain, libre-échangiste autant que militaire.

Selon cette lecture, la réalité n'est plus qu'une construction médiatique et communicationnelle permettant à divers systèmes autonomes de se brancher les uns sur les autres, la société se réduisant au lieu de rencontre pragmatique de ces systèmes. Elle est ainsi présentée comme un strict « environnement objectif » dans lequel évoluent des particules chargées d'information leur permettant d'entrer en connexion libre avec les autres particules et de fonctionner de manière optimale au sein du système, c'est-à-dire de manière stratégique :

³⁰¹ L'une des thèses situationnistes dit que « Tout ce qui était directement vécu s'est éloigné dans une représentation ». Il appartient en contrepartie à l'individu de s'émanciper du spectacle et des contraintes, notamment par le libertinage et le développement de sa « subjectivité radicale ». Voir DEBORD, Guy, *La société du spectacle*, Gallimard, Paris, 1996, 208 p. et aussi *La dialectique peut-elle casser des briques?*, un document audiovisuel détourné par l'Internationale Situationniste.

Dans ces conditions, la communication se limite à de l'échange d'« information », et le langage prend la valeur d'un simple code dont l'intelligibilité intersubjective tend à se réduire au plus petit dénominateur commun des intérêts en présence, qui est bien sûr aussi une fonction de l'environnement. Le « sens » alors ne renvoie plus à l'à priori d'une expérience partagée, médiatisée par une mutuelle reconnaissance des identités ; il désigne directement les intérêts ou motivations spécifiées par leurs seules divergences circonstanciées (et ce sont celles-ci qui, à leur tour, servent d'unique mesure – négative – dans l'appréciation de leur éventuelle convergence tactique ou stratégique) d'un côté, et de l'autre les résultats visés ou obtenus par le moyen de la communication agonistique. Ces résultats peuvent alors se mesurer en terme d'« influence », c'est-à-dire de modification de l'environnement comportemental. Le schème analytique de l'influence se substitue ainsi à celui du pouvoir, qui était propre à la société institutionnalisée³⁰².

Ici, les médias ne sont plus qu'un système opérationnel et clos dont le rôle est de construire la réalité (constructivisme opérationnel radical). Cette réalité construite sert de toile de fond (*background*) au fonctionnement des autres systèmes sociaux, dont feraient les « systèmes psychiques » individuels auxquels se réduiraient les sujets synthétiques d'hier. C'est ce type de société que décrit la théorie systémique luhmannienne.

3.2 LES MÉDIAS ET LA SOCIÉTÉ SYSTÉMIQUE

Selon la théorie des systèmes développée par Niklas Luhmann, le système *autopoïétique* des médias et leur technologie viendraient s'interposer entre les individus empiriques, de telle sorte qu'il n'est plus possible de communiquer en dehors de leur emprise. Une nouvelle médiation technique se substituerait alors aux médiations qui rendaient possible l'interaction entre les individus :

*The mass media are one of the function systems of modern society, which, like all others, owes its increased effectiveness to the differentiation, operational closure and autopoietic autonomy of the system concerned*³⁰³.

³⁰² FREITAG, Michel, « Vers un nouveau mode de reproduction décisionnel-opérationnel », DS2, *ibid.*, p. 38.

³⁰³ LUHMANN, Niklas, *The reality of the mass media*, 2000, Stanford University Press, Stanford, 160 p., *ibid.*, p. 8.

[...]« [An] autopoietic, self-reproducing system is able to emerge which no longer requires the mediation of interaction among those co-present³⁰⁴ ».

Les médias construisent la réalité en la « dédoublant ». D'abord, ils prennent connaissance de leurs propres opérations (*self-reference*), puis ensuite de la réalité « dont-ils-parlent », c'est-à-dire une « illusion transcendentale », en termes « kantien »³⁰⁵, une réalité observée dans laquelle évoluent les « observateurs » (*other-reference*).

Cette distinction n'est pas établie entre le système et son environnement, mais plutôt à l'intérieur même du système, c'est-à-dire que la réalité se trouve dans les opérations cognitives qui la constituent, opérations rendues possibles par l'adaptation de la vie à l'environnement.

Pour Luhmann, la seule question qui vaille donc d'être posée est la suivante: « *How do the mass media construct reality ?* ». Pour construire la réalité, les médias se « brancheraient » (*structural coupling*)³⁰⁶ sur d'autres domaines de l'activité sociale, dont ils rendraient compte en organisant l'information en catégories préstructurées (*topics*) dans la mémoire du système.

Le système organiserait l'information sur la base d'un processus de triage (*distinction*) sur la base d'un code binaire (*information/non-information*)³⁰⁷, où la valeur positive désigne une donnée utilisable. Les informations pertinentes seraient ensuite groupées pour répondre aux règles des différents champs de programmation (les nouvelles, la publicité et le divertissement).

³⁰⁴ LUHMANN, *ibid.*, p. 16.

³⁰⁵ LUHMANN, *ibid.*, p. 4.

³⁰⁶ À cet égard, Luhmann donne l'exemple du « couplage » entre le sous-système publicitaire et le système économique, décrit comme un « cercle cybernétique » sans lieu de contrôle identifiable, à la manière d'une pièce chauffée régulée par un thermostat. Qui peut dire ce qui, de la température de la pièce ou du thermostat, détermine la relation?

³⁰⁷ « *Information is any difference which makes a difference in some later event* » (LUHMANN, *ibid.*, p.18).

Dans cette perspective, dès que l'information est traitée par le système, et puisqu'elle ne peut être répétée (sauf la publicité), elle devient de la non-information, d'après le code *new/old*³⁰⁸, qui donne au système une grande influence sur la structuration du rapport au temps :

*The system is constantly feeding its own output, that is, knowledge of certain facts, back into the system on the negative side of the code, as non-information*³⁰⁹. [...] *[The mass media] generate the time they presuppose, and society adapts itself accordingly*³¹⁰.

Cela crée dans le système un état perpétuel « d'irritation » qui garde la société « sur les dents »³¹¹, le rôle des médias étant d'assurer le maintien et la gestion de cet état d'instabilité permanente : « *In this respect the mass media serve to generate and process irritation* »³¹².

La « société » (ou ce qu'il en reste...) est ainsi comprise comme une entreprise de *problem-solving* permanent : « *The mass media « fit » the accelerated auto-dynamic of further function systems such as the economy, science and politics which constantly confront society with new problems* »³¹³.

À mesure que sont réglés les problèmes localisés et que l'information circule, la mémoire en retient une certaine partie (et oublie le reste, c'est sa fonction principale (*forgetting*)). Les informations retenues dans la mémoire seront retenues comme des schèmes (*schemata*) de précompréhension³¹⁴.

³⁰⁸ Dans toute cette histoire, et Luhmann le reconnaît lui-même, le couple *true/untrue* (la recherche de vérité) n'intervient pas.

³⁰⁹ LUHMANN, *ibid.*, p. 20.

³¹⁰ LUHMANN, *ibid.*, p. 20-21.

³¹¹ « *on its toes* », littéralement.

³¹² LUHMANN, *ibid.*, p. 22. Notons la similarité de ce concept d'irritation avec le décentrement perpétuel muhlmanienn.

³¹³ LUHMANN, *ibid.*, p. 22.

³¹⁴ On pourrait le comprendre comme une réduction du concept de *sens* chez Freitag, mais dénué de toute historicité et de tout rapport à la subjectivité, réifié d'une manière instrumentale qu'on pourrait apparenter au *stockage* qui intervient lorsqu'une machine dotée d'intelligence artificielle » apprend à fonctionner dans un environnement donné.

La « réalité » est ainsi constituée d'un éternel présent hors du temps où sont prises des décisions sur des problèmes sur la base de ce qui n'est pas une représentation commune médiatisée, mais plutôt un ensemble de schèmes comportementaux, burinés dans la mémoire des systèmes psychologiques individuels, à la manière d'un circuit imprimé (un BIOS, à la différence près qu'il est infiniment effaçable; l'exemple de la mémoire vive serait peut-être plus juste), sous-produits des opérations systémiques :

Reality is ultimately tested by operation's opposition to the operations of the same system-and not by any representation of the world as it is³¹⁵ [...] Memory consists in being able to take certain assumptions about reality as given and known about in every communication without having to introduce them specially into the communication and justify them³¹⁶.

Les individus sont ainsi des sous-systèmes psychiques autoconstitués³¹⁷ qui génèrent leur propre état d'incertitude (*self-induced uncertainty*), c'est-à-dire des constructions identitaires vides et sans passé (*background*) qui utilisent l'information (spécialement *l'entertainment*) pour bricoler leur perception d'eux-mêmes.

Chacun d'entre eux entre en relation de manière radicalement singulière avec le système : « *Individuals have to assume that there are similarities of experience between them and others in spite of their systems of consciousness operating in fully individualized, idiosyncratic ways* »³¹⁸.

La réalité ne serait plus ainsi l'objet d'une représentation collective, mais la résultante, purement empirique, des opérations du système. C'est le rôle des médias que d'assurer l'uniformisation de cette relation à la « réalité » : « *the distinction of a world not subject to consensus, one that can be touched on*

³¹⁵ LUHMANN, *ibid.*, p. 40.

³¹⁶ LUHMANN, *ibid.*, p. 65.

³¹⁷ « *One is who one is from the start* » (LUHMANN, *ibid.*, p. 113).

³¹⁸ LUHMANN, *ibid.*, p. 81.

individually [...] this is precisely the solution offered and disseminated by the mass media. »³¹⁹.

Dès lors, la construction de la réalité ne serait plus l'affaire de Sujets, mais résulterait plutôt de la dynamique intrinsèque du système, qui se passerait d'ailleurs de toute subjectivité :

Operational constructivism is based on the recursivity of its own systemic operations and, linked to this, on the system's memory which constantly applies tests of consistency to all the system's operations as they occur (without relating any of these to a « subject », an author, an I)³²⁰.

Ainsi, après les sociétés mythiques, traditionnelles et modernes, peut affleurer une nouvelle « société » dans laquelle la « réalité » n'est plus qu'une pure communication impersonnelle entre des systèmes formalisés :

The reality of the mass media is the reality of second-order observation. It replaces knowledge prescriptions which have been provided in other social formations by excellent positions of observation : by sages, priests, the nobility, the city, by religion or by politically and ethically distinguished ways of life. [...] The only mode of reflection remains that of second-order observation, that is, the observation that a society which leaves its self-observation to the function system of the mass media enters into precisely this way of observing in the mode of observation of observers³²¹.

La « réflexivité » et la « Culture » se perdent donc chez Luhmann dans un jeu de miroirs où plus rien ni personne ne se distingue dans le tourbillon indifférencié qui est celui auquel s'intéresse la *second-order cybernetics*, où la réalité se matérialise quelque part entre l'intérêt de l'observateur et le schéma qu'il tente d'imposer.

³¹⁹ LUHMANN, *ibid.*, p. 94.

³²⁰ LUHMANN, *ibid.*, p. 91.

³²¹ LUHMANN, *ibid.*, p. 85. (Ce genre de citation est typique de Luhmann, chez qui la valorisation de la complexité teinte jusqu'à la forme des textes, souvent cryptiques).

Qui (ou plutôt quoi) parle de la réalité ici, et quelle est le schème à partir duquel il (ça) parle? Voilà la seule question qui tienne, ouvrant la voie à une « déconstruction » infinie dans laquelle aucune expérience authentique n'est plus accessible. L'expérience serait elle-même un produit des mass-media auxquels elle voudrait s'opposer, les opérations cognitives permettant de la saisir n'existant qu'au sein du système qui les produit et tout cela ne tenant à aucun fil, comme une construction suspendue dans le vide. Comme le disait Marx, « tout ce qui était solide, bien établi, se volatilise [...] »³²².

Et c'est ainsi que le système, tournant sur lui-même, se dispense même de savoir si les « participants sont en vie », puisqu'au fond, cela ne serait qu'une « irritation » de plus dans le processus « sans sujet ni fin » (Deleuze) de la *reality of the mass media* :

*It must be first insured that communication connects onto communication and that not every transition from one communication to another would have to keep a check on the entirety of environmental conditions necessary for this, that is, would have to communicate, amongst other things, about whether the participants are still alive*³²³.

Dans la perspective luhmanienne, c'est la communication qui communique avec une autre communication de manière directe dans un environnement donné et réifié. C'est ici que la phrase « *medium is the message* » de McLuhan prend tout son sens : celle d'une communication purement dynamique où le processus de mise en réseaux, garant de la fluidité des interactions et du fonctionnement sans friction de la machinerie systémique, se dispense de toute autre préoccupation normative, transcendentale ou ontologique sur l'état du monde, l'orientation sociétale ou la nature synthétique des sujets situés aux points d'entrée (*input*) et de sortie (*output*) de la machinerie communicationnelle :

³²² MARX, Karl, « Première partie : Bourgeois et prolétaires », *Le manifeste du parti communiste*, 1848 [En ligne] <http://www.coll-outao.qc.ca/philo/texte/manifeste.html>

³²³ LUHMANN, *ibid.* p. 96.

Tout acte de synthèse vivant, tout acte cognitif ou pratique, est extérieur aux machines : il n'est jamais accompli qu'à leur sortie, mais ces lieux proprement humains d'entrée et de sortie disparaissent justement à travers les branchements directs des machines, des programmes, des systèmes, des réseaux les uns sur les autres et, plutôt que d'en contrôler encore en surplomb les opérations, nos actes cognitifs en deviennent captifs comme des myriades de bulles d'air prises dans une sphère de verre³²⁴.

Peut ainsi se mettre en place une ultime logique d'exclusion par l'éviction de la subjectivité synthétique et le branchement direct des systèmes opératoires les uns sur les autres à travers la communication informatique formalisée. La destruction des « lieux ontologiques de synthèse »³²⁵ et des médiations symboliques et politiques implique donc aussi une dissolution de la subjectivité synthétique elle-même à travers le branchement communicationnel direct.

C'est pourquoi l'horizon de la société de communication, paradoxalement, est aussi celui d'une « société du silence », c'est-à-dire d'une société où l'on voit difficilement émerger une parole subjective qui ait encore quelque prise sur le monde autrement que comme pure production immatérielle et constructiviste de « soi » dans l'ordre du discours fictif et des signes abstraits, la prolifération du monde se déroulant, elle, en toute « objectivité » dispensée de toute hésitation subjective.

On peut encore projeter plus avant qu'une suppression de la représentation collective *à priori* aurait pour effet d'entraîner une régression vers le niveau sensori-moteur, ou encore une totale absorption formalisée, d'abord idéologique, puis concrète au moyen du *human engineering* dans la processualité systémique, qui placerait l'homme au rang de la machine, faisant de lui un être non plus *organique*, mais produit qui n'aurait plus grand-chose à voir avec la spécificité ontologique de ce qu'on a appelé jusqu'ici « humain », à savoir une existence nécessairement médiatisée par un tiers symbolique commun.

³²⁴ FREITAG, Michel, « La société informatique et le respect des formes », *Le naufrage de l'Université*, *ibid.*, p. 252.

³²⁵ Freitag, *L'oubli de la société*, p. 116.

3.3 Journalisme et crise de la représentation

Nous avons montré comment le journaliste s'efface peu à peu devant la figure de l'expert qui, lui, vient monopoliser la capacité d'interpréter et de transformer le monde. Le journaliste rapporte ce spectacle de manière « objective » et le public, lui, est appelé à recevoir le tout le plus efficacement possible, de sorte qu'il puisse s'adapter de manière stratégique.

Cette professionnalisation du journalisme fait écho à celle du politique, suite aux appels des *mugwumps* et des philosophes pragmatistes pour qui la société technologique contemporaine est devenue trop complexe pour que son administration soit laissée entre les mains de citoyens aisément manipulés par des symboles et stéréotypes. Ce sont alors les experts qui sont appelés à la rescousse.

La société américaine représente un terrain prédisposé à la mise en place d'une telle logique technocratique, puisque le lien social traditionnel y est déjà remplacé par des associations libres et privées d'individus autrement étrangers l'un à l'autre. Il dès lors d'autant plus aisé de mettre en place une procédure les excluant, puisqu'ils sont déjà refoulés en dehors du politique, constitué en corps d'experts et d'administrateurs gérant les demandes des différentes puissances organisationnelles particulières.

Cette logique pourra se mettre en place à travers le discrédit de l'expérience et du sens commun qui, jusqu'alors, rendaient le monde intelligible et habitable. Le symbolique, présenté idéologiquement comme tromperie par les hérauts du discours-expert, se trouvera *concrètement* disqualifié par le déferlement de puissance technique du 20^{ème} siècle, tant dans la guerre que dans les totalitarismes.

Cette logique trouve son aboutissement dans le fonctionnement purement formel d'un système où les puissances économiques et technologiques autonomisées commandent empiriquement l'adaptation de la vie à leurs impératifs à travers les canaux de communication autant qu'à travers la transformation effective du réel physique et biologique, si bien que la subjectivité se trouvera mise au rencart avant d'être abolie dans sa pertinence même.

L'existence du journalisme et l'exercice de la démocratie supposent l'existence d'un public qui, au-delà de la réception passive, ou même de la réception « résistante », est appelé à participer, à travers le débat et la représentativité politique, à l'édiction de normes communes et de finalités sociétales réfléchies censées orienter le devenir de la collectivité.

Cela implique que l'on reconnaisse, d'une part, l'antériorité du politique sur les autres pratiques, notamment économiques, et, d'autre part, la possibilité pour l'humain d'agir, à travers la *praxis*, dans l'objectif de transformer ses conditions d'existence et de se transformer.

Or, un tel projet de transformation, loin de faire table rase du passé, s'enracine d'abord dans le réexamen critique de ce qui est, à la lumière d'une expérience et d'un langage hérités de l'histoire, le changement s'articulant alors sur le mode de l'*aufhebung*, c'est-à-dire du dépassement dialectique qui préserve tout en modifiant.

Dès lors que le lieu de la décision se trouve déplacé vers une caste de gestionnaires et de scientifiques réputés capables de décrypter les signes émis par l'environnement économique objectif, la possibilité d'une transformation réflexive du monde est écartée, la part laissée à la subjectivité se limitant à la créativité dans l'adaptation stratégique et circonstancielle au réel.

Cette dissolution du moment politique enlève toute pertinence au journalisme et à la prise en charge réflexive du monde à laquelle il invitait les

acteurs en leur donnant leur propre devenir à voir à travers une mise en perspective, celle du spectateur capable de se dégager de l'action pour y replonger à nouveau avec la conscience plus riche de celui qui a pris le recul nécessaire au jugement.

Pour Freitag, la suppression de ce retour réfléchi de la société sur elle-même à travers la représentation idéale de son *être* et de son *devoir être* ne signifie pas tant l'entrée dans la « fin de l'Histoire » que le

début d'une « non-histoire », d'une succession indéfinie de procès et d'événements dont le lien et le sens ne sont plus exprimables dans aucun récit, ni même en une pluralité de récits contradictoires; le réel n'est plus « ce qui est », il est immédiatement l'ensemble des événements qui sont compris dans le « c'est comme ça que ça se passe »³²⁶.

La crise des médiations symboliques et politiques, remplacées par l'accès présumé im-médiat au réel à travers l'intervention experte, suppose donc une crise de la représentation, de l'expérience et du rapport à la transmission culturelle (le *sens*, la tradition) comme fondements ontologiques de l'existence, de la permanence et de la reproduction des sociétés humaines et des individus particuliers qui y existent.

L'Histoire peut alors s'écrire de manière processuelle, objective et radicalement extérieure dans la présentification infinie, hors de portée de toute réflexion synthétique, sur le mode de la prolifération empirique et juxtaposée de proche en proche de ce-qui-fonctionne. La subjectivité se trouve alors repliée sur elle-même dans une exclusion schizophrénique tentant désespérément de participer ou d'échapper au spectacle collectif pour trouver par là quelque identité virtuelle à insuffler dans le système psychique standardisé et branché sur le réel à laquelle se réduirait l'individualité.

La communication devient donc un processus par lequel la subjectivité est intégrée immédiatement à l'opérationnalité du système dans lequel elle s'oublie :

³²⁶FREITAG, « De la terreur au meilleur des mondes », *ibid.*, p. 356

[...] la sollicitation médiatique, communicationnelle et informatique continue de la subjectivité, à travers laquelle l'activité humaine pratico-théorique est immédiatement absorbée dans l'opérationnalité systémique pour n'en former plus qu'un moment processuel interne. La subjectivité finit par se projeter elle-même complètement dans cette participation systémique en devenant simple capacité opérationnelle en même temps que, pour elle, ce sont ces fonctionnements opérationnels qui deviennent le réel le plus concret, la source la plus immédiate de son expérience qui fait écran à la présence des autres et du monde tels qu'ils sont en eux-mêmes³²⁷.

C'est ainsi que peut se profiler le spectre d'une nouvelle forme de totalitarisme³²⁸ caractérisé par la suppression interne du moment subjectif et sa dissolution dans le mouvement objectif de la réalité systémique:

C'est le mouvement de la réalité, et pas seulement sa représentation théorique ou idéologique, qui absorbe en soi le moment subjectif en « déconstruisant » le caractère réflexif et synthétique et en abolissant sa position de retrait, comme il le fait parallèlement de tous les objets d'expérience dont il ne transforme pas seulement le mode de représentation mais aussi le mode ontogénétique de « production ». S'il n'y a plus, comme dans le nazisme, de programmes d'annihilation de l'altérité, on assiste par contre à un procès de dissolution interne du rapport entre identité et altérité dans une réalité processive totalisante qui devient aussi une mouvance totale³²⁹.

La projection d'une telle perspective permet de montrer que la crise du journalisme ne réside pas tant dans l'existence d'une représentation mensongère ou homogénéisante servant la domination économique et vis-à-vis de laquelle il faudrait se prémunir, ou encore dont il faudrait sortir pour avoir accès à la vérité horizontale et spontanée des singularités mises en réseaux. Elle réside plutôt dans un processus de désymbolisation, de destruction des médiations symboliques et politiques et de dissolution des lieux de synthèse ontologique susceptible d'abolir les formes mêmes de constitution de la socialité et de la subjectivité humaines.

³²⁷FREITAG, « De la terreur au meilleur des mondes », *ibid.*, p. 360.

³²⁸ Pour une exposition plus détaillée, voir FREITAG, « De la terreur au meilleur des mondes », *ibid.*

³²⁹FREITAG, « De la terreur au meilleur des mondes », *ibid.*, p. 366.

Nous avons montré dans ce chapitre que c'est sous l'impulsion de la philosophie pragmatique comme caution idéologique que la disqualification concrète de l'expérience par la prolifération technico-économique trouve sa légitimité, ouvrant la voie à un ultime renoncement incarné par la théorie luhmanienne qui représente l'horizon probable (et célébré) de la cybérnetique communicationnelle contemporaine.

Or, c'est précisément pour éviter que le journalisme ne devienne un mécanisme de communication et de contrôle impersonnel au service de la systémique qu'il importe de resituer sa critique dans une perspective ontologique dialectique critique qui conçoit que l'équilibre fragile de la société, de la vie et du monde repose sur ce moment de co-constitution du rapport *sujet-objet* qu'est la médiation, elle-même dépendante de la permanence d'une représentation collective du monde que le journaliste vient à la fois préserver, interroger et enrichir.

CONCLUSION

Historiquement, le journalisme apparaît comme une arme formidable de la critique vis-à-vis des autorités arbitraires ou dogmatiques que constituaient la tradition et la monarchie absolutiste. À l'aube du 21^{ème} siècle, cependant, le voici discrédité par nombre de critiques radicaux comme porteur de l'inauthentique et identifié à la domination des puissants, à la marchandisation de la culture et au fatalisme économique ambiant.

La critique anhistorique radicale sera tentée de voir dans l'existence empirique de cette « propagande » médiatique la manifestation de la nature véritable du journalisme et de projeter rétroactivement cette « révélation » sur l'ensemble de son histoire pour, ultimement, démontrer le caractère fallacieux de son idéal fondateur « bourgeois », lui préférant la spontanéité des singularités engagées dans l'autoproduction horizontale d'information réseautée.

La critique néo-kantienne, tout aussi anhistorique, aura à tout le moins le mérite d'éviter la tentation de la rupture antidémocratique avec l'espace public grâce à un attachement aux idéaux transcendantalisés de la démocratie et du principe de publicité. Mais, à mesure que l'environnement extérieur se dérobe à l'emprise concrète de toute finalité réfléchie et que s'atomise la société, l'application concrète de ces principes, tout autant que ceux du journalisme, se heurte à d'immenses difficultés d'ordre pratique. L'idéalisme, s'il veut se maintenir, est alors forcé de se livrer à toute une série d'ajustements *ad hoc* apparaissant comme autant de concessions à l'empirie, et autant de dilutions de l'idéal.

Le nouvel idéal-type du journalisme élaboré par Muhlmann parvient à maintenir l'existence d'une certaine publicité démocratique, mais uniquement en acceptant que la fonction du spectateur soit monopolisée par le journaliste et en accréditant l'ontologie sociétale de la sociologie de l'école de Chicago. La

position de repli qu'elle adopte est alors proche de celle développée par Lippman et Dewey, hormis peut-être l'insistance sur le « conflit » démocratique comme manière d'éviter l'absorption dans le spectacle collectif de la représentation.

Muhlmann craint en effet qu'une seule vérité n'en arrive à étouffer toutes les autres, et elle maintient son modèle du journaliste-en-lutte, à l'affût de la cristallisation idéologique redoutée. Lippman et Dewey s'en remettent quant à eux à la recherche scientifique comme moyen d'accès à la vérité du monde, écartant ce faisant les citoyens de la prise de décision, désormais laissée aux experts ou, autant dire, aux porte-parole du réel.

Le schéma qui s'établit est alors le suivant : une société formée de singularités susceptibles d'être manipulées par la symbolisation, mais ne pouvant s'en dispenser sans perdre toute cohésion. La presse doit alors créer du commun, ou de l'idéologie, mais veiller à ce que cette idéologie ne soit pas domination arbitraire ou tromperie en injectant du conflit déconstructionniste capable d'empêcher la cristallisation d'un « centre » (Muhlmann), ou encore à la soumettant à la recherche scientifique (Lippman-Dewey). Dans tous les cas, c'est la relation qu'entretiennent l'idéologie et la représentation avec la constitution des rapports sociaux et avec l'objectivité qui pose problème et exige réexamen.

Il ne s'agit pas ici de nier que le journalisme, les journalistes et les organisations capitalistes que sont les entreprises de presse soient effectivement liés à l'existence d'une domination de l'environnement systémique et économique se maintenant, entre autres, par la mobilisation instrumentale du langage, du symbolique et de la représentation. Il s'agit plutôt de comprendre que c'est précisément le changement de statut de la représentation, de l'idéologie et de la communication vers l'instrumentalisation, accepté si promptement comme pétition de principe par les critiques contemporaines, qui constitue le cœur de la mutation du journalisme dans la postmodernité.

En effet, lorsque la représentation passe d'un *à priori* constitutif à un mécanisme de diffusion *à posteriori*, c'est l'existence même d'une société politique qui se trouve compromise, autant que celle des Sujets qui étaient réputés y débattre collectivement du projet commun à bâtir. Tout se passe alors comme si la société s'enfermait dans la posture dualiste du mode d'objectivation scientifique tout en refoulant l'antériorité du rapport d'objectivation symbolique : le journaliste peut alors reprendre en toute « objectivité » la description de l'objet-réel extérieur que lui fournit l'expert. Son travail n'a plus de fonction synthétique-critique, seulement une dimension technique de diffusion-reproduction d'une information produite de manière instrumentale.

Chez Géraldine Muhlmann, le journaliste est appelé à créer du « commun », mais comment peut-il y arriver s'il part de rien et ne s'enracine pas lui-même dans la généalogie et l'histoire d'un langage et d'une société? Comment les singularités qui forment le public se constituent-elles en dehors de toute référence commune? Et comment le journaliste et l'expert en arrivent-ils à atteindre la neutralité axiologique qui leur permettrait d'appréhender le monde-Objet qui ne serait pas *produit*, ou construit, mais donné?

Quelle est donc cette posture de retrait en dehors du symbolique qui permet à la fois de s'en abstraire lorsque nécessaire et de le manipuler à sa guise lorsqu'il s'agit de créer des communautés artificielles? Quelle est donc cette base de repli? Le néant? Un rationalisme transcendant, version laïque de la position divine? Ou encore une *autopoïèse* qui, à la manière d'un envers cauchemardesque de l'existentialisme, permettrait à chacun d'autoproduire sa propre identité depuis l'origine insondable d'une « volonté de puissance », voire d'une puissance volontaire engagée dans le monde selon le seul mode de son auto-affirmation?

Cet *hiatus* dénote chez Muhlmann une incapacité de penser la *médiation*, largement attribuable au déficit laissé dans la philosophie politique française depuis la crise du marxisme et des pensées inspirées de l'hégélianisme. Il faut noter que, si Géraldine Muhlmann retient l'existence de biais structurels et de

dominations idéologiques traversant l'espace public, elle récuse l'analyse marxiste des causes de la domination (la critique du mode de production capitaliste). Cela est loin d'être un détail anodin.

Cela renvoie au statut problématique de l'idéologie comme médiation des rapports sociaux et du rapport Sujet-Objet, et au rôle que joue la domination dans ce rapport. En refusant d'historiciser l'existence de la domination capitaliste, la critique en arrive à naturaliser un rapport dominant-dominés qui serait transhistorique et face auquel pourrait alors se déployer le jeu de la subversion. Le journaliste serait ainsi en mesure de ruser partiellement contre l'idéologie dominante par la production de contre-idéologies subjectivement conflictuelles, sans qu'on sache trop ce qui lui permettrait de s'abstraire de la représentation dominante.

Le cadre structurel de ce « jeu idéologique » permettant la permutation, ou à tout le moins l'ébranlement, du « centre » idéologique, lui, n'apparaît que comme environnement objectif extérieur ou terrain de jeu rhétorique atemporel, la démocratie libérale et l'économie de marché capitaliste s'y trouvant naturalisées.

Quant à elle, la posture chomskienne commet à peu près le même impair en réduisant l'idéologie à l'anticommunisme³³⁰, et en identifiant le reste du discours à de la propagande au service direct des intérêts économiques dominants s'exprimant dans le « système ».

Nous pouvons synthétiser le problème en identifiant deux niveaux où il se pose. Le premier est la crainte du commun capable d'imposer une conception de l'identité et du monde aux altérités radicales (Muhlmann). Ce niveau idéaliste n'aborde pas la question du capitalisme : tout au plus s'attache-t-il à la préservation d'un pluralisme libéral qui serait anhistorique. Le deuxième niveau

³³⁰ Muhlmann relève ce problème, mais n'est pas en mesure d'appliquer à sa propre posture la même exigence vis-à-vis du respect du concept d'idéologie chez Marx, n'en conservant, elle aussi, que ce qui est utile au modèle idéal-typique qu'elle construit.

implique la formation d'un amalgame médias-idéologie-représentation-pouvoir-commun constituant un instrument aux mains des intérêts subjectifs des dominants, désignés comme ceux qui contrôlent l'environnement économique extérieur « objectif » ou profitent de son organisation.

La tentation est aujourd'hui forte pour la critique du journalisme de confondre la désagrégation contemporaine du journalisme et du langage en instrument publicitaire ou propagandiste au service d'intérêts particuliers avec la nature ontologique d'une représentation qui serait essentiellement trahison de la richesse de l'être, de sa vérité immanente et des altérités irréductibles qui y foisonneraient empiriquement.

C'est cette confusion qui fait que cette critique dite « radicale » est tentée (Hirt, Chomsky) de disposer des médias en même temps qu'elle espère se débarrasser de l'ensemble des institutions supra-individuelles, réputées répressives à l'égard d'individualités autofondées et de leur spontanéité. Or, cette façon de poser la liberté et la vérité comme étant situés en dehors de la représentation correspond en tout point, au plan ontologique, au modèle de société que tend à valoriser et à produire le systémisme technocratique.

L'articulation d'une critique du journalisme qui ne cède pas à cette tentation s'avère nécessaire, non pas pour « sauver » le journalisme de manière idéaliste, quitte à ce que sa pratique effective soit à des lieues de l'idéal, mais plutôt pour éviter que la critique d'une représentation instrumentalisée n'emporte avec elle l'existence de lieux de synthèse ontologique et parachève une fois pour toutes la réification formaliste du systémisme et de l'économicisme.

Il faut pour cela repenser la relation entre journalisme, représentation, idéologie et pouvoir à la lumière de la théorie de Freitag. Puis, dans un second temps, il faut situer l'existence d'une domination idéologique propre au capitalisme à l'aide du concept de *fétichisme de la marchandise* développé par Marx et réactualisé par le marxisme hétérodoxe contemporain, afin de montrer

comment la critique du journalisme contemporain comme vecteur d'extension de l'économie et de la domination capitalistes peut-être effectuée sans pour autant accélérer le processus de réification du capitalisme par la délégitimation des médiations constitutives de la société.

On pourrait dire qu'il ne s'agit pas tant de sauver le journalisme de sa critique comme le voulait Muhlmann, que de préserver la critique journalistique d'elle-même, afin qu'elle évite de contribuer à la suppression de ses propres conditions, subjectives et objectives, de possibilité, non pas au nom d'un journalisme idéal, mais au nom de la reconnaissance du caractère constitutif de l'idéalité dans le mode d'être des humains au monde, et des conditions ontologiques fondamentales desquelles participe un journalisme défini idéalement comme devant ouvrir des espaces de resaisie réflexive de la société sur elle-même.

Il faut en premier lieu penser le journalisme comme une *pratique significative* nécessairement médiatisée par la représentation. Ce n'est que par ce détour qu'il a accès à la factualité empirique et réifiée du monde :

[...] la pratique définie comme rapport d'objectivation n'est pas simplement l'activité du « sujet », entendu par exemple au sens cartésien, parce qu'elle comprend précisément le mode d'être du sujet et le mode d'être de l'objet en tant qu'ils sont spécifiés par le mode de leur rapport, c'est-à-dire par la médiation (sensible, symbolique, formalisée, etc.). Ce n'est donc pas non plus à l'intérieur d'une antinomie catégorielle, au sens kantien, que la pratique peut être opposée en première approximation sémantique à la factualité empirique, mais seulement par le biais d'une référence critique aux conditions d'objectivation réifiante de cette «factualité » dans la pratique elle-même.³³¹

C'est ce mode d'être au monde symbolique, par la médiation duquel se constituent à la fois les consciences individuelles et les rapports sociaux qui prime dans son antériorité sur une posture qui se voudrait dualiste, rationaliste ou

³³¹ FREITAG, DS1, *ibid.*, p. 23.

objective, non pas comme *à priori* idéal, mais comme rapport concret constitutif de l'ontogenèse:

La pratique comprise comme rapport d'objectivation (S (m) - 0), ne s'oppose alors, en tant que mode d'être, qu'à la « réalité » telle qu'elle apparaît de manière toujours réifiée (0) dans tout rapport d'objet non critique (S • 0), et tout particulièrement dans le rapport d'objectivation établi par la science positive ou encore par le « réalisme de sens commun ». Ainsi, la pratique n'est pas un « domaine » empirique, mais un mode ontologique, et ce mode est, dans la perspective dialectique, absolument premier relativement à toutes les modalités « phénoménales » de la réalité. Cette thèse est d'ailleurs aisée à comprendre à partir de la doctrine kantienne des *à priori*, puisqu'elle ne fait que la généraliser en l'intégrant dans une problématique ontogénétique [...]³³².

Viennent ensuite les médiations d'ordre politique par lesquelles le niveau culturel-symbolique se trouve dépassé sans être supprimé. Institutions, normes, valeurs et, bien sûr, pouvoir s'instituent comme modalités de régulation de la pratique journalistique, qui agit aussi dialectiquement comme médiation permettant à la société de se regarder elle-même. Ce pouvoir produit un discours de légitimation idéologique justifiant son intervention, notamment dans la sanction des normes débattues publiquement, le journalisme agissant à la fois dans l'institution d'un espace où peuvent se dérouler de tels débats aussi bien que dans la réflexivité à l'égard du pouvoir, de son idéologie, de ses actions et des normes qu'il promeut : c'est le rôle du « quatrième pouvoir ».

Bien sûr, cet idéal se trouve subverti dès lors qu'une qu'une aliénation *négative* se substitue au rapport réfléchi au monde et vient déformer le regard en imposant une nouvelle dogmatique. C'est ainsi qu'après l'évacuation de la tradition religieuse et de l'arbitraire monarchique, l'idée d'une société se donnant à elle-même ses propres lois bascule, à mesure que le champ économique délié de toute limite normative s'autonomise et subordonne le politique au « sujet automatique »³³³ de la valorisation capitaliste³³⁴.

³³² FREITAG, DS1, *ibid.*, p. 23.

³³³ KURZ, Robert, *Lire Marx, ibid.*, p. 83.

³³⁴ À l'origine, l'étymologie du mot journal provient du latin *diurnalis*, signifiant « de jour, qui a lieu pendant le jour ». Dans ses premiers emplois, le mot désigne tour à tour un livre de comptes

Entre alors en jeu ce que Marx appelait la forme fétiche de la marchandise, c'est-à-dire l'émergence d'« un rapport social déterminé des hommes entre eux qui revêt ici pour eux la forme fantastique d'un rapport des choses entre elles »³³⁵ dès lors que celles-ci deviennent les supports de la valorisation et que les rapports sociaux de production nécessaires au maintien de cette dynamique d'accumulation capitaliste se trouvent réifiés et naturalisés dans le caractère social de l'Objet-marchandise.

Il faut ainsi concevoir le fétichisme de la marchandise comme « une certaine manière de lier, d'obliger, les individus à la totalité sociale et entre eux »³³⁶ :

ou de consignation des transactions commerciales; un livre de prière chez les clercs; une « Relation de pensées, de faits ou d'événements de la vie d'une ou de plusieurs personnes dont le compte rendu, écrit de façon régulière sinon quotidienne, est parfois destiné à être publié. » (*Trésor de la langue française*); mais aussi une mesure de terre basée sur le travail qu'est capable d'accomplir un ouvrier en une journée (cf. l'ouvrier *journalier*) : « Chez les anciens Germains, la grandeur d'un arpent de terre était calculée d'après le travail d'un jour, et de là son nom, *Tagewerk, Mannewerk, etc., (jurnale ou jurnal, terra jurnal ou diurnal)*. D'ailleurs l'expression de « journal » de terre subsiste encore dans certaines parties de la France. (MARX, Karl, *Le caractère fétiche de la marchandise et son secret* », Allia, Paris, 1995, 37 p., p. 10). C'est donc dire qu'il existe un rapport de grande proximité entre le temps, la valeur, l'espace et le journal, qu'il soit plus proche de la prière... ou du Travail.

³³⁵ MARX, *ibid.*, p. 12.

³³⁶ JEANPIERRE, Laurent, « Postface », in ZIZEK, Slavoj, *Le spectre rôde toujours. Actualité du Manifeste du Parti communiste*, p. 108-109, p. 106.

Le capitalisme est un type spécifique de lien social, une formation socio-historique dans laquelle le statut des objets, des produits de l'activité humaine a changé, de sorte que les rapports entre sujets sont bouleversés : l'avènement de la « forme-marchandise » de l'objet, rendue possible par l'institution progressive du marché, transforme le rapport d'ensemble entre les individus et la société, et pas uniquement ce qui relève de la répartition des richesses ou de la satisfaction des besoins³³⁷.

Le fétichisme de la marchandise intervient ainsi dans la constitution même des rapports sociaux comme médiation irréfléchie des rapports sociaux par une représentation structurante naturalisant les impératifs de la création de valeur. Ici, l'idéologie n'est pas seulement « superstructure » mensongère masquant la matérialité des rapports de production, mais moment idéal constitutif dans la constitution dialectique des rapports sociaux :

L'idéologie ne se traduit pas chez les individus comme une « fausse conscience » qu'il suffirait d'éclairer, ce qui constituerait la mission révolutionnaire proprement dite. L'idéologie détient une efficacité symbolique propre qui transforme l'ordre pratique de la réalité, pas seulement la perception du monde, mais l'action même en son sein.[...] « le fantasme idéologique fonctionne comme une « illusion », une « erreur » qui structure la « réalité » elle-même, qui détermine notre « faire », notre activité »³³⁸.

Ainsi, la critique du journalisme n'erre-t-elle pas lorsqu'elle considère que les journalistes diffusent l'idéologie dominante de manière acritique, faisant la promotion de la compétitivité économique, de la création de valeur et du « progrès », nourrissant ainsi la domination arbitraire du capital, en plus d'être soumis eux-mêmes, dans la production de l'information, à la frénésie productiviste, à la dépendance vis-à-vis des sources officielles et à la nécessité pour les entreprises de presse de réaliser des profits.

Elle fait erreur, cependant, lorsqu'elle attribue cette apparente servilité à la seule malhonnêteté ou paresse subjective des journalistes, puisqu'il sont eux-

³³⁷ JEANPIERRE, *ibid.*, p. 106.

³³⁸ JEANPIERRE, *ibid.*, p. 106.

mêmes happés par le fétichisme de la marchandise agissant comme prisme à *priori* limitant toute narration. Elle erre plus encore lorsqu'elle attribue à la symbolisation un caractère essentiellement mensonger dont il faudrait s'abstraire pour atteindre la vérité du rapport aux choses; ce serait consacrer la domination de la marchandise, non plus comme fétiche, mais comme absorption im-médiate de l'humain dans le processus empirique et automatique de la production.

Ici, la critique du journalisme confond l'idéologie de légitimation et l'idéologie au sens large, risquant par là de faire d'un effort d'émancipation un saut qualitatif entraînant la totalisation de la domination en soustrayant les rapports sociaux à toute ressaisie réflexive et synthétique.

La critique économique du journalisme achoppe donc sur le plan de la place accordée à la représentation dans la reproduction des rapports sociaux:

La critique de l'économie [...] permet, certes, en autant qu'elle daigne s'y consacrer, de poser à nouveaux frais la question de la représentation, dans la mesure où la logique économique en est précisément une d'abstraction des rapports sociaux, qui renvoie du coup ceux-ci dans l'indifférenciation (eu égard aux finalités) et l'invisibilité (toute orientation collective du monde, en rendant lisible le devenir, étant assimilée à une forme de totalitarisme)³³⁹.

Sa crainte obsessionnelle d'une hégémonie totalisante du commun risque d'ouvrir la voie à un autre totalitarisme, systémique celui-là, alors qu'elle devrait plutôt s'affairer à re-découvrir les assistes ontologiques et symboliques du rapport humain au monde. Cela permettrait de déconstruire le fétichisme de la marchandise, de soustraire le journalisme à son emprise afin qu'il puisse à nouveau entrer dans un rapport critique et réfléchi à la normativité et aux médiations qui régulent les rapports sociaux :

Les conditions de la crise devenue tangibles exigent que partout où régnait une inconscience sociale (de la « main invisible » de la culture des ancêtres à la « main invisible » du marché mondial capitaliste) s'éveille

³³⁹ PICHETTE, *ibid.*, p. 18.

une conscience sociale. À la place d'un médium aveugle, il faut que s'installe un processus de décision sociale conscient, organisé par des institutions autodéterminées (et non imposées *à priori*) au-delà du marché et de l'État. [...] ³⁴⁰

Ce « processus conscient » ne pourrait se mettre en place que par un double renversement du mode de production capitaliste et du fétichisme irréfléchi qui s'est substitué à la dogmatique religieuse :

[E]n dépassant l'histoire entière en tant qu'histoire des relations fétichistes [...] il n'y aura plus de pauvreté massive paradoxale, entraînée par une production abstraite de richesses, on ne verra plus de système fétichiste autonome ni de forme sociale dogmatique ³⁴¹.

Cela ne veut pas pour autant dire que les rapports sociaux cesseront d'être médiatisés par la représentation commune. Au contraire, le journalisme reconnaîtrait enfin sa pratique comme étant intimement liée au caractère fragile et pourtant fondamental des médiations collectives qui assurent le maintien de la société dans l'existence, celui d'un espace d'intelligibilité commune, et ultimement, celui du vivant dans son autonomie.

Reconnaître que la réification capitaliste et la technocratie ont relégué le journalisme au rôle d'ambassadeur du « réel », de la fatalité économique et de l'adaptativité stratégique exige que l'on sache aussi prendre la mesure du recul de notre capacité à entrer en rapport critique au monde que représente cette mutation, recul qui culminerait éventuellement par la mise en boucle passive des appareils de diffusion médiatique de masse branchés directement sur les fluctuations d'une économie devenue totale.

C'est précisément au nom de la préservation de la capacité humaine de résister au déferlement économique et technique qu'il faut savoir penser le commun, en amont de la réduction qu'a opérée le fétichisme marchand, comme

³⁴⁰ KURZ, Robert, *Lire Marx, ibid.*, p. 40.

³⁴¹ KURZ, Robert, *Lire Marx, ibid.*, p. 41.

base de repli symbolique sur laquelle refonder la prise en charge consciente de la suite du monde, plutôt que de céder à la tentation de jeter la représentation « avec l'eau du bain ».

C'est, après tout, une propriété particulière du capitalisme que d'attribuer à l'existence du commun l'ensemble des maux qui disparaîtraient dès lors que seraient éliminées ces facteurs « d'immobilisme » qui, pour le moment, empêchent encore la machine économique de tourner fluidement, « l'idéal de la machine sociale était finalement, comme pour toute machine, de tourner à vide, sans résistance ni friction »³⁴².

L'alternative classique « socialisme ou barbarie » pourrait aujourd'hui être articulée selon les deux nouveaux pôles « communisme ou systémisme », le premier étant entendu comme la possibilité d'établir une société où les rapports sociaux seraient médiatisés par l'idéalité d'une représentation détachée de l'irrationalité et de l'injustice de la société capitaliste déshumanisante, capable de se regarder elle-même et de se problématiser à travers le journalisme; le second, comme abolition de toute représentation dans la processualité mécanique et irréfléchie de l'appareil économique chrématistique.

Hegel eut un jour cette phrase qui veut qu'« une fois révolutionné le royaume de la représentation, la réalité ne tient plus »³⁴³. Reste à savoir si cette « révolution » viendra faire *table rase* du passé, lui préférant *l'oubli de la société*³⁴⁴, la réalité ne tenant plus que dans le tumulte des machines, ou si elle saura plutôt « libérer l'avenir du futur déjà présent »³⁴⁵ en redonnant au corps

³⁴² FREITAG, Michel, « Vers un nouveau mode de reproduction décisionnel-opérationnel », DS2. *ibid.*, p. 15.

³⁴³ LOWITH, Karl, *ibid.*, p. 63.

³⁴⁴ FREITAG, *L'oubli de la société*, *ibid.*

³⁴⁵ Ce slogan figurait sur des enseignes de bois dressées aux portes de l'Université du Québec à Montréal par les étudiants engagés dans le mouvement de grève du printemps 2005 et signifiait au public l'opposition étudiante à la suppression des possibles par le fatalisme économique. Le mouvement de grève étudiante fût neutralisé par la classe politique néolibérale, en collaboration avec les fédérations étudiantes corporatistes. Au moment de déposer ce mémoire, le gouvernement du Québec annonce qu'il augmentera les droits de scolarité à l'automne prochain. Ce « naufrage » programmé des universités québécoises est un exemple supplémentaire, s'il en fallait, de la

social et à la main journalistique la possibilité d'écrire l'Histoire afin que la réalité qui « tienne » ne soit pas ancrée dans l'automatisme marchand, mais soit suspendue à l'idéalité représentée d'un projet commun.

suppression du rapport réfléchi à l'avenir orienté politiquement et normativement (et des espace institués qui l'accueillaient) par la soumission à une processualité strictement adaptative. La société post-moderne ne projete plus l'avenir : elle « *se contente de chevaucher toutes les forces qu'elle a produites et libérées* » (FREITAG, « La gestion technocratique du social », *Le naufrage de l'Université*, ibid., p. 12), l'économie en tête, et de s'adapter de manière stratégique aux impératifs systémiques qui sont, en quelque sorte, le « futur-déjà-là » dont il faudrait anticiper les fluctuations. Les médias québécois s'inscrivent dans la même logique et cautionnent ces transformations, puisqu'ils ont eux-mêmes abdiqué leur responsabilité « d'écrire l'histoire au quotidien » devant l'immédiateté et l'inéluctabilité de la puissance économique autofinalisée.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDERS, Günther, *L'obsolescence de l'homme. Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle*, Éditions de l'Encyclopédie des nuisances, Paris 2001 (C.H. Beck Verlag, Munich, 1956), 361 p.
- ARENDT, Hannah, *Juger. Sur la philosophie politique de Kant*, Seuil, Paris, 2003, 288 p.
- BAILLARGEON, Normand, *Petit cours d'autodéfense intellectuelle*, LUX, Montréal, 2006, 338 p.
- BENJAMIN, Walter, *Oeuvres I*, Paris, Gallimard, 2000, 395 p.
- BENJAMIN, Walter, *Oeuvres II*, Paris, Gallimard, 2000, 459 p.
- BENJAMIN, Walter, *Oeuvres III*, Paris, Gallimard, 2000, 462 p.
- BERNAYS, Edward, *Propaganda*, Ig Publishing, New York, 1968, 168 p.
- BOURDIEU, Pierre, *Sur la télévision* suivi de *L'emprise du journalisme*, Raisons d'agir, Paris, 1996, 95 p.
- BOUVERESSE, Jacques, *Schmock, ou, Le triomphe du journalisme : la grande bataille de Karl Kraus*, Seuil, Paris 2001, 229 p.
- CHAMPAGNE, Patrick, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1990, 311 p., p. 279-280.
- CHOMSKY, Noam et HERMAN, E.S., *Manufacturing consent : the political economy of the mass media*, Pantheon books, New York, 1988. 480 p.
- DEBORD, Guy, *La société du spectacle*, Gallimard, Paris, 1996, 208 p.
- DESCHÊNES, Ulric, *L'espace public américain: La presse et la politique au passage à la postmodernité*, thèse de doctorat, Université Laval, 2005.
- DEWEY, John, *The public & its problems*, Swallow Press, Athens, 1954, 242 p.
- FILION, Jean-François, *Sociologie dialectique: introduction à l'oeuvre de Michel Freitag*, Nota bene, Québec, 2006, 317 p.
- FREITAG, Michel, *Dialectique et société, Tome 1 : Introduction à une théorie générale du symbolique, L'Âge d'homme*, Montréal, 1986, 296 p. (DS1)

FREITAG, Michel, *Dialectique et société, Tome 2 : Culture, pouvoir, contrôle: les modes de reproduction formels de la société*, L'Âge d'homme, Montréal, 1986, 443 p. (DS2)

FREITAG, Michel, « De la terreur au meilleur des mondes. Globalisation et américanisation du monde : vers un totalitarisme systémique ? », in DAGENAIS, Daniel (dir.), *Hannah Arendt, le totalitarisme et le monde contemporain*, Les Presses de l'Université Laval, 2003, 611 p., pp. 353-404

FREITAG, Michel, *La dissolution post-moderne de la référence transcendentale*, Cahiers de recherche sociologique, no. 33, 1999, pp. 181-217. [En ligne] http://classiques.uqac.ca/contemporains/freitag_michel/dissolution_post_moderne/dissolution_pm.html

FREITAG, Michel, *La dissolution systémique du monde réel dans l'univers virtuel des nouvelles technologies de la communication informatique: une critique ontologique et anthropologique*, Colloque BOGUES. Globalisme et pluralisme. (Montréal, 24-27 avril 2002) Panel V : Mondialisation et diversité culturelle, une utopie?, 2001 [En ligne] <http://www.er.uqam.ca/nobel/gricis/actes/bogues/Freitag.pdf>

FREITAG, Michel, « La métamorphose. Genèse et développement d'une société postmoderne en Amérique », *Société*, nos 12-13, 1994, p. 1-137.

FREITAG, Michel et Pineault, Éric (dir.), *Le monde enchaîné. Perspectives sur l'AMI et le capitalisme globalisé*, Nota Bene, Québec, 1999, 331 p.

FREITAG, Michel, *Le naufrage de l'Université*, Nota Bene, Québec, 1995, 369 p.

FREITAG, Michel, *L'oubli de la société. Pour une théorie critique de la postmodernité*, Québec, Les presses de l'université Laval, 2002, p. 413.

GROSSMAN, LEV, « Time's Person of the Year: You », *Time magazine*, 13 décembre 2006.

HIRT, André, *L'universel reportage et sa magie noire*, Kimé, Paris, 2002, 293 p., p.175.

HORKHEIMER, Max et ADORNO, Theodore, *Dialectique de la raison*, Gallimard, Paris, 1974, 281 p.

JEANPIERRE, Laurent, « Postface », in ZIZEK, Slavoj, *Le spectre rôde toujours. Actualité du Manifeste du Parti communiste*, p. 108-109.

KANT, Emmanuel, *Réponse à la question: qu'est-ce que les Lumières?*, Mille et une nuits, Paris, 2006, 61 p.

- KURZ, Robert, *Lire Marx*, La Balustrade, Paris, 2002, p. 396 p.
- KURZ, Robert et JAPPE, Anselm, *Les habits neufs de l'Empire. Remarques sur Negri, Hardt et Rufin*, Léo Scheer, Clamecy, 2003, 124 p.
- LASCH, Christopher, *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, Climats, Castelnau-le-Lez, 1996, 269 p.
- LEGENDRE, Pierre, *Ce que l'Occident ne voit pas de l'Occident*, Mille et une nuits, Paris, 2004, p. 74-75
- LIPPMAN, Walter, *Public opinion*, New York, Dover Publications, 2004 (1922), 240 p.
- LOWITH, Karl, *De Hegel à Nietzsche*, Gallimard, Paris, 467 p.
- LUHMANN, Niklas, *The reality of the mass media*, 2000, Stanford University Press, Stanford, 160 p.
- LUHMANN, Niklas, *Social Systems*, Stanford University press, Stanford, 1995, 627 p.
- MARCUSE, Herbert, *La fin de l'Utopie*, Pairs, Seuil, 1968, 140 p.
- MARX, Karl, « Première partie : Bourgeois et prolétaires », *Le manifeste du parti communiste*, 1848 [En ligne] <http://www.coll-outao.qc.ca/philo/texte/manifeste.html>
- MUHLMANN, Géraldine, *Du journalisme en démocratie*, Payot & Rivages, Paris, 347 p.
- NEGRI, Antonio et HARDT Michael, *Empire*, 10/18, Paris, 2000
- NIEL, Henri, *La médiation dans la philosophie de Hegel*, Éditions Mouton, Paris, 1945, 369 p.
- PICHETTE, Jean, "Des silences qui tuent", *Relations*, décembre 2000 (665), p. 12-14.
- PICHETTE, JEAN « Penser le journalisme dans un monde en crise », *À Bâbord*, Février/Mars 2007, p. 16-19.
- SLOTERDIJK, Peter, *Critique de la raison cynique*, Christian Bourgois, Paris, 2000, 672 p.
- TOCQUEVILLE, Alexis de, *De la démocratie en Amérique*, Gallimard, Paris 1986, 569 p. (Tome 1) et 480 p. (Tome 2)